



# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14798 - 7 F

- DIMANCHE 23 - LUNDI 24 AOÛT 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNIE

Trente-neuf ans après la guerre de Corée

## Pékin et Séoul normalisent leurs relations

### Pragmatisme

APRÈS des années d'isolement de part et d'autre, la Corée du Sud et la Chine populaire sont sur le point d'établir des relations diplomatiques. Si un grain de sable de dernière minute ne vient pas perturber l'ordonnement minutieusement établi dans le silence des chancelleries, Pékin et Séoul échangent bientôt des ambassadeurs. Fini donc le temps des missions officieuses, conduites par des « amis » politiques ou surtout commerciaux, pour éviter de froisser de vieux partenaires.

Ces susceptibilités ne sont plus de mise, les intérêts bien compris - stratégiques comme économiques - ayant pris le pas sur les vieilles habitudes idéologiques issues de la guerre froide. Car ce succès diplomatique pour Pékin comme pour Séoul constitue également un camouflet de taille pour les régimes de la Corée du Nord et de Taiwan. Ce dernier ne pourra compenser par des liens avec quelques petits États du tiers-monde ou avec le Vatican la perte de son seul allié asiatique. D'autant que le dernier pays de taille à reconnaître encore Taiwan, l'Arabie saoudite, vient de rompre avec Séoul, laissant à Pékin des liens déjà officiels.

MAIS d'est surtout le régime du vieux maréchal Kim Il-sung qui devrait sentir passer le vent de l'histoire. Après Moscou, c'est désormais au tour de Pékin de reconnaître la partition de la péninsule, et donc de rejeter l'ambition de la Corée du Nord d'une réunification sous sa houlette. En plein marasme économique, le dernier « paradis » communiste est traité comme un boulet par ses anciens protecteurs chinois, et surtout russes. L'idéologie n'étant plus de mise dans les relations internationales, Pékin préfère désormais faire de l'argent avec Séoul plutôt que d'en perdre avec Pyongyang.

Pour survivre, la République démocratique et populaire de Corée - bien peu démocratique et dont la « popularité » n'a jamais été testée dans des élections libres - va devoir s'adapter, faire des concessions à ses voisins, et en particulier au frère ennemi du Sud. Ce dernier s'inquiète des ambitions nucléaires de Pyongyang. Mais il ne souhaite pas non plus un effondrement de la Corée du Nord. L'exemple de la réunification de l'Allemagne a tempéré les ardeurs des dirigeants de Séoul : cela leur coûterait trop cher.

PÉKIN et Séoul ont donc tout lieu de se féliciter de cette normalisation annoncée. Reste que la Corée du Sud risque d'affronter un nouveau problème. Puisqu'elle accepte que Pékin, après Moscou, ait des relations identiques avec les deux Corées, il devrait lui être plus difficile désormais de s'opposer à l'établissement de relations officielles entre ses alliés occidentaux et Pyongyang.

Quant au Japon, qui négocie avec le Nord et dont l'intérêt bien compris est de voir perdurer la division de la péninsule, il ne verra pas d'un bon œil une réunification qui permettrait à une grande Corée de bénéficier des armements nucléaires dont Pyongyang tente actuellement de se doter.

M0146 - 0824 0 - 7.00 F



La préparation de la conférence de Londres

## Les sanctions contre la Serbie pourraient être renforcées

L'embargo décrété par les Nations unies contre la Serbie et le Monténégro n'ayant pas les effets escomptés, un renforcement des sanctions sera examiné, la semaine prochaine, à la conférence de Londres. Pour mettre un terme aux accusations selon lesquelles elle violerait l'embargo, la Grèce a décidé, vendredi 21 août, de suspendre « provisoirement » toute exportation de pétrole vers les pays de l'ex-Yougoslavie. A Sarajevo, Serbes et Bosniques ont échangé des prisonniers.

### Echange de prisonniers

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

Sur le parking de la FOR-PRONU où les deux autobus se sont immobilisés, l'image est dramatiquement symbolique. Cinquante Serbes, dont six femmes, sont appelés à rentrer « chez eux », et cinquante à un Bosniques musulmans, dont trois femmes, vont regagner Sarajevo. Pour la première fois depuis un mois, les deux camps en conflit s'échangent des prisonniers, arrêtés pour la plupart du seul fait de leur nationalité et pour qui la liberté retrouvée ne signifie pas forcément rentrer chez soi.

Arraché avec sa femme, le 15 mai dernier, de Dobrinja,

quartier de Sarajevo aujourd'hui divisé entre Serbes et Bosniques, Enis Eminovic, quarante-trois ans, ne sait plus rien de son épouse et de ses enfants - « ils ont été libérés immédiatement » - et ne sait pas même quoi faire maintenant. « Mon immeuble est en zone contrôlée par les Serbes, dit-il. Je ne peux y aller. Je n'ai plus rien. »

Mahatja Huso, lui, vivait tranquille dans son village de Hadzici quand il a été arrêté, le 12 juin, avec 250 hommes, dans le cadre d'un nettoyage ethnique.

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite et nos informations page 4

### POINT DE VUE

## Pour une Europe politique

par Paul Thibaud

Qu'on ait le droit de voter « non », il semble que ça n'aille pas de soi. Du moins pour ces européens professionnels qui ont aussitôt cherché les moyens de sanctionner les Danois, qui présentent le refus de Maastricht comme une faute à punir, un affront à l'Europe toute faite. Chercher ainsi à intimider l'électeur, c'est disqualifier la cause qu'on veut servir. Depuis quand les Parlements et les corps électoraux ne sont-ils que des chambres d'enregistrement ? Si l'Europe ne

pouvait tolérer qu'un peuple refuse un seul des projets présentés par les gouvernements unis, elle se construisait au mépris de la démocratie, et il faudrait la refuser en bloc.

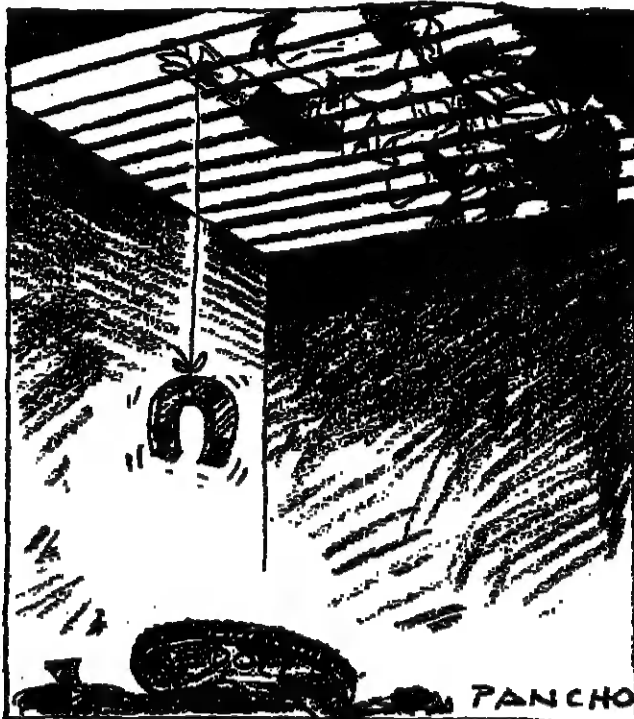
Le traité lui-même, il est vrai, et la procédure de ratification qu'il prévoit ont quelque chose d'offensant pour notre liberté de choix. On déclare intangible un texte qui ne sera valable qu'à condition d'être adopté à l'unanimité des pays qui ont signé les traités antérieurs qu'il amende, en particulier celui de Rome. Il faut, tel qu'on a organisé les

choses, que tous acceptent tout, sans quoi tout est bloqué. On présupposait, évidemment, une unanimité obtenue par la pression collective et la force de la vitesse acquise. Comme l'a dit Michel Rocard dans l'*International Herald Tribune* : « Ce qui n'était pas prévu, c'est que les peuples puissent refuser ce que proposent les gouvernements. »

Lire la suite page 7

► Paul Thibaud, ancien directeur d'Esprit, est coauteur (avec Jean-Marc Ferry) d'une *Discussion sur l'Europe*, à paraître aux éditions Calmann-Lévy.

## Le plongeon du dollar



La chute du dollar s'est accélérée vendredi 21 août. En dépit de plusieurs interventions des banques centrales des pays industriels, la monnaie américaine a chuté de près de 10 centimes en une séance, tombant jusqu'à 4,84 francs, son plus bas niveau depuis douze ans. Contre le mark, le dollar n'avait jamais été aussi faible, à 1,4250 mark. Cette chute a provoqué vendredi une baisse de 50 points de l'indice Dow Jones (-1,54 %). La faiblesse du dollar s'explique notamment par l'écart très important entre les taux d'intérêt américains et ceux de l'Allemagne. Les premiers ont été fortement abaissés ces derniers mois, l'Allemagne maintenant une politique de taux élevés.

Lire nos informations pages 13 et 15

### CHEZ LES PEINTRES

#### Alberola le fugitif

Il s'est réfugié au sommet d'un immeuble bourgeois parisien dont il ne donne l'adresse à personne. Complice de l'art conceptuel, Alberola a pour maître les Vénitiens, Vélasquez et Manet.

Lire l'article de PHILIPPE DAGEN page 11

### HEURES LOCALES

■ Ré, l'île où les vélos sont rois. ■ Oradour entre le souvenir et l'oubli. ■ Antony, Ruell-Malmaison : vivre aux portes de Paris.

Page 9

#### M. Jack Lang au « Grand jury RTL-le Monde »

M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, animateur de la campagne gouvernementale en faveur du « oui » au référendum du 20 septembre, invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche à 18 h 30.

Le sommaire complet se trouve page 16

## Le capitalisme mise sur Cuba

Malgré la crise économique, l'un des derniers bastions communistes suscite un vif intérêt chez les investisseurs étrangers

LA HAVANE

de notre envoyé spécial

« C'est le moment de prendre pied à Cuba. Il y a de bonnes affaires à réaliser dans l'île qui tôt ou tard redeviendra une plateforme en direction du marché nord-américain. » Confortablement installé dans son bureau « design » et climatisé du quartier résidentiel de Miramar, ce brasseur de contrats européen a accepté de se confier sous le couvert de l'anonymat. La discrétion est de mise, tant chez les responsables cubains que parmi les hommes d'affaires qui profitent de la récente ouverture de l'île aux capitaux étrangers : Washington, qui a récemment renforcé l'embargo contre Cuba, multiplie les pressions sur les investisseurs potentiels et les exilés de Miami menaçant les sociétés étrangères de représailles.

L'image de Cuba électorale pour capitalistes en quête de bons

coups a de quoi surprendre, alors que la population se nourrit plutôt mal que bien et se déplace sur de lourdes bicyclettes chinoises, faute de carburant. Pourtant cet Espagnol et cet Italien qui, ici, ont acheté à bon prix il y a quelques mois un lot de voitures de collection, dont une Hispano-Suiza 1919, n'ont pas perdu leur temps. Etranglé par l'effondrement de son commerce avec l'ancien bloc soviétique, Cuba s'efforce d'obtenir des devises par tous les moyens. « Les Cubains sont de bons acheteurs, mais de piètres vendeurs », affirme un homme d'affaires français.

La compagnie française Sucre et Denrées est l'une des entreprises qui a le plus profité des bouleversements du commerce extérieur cubain engendrés par la désintégration de l'URSS. Fort de son expertise sucrière et de sa connaissance du marché russe, Sucre et Denrées a réussi à placer cette année plus de 2,5 millions de tonnes de sucre cubain dans les anciennes Républiques soviétiques. Les Russes règlent en pétrole et Suodent Trading, une filiale de Sucre et Denrées basée à Hambourg, livre des produits pétroliers à Cuba. « Les Cubains ont essayé de traiter directement avec les Russes. Face aux problèmes de transport, de modalités de règlement et à la disparition de leurs interlocuteurs traditionnels, ils ont compris qu'ils avaient intérêt à passer par un intermédiaire comme Sucre et Denrées », explique un expert.

JEAN-MICHEL CARO

Lire la suite page 12

### LOIN DES CAPITALES

Fin d'exode à Lisongwe (Malawi)

page 6

Le Monde EDITIONS

## LE DROIT

Guide des formations supérieures à débouchés professionnels

Collection Vos Études dirigée par Frédéric Gausson

- Une description des métiers du droit.
- Les formations proposées en France et à l'étranger.
- L'économie du secteur et le marché de l'emploi.
- Les salaires, l'avis des recruteurs.

Dans la même collection : La gestion, l'informatique. A paraître : La santé.

Pour la poursuite de vos études jusqu'à Bac +...x

En vente en librairie

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA ; Maroc, 5 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 1,80 FR ; USA (NY), 2 \$ ; USA (other)



# LES FINS D'EMPIRES

Printemps 1945. Bombardements « stratégiques » des Alliés, peur de l'armée rouge, suicide du Führer : la race des seigneurs, vaincue, se terre dans les caves ou erre dans la débâcle. Pour l'Allemagne « année zéro », voici le temps de pénitence et de résipiscence, l'adieu définitif au « Reich de mille ans », à « l'espace vital », au Volk génétiquement voué à conquérir l'Europe.

Par JEAN-PIERRE AZÉMA

Le 1<sup>er</sup> mai 1945, l'amiral Dönitz, l'ultime président du Reich, annonçait au peuple allemand, au son du *Crépuscule des dieux* et d'une symphonie de Brückner, que le Führer était mort « à son poste de commandement dans la chancellerie du Reich en se battant jusqu'au dernier moment contre le bolchevisme ». Hitler s'était suicidé la veille.

Il y avait déjà trois mois qu'un double étau enserrait ce Reich que le Führer avait promis indestructible. Après avoir franchi l'Oder le 2 février, l'armée rouge lançait son offensive sur Berlin le 16 avril. Véritable rouleau compresseur, elle alignait deux fois plus d'hommes, quatre fois plus de canons et de chars, deux fois plus d'avions de combat. A l'ouest, la progression avait été certes moins rapide : Eisenhower, qui coordonnait les forces anglo-saxonnes et françaises, avait bridé l'impétuosité de Montgomery. C'est seulement le 7 mars que des troupes américaines franchissaient le Rhin sur le pont de Remagen demeuré intact. Mais la Ruhr, méthodiquement encerclée, cessait toute résistance le 18 avril. Et, si elle était moins spectaculaire, cette avancée à l'américaine, avec sa débâche de matériel et sa logistique impeccable, était tout aussi inexorable.

A la mi-avril 1945, le Reich, qui s'était étendu de l'Atlantique au Caucase, était réduit à un quadrilatère de quelque 150 kilomètres de large, entre la Baltique et Prague. Et le 25 avril, sur la Mulde, Soviétiques et Américains faisaient leur jonction, célébrée le lendemain, à Torgau. Ce qui demeurait du Reich était coupé en deux.

Hitler avait bien tenté de gagner du temps, en lançant en décembre une contre-offensive dans les Ardennes et sur Budapest. Et, même si ces deux coups de bluff avaient échoué, il espérait que ses savants mettraient au point l'arme absolue. N'avaient-ils pas rendu opérationnels une nouvelle génération de sous-marins, des avions à réaction, des avions sans pilote (ou V 1) lancés sur Londres dès juin 1944 et des fusées supersoniques (ou V 2) fiables en septembre ? Reste que, pour avoir trop tardé à investir dans l'atome, le Reich allait perdre ce que Churchill avait appelé « la guerre des sorciers ».

Politiquement, Hitler comptait sur la désunion des Alliés ; une partie de son entourage (Goebbels notamment), par haine de « la ploutocratie judéo-maçonnique » penchait pour finasser du côté soviétique ; mais Hitler ne voulait pas abandonner son rêve d'expansion à l'est. Ses proches étaient plus nombreux à souhaiter conclure un accord honorable à l'ouest pour libérer la Wehrmacht à l'est. Mais malgré le déclenchement, en décembre 1944, de l'insurrection communiste en Grèce, la « grande alliance » allait tenir bon, au point qu'Eisenhower faisait ramener des forces américaines en deçà de l'Elbe, frontière tacite entre l'armée rouge et ses alliés.

Speer, lucide, avait prévenu le Führer en mars : la production industrielle avait eu beau atteindre en août 1944 des niveaux records, l'économie du Reich s'effondrait par suite de la perte de la Rhénanie et de l'impossibilité de puiser désormais dans l'Europe naguère vassalisée (les seuls Balkans fournissaient 50 % du pétrole, 100 % du chrome, 60 % de la bauxite du grand Reich).

Berlin l'orgueilleuse, dont Speer devait faire la nouvelle Babylone, était encerclée le 26 avril par les forces de Koniév. Il fallut la prendre rue par rue. On se battit à mort autour de la porte de Brandebourg, de l'avenue Unter-den-Linden, du ministère de l'Intérieur et la moitié des cinq mille défenseurs du Reichstag, sur lequel les deux sergents, Yegorov et Kontary, allaient planter le drapeau rouge dans la soirée du 30 avril, devant périr. Mais le général Weidling finit par se rendre le 2 mai.

Jusqu'à la dernière semaine d'avril, Hitler continua de croire en son étoile. Il se raccrochait à l'Histoire, soliloquait sur les guerres puniques, sur la Prusse d'après Léna, la mort brutale de Roosevelt, le 12 avril 1945, fut une illumination : la disparition de la tsarine Elisabeth en 1762 n'avait-elle pas permis au



Dégâts des bombardements dans une ville allemande en 1945.

**L'ouverture des camps de concentration confortait les Alliés dans l'idée que ce qui avait été vaincu était bien le mal. Ce fut un choc, même si le secret avait été moins absolu qu'on ne voulait bien le dire.**

de la Hitlerjugend mobilisée (la classe 29 est enrôlée le 3 mars 1945) ou versée dans le *Volkssturm* (cette réserve, instaurée le 18 octobre 1944, qui acceptait des gamins de quatorze ans), a généralement fait face. Ces Marie-Louise de 1945 se sont bien battus pour la patrie et pour le Führer. Les anciens combattants enrôlés dans le même *Volkssturm* ont dans l'ensemble manifesté beaucoup moins d'enthousiasme. La résistance était moins acharnée sur les lignes occidentales que sur le front oriental. Ce qui semble avoir prévalu, c'est un sentiment de lassitude, l'aspiration à survivre, la volonté de fuir les Russes. Mais le chaos n'était pas la débâcle, et l'acceptation de la défaite n'était pas synonyme de culpabilité collective. Car, autant que la répression menée par la Gestapo, trois facteurs expliquent que se soit maintenue l'identité nationale allemande : les bombardements stratégiques alliés, l'exigence d'une capitulation sans conditions, la peur de l'armée rouge.

En choisissant en janvier 1943 de pratiquer des bombardements dits stratégiques, on déversait sur les villes allemandes un tonnage stupéfiant des bombes les plus redoutables, les Anglo-Saxons avaient commis la même erreur que les Allemands lors du Blitz londonien : au lieu de miner le moral de la

population, ces bombardements, parfois totalement injustifiés au plan militaire (qu'on se rappelle la destruction de Dresde), avaient plutôt développé un sentiment de solidarité face à l'ennemi. L'exigence posée par les Américains en janvier 1943 d'une capitulation sans conditions, notamment pour forcer les Allemands à assumer leur défaite militaire, était devenue un des thèmes de propagande repris à l'envi par Goebbels : l'Allemand serait livré pieds et poings liés au bon plaisir du vainqueur. Les récits colportés sur les « atrocités russes » faisaient le reste et incitaient une bonne partie de la population à faire sienne la célèbre apostrophe de l'électeur de Brandebourg : « Rappelez-vous que tu es un Allemand ! ».

Mais que reste-t-il de leur Allemagne ? Dans les zones urbaines, elle était réduite à un monceau de ruines où l'on ne survivait malgré la faim que dans les caves. Elle était submergée par des colonnes misérables de réfugiés, en provenance surtout de l'est et du sud-est (des Sudètes par exemple). Selon une estimation raisonnable, en mars 1945, dix millions de femmes, d'enfants et d'hommes, peut-être treize à quatorze, avaient fui devant l'armée rouge à l'annonce des violences et du sac des villes. Il faut dire que, même si les chiffres en sont controversés, des dizaines de milliers de violents furent perpétrés systématiquement par des soldats soviétiques qui considéraient manifestement les femmes et les adolescentes allemandes comme une part de butin.

La capitulation sans conditions signifiait non seulement la reconnaissance de la défaite militaire, la fin d'un régime, mais aussi la culpabilité de l'ensemble des Allemands. L'Allemagne devait être punie : à Yalta, on l'avait dit et répété ; elle serait occupée, partagée entre les vainqueurs, dénazifiée ; et l'on songeait sérieusement à la démembrer en plusieurs ensembles, voire à la réduire en une sorte de potager, pour la rendre inapte à reprendre les armes. Et si, le 9 mai, Staline annonçait dans un discours que l'URSS renonçait à démembrer l'Allemagne, il ne cachait pas son désir de transférer en URSS ce qui restait des usines allemandes.

L'ouverture des camps de concentration confortait les Alliés dans l'idée que décidément ce qui avait été vaincu était bien le mal, qu'on le qualifie ou non de fasciste. On ne distinguait pas encore entre camps de concentration et camps d'extermination, et l'attention se focalisait plutôt sur les déportés non raciaux. Reste que ce fut le choc, même pour des guerriers blasés, même si le terrible secret avait été moins absolu qu'on ne voulait bien le dire. Les armées filmaient les malades laissés sur place, les survivants des hallucinantes marches à la mort imposées *in fine* par les SS. A Bergen-Belsen, les habitants du voisinage durent se rendre à l'intérieur du camp de la mort, des images qu'Alfred Hitchcock allait monter en personne. Visitant, le 12 avril, Buchenwald avec Patton et Bradley, Eisenhower se confondait dans l'idée que les Allemands étaient des brutes sauvages.

Et pourtant, les temps de pénitence et de résipiscence, on le sait, allaient durer beaucoup moins longtemps qu'on ne pouvait le croire en 1945. Moins de deux ans après la capitulation sans conditions du III<sup>e</sup> Reich, l'Allemagne devenait un des enjeux majeurs de la guerre froide, une région-marche de la liberté pour les uns, du socialisme pour les autres. Bien que partagée en deux, elle échappait au dépeçement, devenant, pour chaque camp, une nation respectable retrouvant sa liberté de mouvement. Tout en lui imposant malgré tout un garde-fou : il ne serait plus jamais question d'un quelconque empire, ni d'un « espace vital », ni d'un Volk génétiquement voué à conquérir l'Europe.

## POUR EN SAVOIR PLUS

- 8 mai 1945, *La Vierge en Europe*, sous la direction de Maurice Valère, La Manufacture, 1985.
- *Hitler*, de Martin Smeets, Fayard, 1991.

## 30. - La vingt-cinquième heure du III<sup>e</sup> Reich

Grand Frédéric de retourner la situation dans la guerre de Sept Ans ? Outre ces élucubrations historiques, il se livrait à un ultime Kriegsspiel, commandant à des armées fantômes qui délivreraient Berlin ou repousseraient la horde soviétique.

Il lui fallait pourtant expliquer cet échec de la « race des seigneurs ». La défaite de 1918 avait eu, selon lui, une raison stratégique, la lutte sur deux fronts, et une causalité fondamentale, le coup de poignard dans le dos de la « juiverie internationale ». Si en juin 1941 il avait bien pris le risque de lutter sur deux fronts, il attribuait la responsabilité des revers à la caste des officiers de l'ex-Reichswehr, dont il soulignait l'incompétence et la duplicité dans une lettre qu'il adressait à Keitel la veille de sa mort. Quant à la « juiverie », il continuait, dans ce qu'il est convenu d'appeler son « testament politique », daté du 29 avril, de l'invectiver : « La guerre... fut désirée et provoquée exclusivement par ces politiciens internationaux qui sont d'origine juive ou travaillent pour les intérêts juifs... Les ruines de nos villes et de nos monuments renouvelleront la haine contre le peuple responsable en dernière analyse de tout cela : la juiverie internationale et ceux qui l'ont aidée... ».

Au bout du compte, même demeuré sain, le Volk allemand n'avait pas été à la hauteur de ce que l'Histoire attendait de lui. Il lui restait à ne pas baisser la garde, à se montrer impitoyable à l'égard des « sous-hommes » (et effectivement il y eut des dizaines d'Oradours), des traîtres (le général Fegelein, homme de liaison de Himmler fut fusillé le 29 avril dans les jardins de la chancellerie quand la radio anglo-saxonne eut révélé que l'espionnage des SS négociait avec les Anglais).

Et, si le Volk échouait, le Führer ne pouvait s'abaisser à rechercher des compromis avilissants ; dès le 27 janvier 1942, il avait déclaré : « Si le peuple allemand n'était plus disposé à se donner corps et âme pour survivre, alors le peuple allemand n'aurait plus qu'à disparaître. » Hitler impose aux Allemands une stratégie démente du tout ou rien : le peuple devait impérativement détruire tout ce que l'ennemi pourrait utiliser, usines, voies de communication, comme l'y obligeait le décret « de la terre brûlée » du 19 mars, avant de gagner le cœur du Reich. Le Führer, pour

sa part, était décidé à ne pas survivre à la fin de l'Empire. Il n'était plus que l'ombre de lui-même, et c'est un vieillard voté et insomniaque, agité de tremblements, qui avait fêté, le 20 avril, dans la morosité, ses cinquante-six ans. Le 22 avril, il choisissait de demeurer dans Berlin, terré dans un bunker creusé à 25 mètres dans le jardin de la chancellerie. Après avoir appris que les soldats soviétiques étaient parvenus à moins de 500 mètres, et que Himmler négociait, il décidait d'en finir, le 29 avril ; il rédigeait un testament politique et ses dernières volontés avant d'épouser Eva Braun ; le lendemain, peu après 13 heures, il avalait une pilule de cyanure et se tirait une balle dans la tête. Le 1<sup>er</sup> mai, après avoir vainement tenté de prendre langue avec les Soviétiques, Goebbels, le fidèle parmi les fidèles, se suicidait après avoir tué sa femme et leurs cinq enfants.

Le Reich n'allait pas survivre plus de huit jours à la mort de son Führer. La plupart des dignitaires nazis inclinaient à négocier avec les Anglo-Saxons une capitulation par étapes qui laisserait aux soldats et aux civils le temps de gagner les territoires contrôlés par les Occidentaux ; les forces engagées en Italie capitulaient à Caserte le 29 avril, celles qui se battaient sur le front nord-ouest en faisaient de même le 4 mai ; à 3 heures du matin, le 7 mai, dans un collège technique, à Reims, où Eisenhower avait installé son QG, Jodl et l'amiral Friedeburg signaient la capitulation militaire entre les mains de chefs anglo-saxons et du général français Sevez. Un acte qui sera répété, le lendemain, à Berlin, avec la participation des Soviétiques.

Dönitz et ses conseillers se flatteront d'avoir arraché un délai de grâce qui a permis à quelques deux millions de militaires et civils de fuir l'occupation soviétique. Reste que durant les trois derniers mois de l'agonie du Reich avaient péri au moins le quart des victimes civiles allemandes éparpillées sous les bombes.

Un certain nombre de membres de l'ancienne classe politique ou de l'armée, proches des cercles conservateurs, avaient décidé, depuis le printemps 1944, de se débarrasser de Hitler pour sauver l'Allemagne éternelle. Mais la répression impitoyable qui avait suivi l'échec de l'attentat du 20 juillet 1944 avait décuplé l'opposition des notables. L'Etat nazi allait perdurer jusqu'au bout, même si de grands paladins, Goering - par maladresse - ou Himmler - par calcul tardif - devaient chercher à prendre *in fine* leurs distances. Est-ce à dire que la majorité du peuple allemand a soutenu jusqu'à la fin le régime ? Généraliser serait une erreur. Une bonne part



La reprise des entretiens entre Israël et les délégations arabes à Washington

## La nouvelle approche de M. Rabin sera mise à l'épreuve

La sixième séance d'entretiens entre Israël et quatre délégations arabes (Jordanie, Liban, Palestiniens, Syrie) devrait se tenir à Washington lundi 24 août. La délégation israélienne a été mandatée pour présenter un véritable projet d'élections générales pour les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, dont l'objectif est la constitution d'un Conseil administratif, chargé de gérer l'autonomie.

JERUSALEM

de notre correspondant

Changement de climat, mais aussi changement de terminologie en Israël depuis la victoire travailliste aux élections du 23 juin. Le chef du gouvernement, M. Itzhak Rabin, refuse d'utiliser l'expression de « processus de paix » au Proche-Orient.

Afin de prouver sa volonté de passer du stade des discussions stériles, à celui des négociations concrètes, il préfère désormais parler d'activités de paix. Et avec l'ouverture à Washington de la nouvelle session des pourparlers bilatéraux entre Israël et quatre délégations arabes (Jordanie, Liban, Palestiniens, Syrie), en principe lundi 24 août, cette nouvelle

approche de M. Rabin sera pour la première fois mise à l'épreuve.

Car il s'agit effectivement avant tout d'un changement d'attitude et de mentalité. Le gouvernement travailliste n'a procédé à aucun bouleversement des options diplomatiques. Il s'en tient au cadre et aux paramètres de la conférence de Madrid. Les quatre délégations israéliennes ont été relativement peu modifiées. Quant aux critères restrictifs qui régissent la composition de la délégation palestinienne, M. Rabin n'en tend pas les remettre en question. Il a même tenu à dissiper tout malentendu en soulignant que le projet d'abrogation de la loi interdisant les contacts avec l'Olp ne signifierait pas qu'Israël s'apprêtait à négocier avec des représentants de la centrale palestinienne.

En fait, l'impression qui prévaut, c'est que M. Rabin a hâte de faire entrer dans les faits ce que son prédécesseur n'avait accepté que du bout des lèvres : les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité et les accords de Camp David (1978). Au-delà de cette impression, il n'est pas toujours aisé de savoir avec précision quelles sont les directives données par le gouvernement aux délégations qui se rendent à Washington. La presse a beaucoup spéculé à ce sujet. Cela a valu parfois des démentis officiels. Mais il semble que l'on puisse désormais dégager les grandes lignes des dossiers emportés par les délégations

israéliennes à Washington.

Un changement essentiel se traduit par la remise à l'ordre du jour du projet d'élections pour les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. Cela s'inscrit dans un processus plus général de retour à l'esprit et à la lettre des accords de Camp David. Un volet de ces accords prévoyait que la première fois l'idée d'une autonomie « pleine et entière » comme régime transitoire de cinq ans pour les habitants de Cisjordanie et de Gaza.

Mais M. Shamir soutenait que certains aspects de Camp David étaient devenus caduques en raison de développements intervenus ces dernières années : la violence palestinienne (Intifada) et l'accroissement de la population juive (les implantations). C'est ainsi qu'au cours des précédentes sessions de négociations, Israël s'était borné à proposer aux Palestiniens des élections municipales.

Projet

d'élections générales

Cette fois, la délégation israélienne a été mandatée pour présenter un véritable projet d'élections générales, dont l'objectif est la constitution d'un Conseil administratif, chargé de gérer l'autonomie. Une sorte de gouvernement palestinien doit seulement deux fonctions seraient exclues : les affaires étrangères et la sécurité. Mais en aucun

cas les élections ne peuvent porter sur la mise en place d'une assemblée législative de 180 membres comme le souhaitent les Palestiniens pour qui celle-ci préfigure l'accord définitif sur un État indépendant.

Pour avancer rapidement vers l'échéance fixée par M. Rabin - des élections en avril prochain - la délégation israélienne proposera de procéder selon un calendrier précis : d'abord jusqu'en décembre 92, se mettre d'accord sur les modalités des élections en Cisjordanie et à Gaza ; quel sera le mode de scrutin ? Quels partis pourront se présenter ? Qui pourra se rendre aux urnes ? Parallèlement, des commissions seront mises en place pour discuter des différents attributions du Conseil administratif : éducation, terres, justice, police, etc.

Elles devraient avoir achevé leurs travaux en février 1993. Mais ni la manière de procéder, ni le calendrier ne sont à prendre ou à laisser. « Nous sommes prêts à faire preuve d'ouverture d'esprit et de souplesse », dit-on dans l'entourage du premier ministre.

Si le gouvernement Rabin mise beaucoup sur des progrès avec les Palestiniens, ce n'est un secret pour personne qu'il reste sceptique quant à la volonté de paix du président syrien, M. Hafez al-Assad. Il n'en demeure pas moins que le changement d'approche concerne également la Syrie. Le seul chef de délégation qui ait été remplacé est précisément celui qui négocie avec les Syriens, M. Yossi Ben Aharon, l'ancien bras droit de M. Shamir, connu pour son extrémisme et son ton arrogant à côté de la place à un universitaire affable et modéré expert du régime du président Assad, le professeur Itamar Rabinovitch. D'emblée, il doit annoncer à ses interlocuteurs que les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité servent de base aux négociations. Ce que les Syriens ont toujours exigé.

En ce à dire que la délégation israélienne s'apprête déjà à proposer aux Syriens un « retrait territorial partiel du plateau du Golan annexé en 1981 ». « Actuellement la question ne se pose pas. Nous ne sommes pas parvenus à un stade assez avancé des pourparlers », répond M. Rabinovitch. (Inbim.)

IRAK

## Les négociations avec l'ONU sur la présence des personnels humanitaires ont échoué

En refusant une fois de plus les demandes de la communauté internationale, en ce qui concerne l'assistance humanitaire aux populations civiles, l'Irak a encore aggravé son cas au cours des dernières vingt-quatre heures, ce qui risque d'accroître la mise en place dans le sud de son territoire d'une zone d'exclusion préconisée par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France (le Monde du 20 août). Le coordinateur des activités humanitaires de l'ONU, M. Jan Eliasson, devait en effet quitter Bagdad samedi 22 août pour New York, sans avoir conclu d'accord sur le maintien de la présence des personnels humanitaires en Irak.

« Il reste encore d'importantes questions à régler », a déclaré M. Eliasson. Je suis en train de parler avec le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, et lui faire un rapport. Selon lui, les points d'achoppement des négociations pour la reconduction de l'accord résident dans la présence du personnel humanitaire de l'ONU, venu à expiration fin juin, sont les populations nécessiteuses, la sécurité du personnel humanitaire assurée par des « gardes » de l'ONU et la présence d'organisations non gouvernementales.

L'Irak, pour sa part, a demandé vendredi à M. Boutros-Ghali de

« se décharger de toute responsabilité » quant à la mise en place de la zone d'exclusion. Bagdad veut également que le secrétaire général « empêche cette nouvelle agression » dont le but, a déclaré le président de l'Assemblée nationale irakienne, M. Saadi Mahdi Saleh, est de « créer un berceau insurrectionnel dans le sud du pays ».

Appel

à la ligne arabe

Parallèlement, Bagdad a demandé à la Ligue arabe de prendre « une position décisive et ferme face à l'agression flagrante contre un de ses membres ». Le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk Al Chareh, a affirmé que son pays rejetait « toute démarche susceptible de menacer l'unité du peuple irakien ». Selon l'agence libyenne JANA, le colonel Mouammar Kadhafi considère que « les pays occidentaux n'ont aucun droit d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Irak ou de tout autre pays ».

Les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne ainsi que la Russie ont informé vendredi le secrétaire général de l'ONU de leur intention de mettre à exécution le projet de zone d'exclusion dans les prochains jours. (AFP, Reuters.)

## Les Palestiniens ont retardé leur départ pour protester contre des « humiliations »

Les négociations de Washington risquant d'être retardées à cause d'un incident survenu en Cisjordanie. En effet, la délégation palestinienne aux pourparlers attendait toujours, samedi matin 22 août, de pouvoir quitter les territoires occupés par Amman, après avoir reporté son départ prévu pour la veille, en raison d'« humiliations » infligées, selon elle, par les autorités israéliennes au moment où elle s'apprêtait à franchir le Jourdain.

« Pour l'instant nous attendons.

Nous ne partons que lorsque les autorités israéliennes le permettront. Il n'est pas question que la délégation palestinienne prenne l'avion à l'aéroport Ben-Gourion de Tel-Aviv pour se rendre à Washington », avait déclaré M. Hananeh Ashrawi, porte-parole des Palestiniens.

Ceux-ci avaient décidé de reporter leur départ vendredi à la suite de tracasseries administratives « humiliantes », imposées à cinq de ses membres par les autorités israéliennes au pont Allenby sur le

Jourdain. Le pont est fermé du vendredi à 10 heures GMT jusqu'au dimanche à 4 h 30 GMT à cause du sabbat.

M. Ashrawi avait précisé que la délégation palestinienne avait saisi l'Olp et le consul américain à Jérusalem de l'incident. De source palestinienne, on avait indiqué que les Américains s'employaient à permettre un départ rapide de la délégation vers Amman pour éviter un report des discussions de Washington. (AFP.)

POINT DE VUE

## Liban : un scrutin truqué

par Simon Abirama

Le silence dans la nouvelle étape que traverse le Liban est synonyme de trahison. Les élections législatives sous une double occupation représentent un acte absurde et irréaliste qui va à l'encontre de tous les principes du droit international et transgresse la charte de l'ONU et celle de la Ligue arabe.

Elle ne signifie en rien le retour

de la vie démocratique normale du Liban. D'autres conditions, plus prioritaires, sont loin d'être remplies : retrait des forces d'occupation étrangères, assainissement de la situation économique, retour de la confiance du peuple libanais dans ses dirigeants et dans ses institutions, démarrage de la reconstruction, et surtout retour des personnes déplacées dans leurs circonscriptions. Au lieu de précéder le processus de normalisation, la tenue d'élections législatives devrait en être le couronnement.

Sous l'œil de l'occupant syrien

Ces élections sont falsifiées et truquées à l'avance. Les listes électorales sont établies sous l'œil bienveillant de l'occupant syrien. Les Libanais résidant à l'étranger n'ont pas le droit de vote. Le Conseil constitutionnel n'a pas encore vu le jour. L'ordre des avocats libanais confirme l'anticonstitutionnalité de ces élections.

Or, l'équipe actuelle faisant fi de la volonté populaire et faisant la sourde oreille aux appels des justes, impose ces élections pour constituer une nouvelle Chambre des députés pour quatre ans, qui élira à son tour un président de la République qui gouvernera jusqu'à l'an 2001. Ainsi le Liban sera sous l'emprise politique du régime syrien avec la bénédiction internationale puisque le monde libre aura donné une légitimité à ces élections, contrairement à la volonté du peuple libanais.

La France, berceau de la démocratie et des droits de l'homme, qui ne cesse de revendiquer pour la communauté internationale le droit d'ingérence dans les pays menacés par la guerre, la dictature ou l'éclatement, doit user de son poids sur la scène internationale pour que le crime contre le droit international cesse. C'est au Liban que la France sera jugée par l'histoire.

Simon Abirama est président du Rassemblement pour le Liban.

« Un « terroriste » tué et neuf soldats israéliens blessés dans le sud. — Un « terroriste » a été tué et 9 soldats israéliens ont été blessés — dont 5 grièvement — dans la nuit de jeudi à vendredi, lors d'un accrochage dans la « zone de sécurité » occupée par Israël dans le sud du Liban, a annoncé, vendredi 21 août, un porte parole de l'armée israélienne. Aucune précision n'a été fournie sur l'identité du « terroriste », qui pourrait être membre du Hezbollah pro-iranien. (AFP.)

## Aden désenchantée

Un peu plus de deux ans après l'unification des deux Yémens, la population de l'ancienne capitale du Sud ne profite guère de la mise en place de l'économie de marché

Deux civils ont été tués et dix autres blessés dans un échange de tirs, vendredi 21 août, entre des manifestants et des forces de l'ordre dans la banlieue d'Aden. Celles-ci s'étaient opposées à un défilé organisé à la fin de la prière collective, pour protester contre l'attribution d'un terrain jouxtant le cimetière à un investisseur privé. Ce dernier, selon des sources bien informées, se propose de construire sur le terrain un hôtel dans la perspective d'une transformation de la ville en zone franche. La politique d'attribution des terres dans cette partie du Yémen, dans le cadre de la libéralisation économique, est largement contestée par la population.

ADEN

de notre envoyé spécial

Devant les gradins vides de la tribune de la place Khormaksar, où il y a encore quelques années défilaient les troupes du Yémen du Sud lors des grandes occasions, les magasins d'État se muent lentement en entreprises privées. Le nouveau propriétaire d'une coiffeuse épicurée, qui n'avait probablement que quelques années au moment où furent nationalisés à Aden les petits commerces, se plaint de la lenteur du processus de privatisation engagé au lendemain de l'unité entre les deux Yémens. « Les capitalistes, dit-il, ont toujours peur de s'installer ici. Ils redoutent les « communistes », ces bureaucrates du Parti socialiste yéménite qui font toujours la loi dans le Sud » et qui ont fait de l'« ouverture économique » (Intifada) une « ouverture fermée ».

Un rapide tour dans la ville, du côté du quartier populaire du Crater

et de Cheikh-Othman, permet cependant de constater l'étendue de l'insécurité économique de l'ancien capitale du Sud. Il y a encore quelques années, l'ancienne capitale d'un pays qui se qualifiait de « socialiste ». Les magasins, boutiques et échoppes croulent sous le poids des produits importés du Nord, ou bien introduits dans le pays par contrebande. Les marchandises de quatre saisons et de tous les continents sont entassées au trottoir de la rue principale de Cheikh-Othman, qui ressemble à s'y méprendre au souk de Bab-el-Yemen à Sanaa.

Sur les quelque vingt grandes entreprises industrielles du secteur public qui existaient au moment de l'unité, près de la moitié sont sur le point de faire faillite ou l'ont déjà fait. L'une des rares demeures remarquables, la fabrique de bière Sira, risquant bientôt de subir un sort identique, les islamistes de l'État en ayant fait leur cheval de bataille. Sa fermeture, si elle est approuvée par le Parlement de Sanaa, fera surtout la fortune des contrebandiers, qui font venir de Djibouti les caisses de bière qu'ils vendent au double du prix des bouteilles de la Sira locale.

Au moment de la proclamation de l'unité, en mai 1990, Aden avait reçu le titre ronflant de capitale économique et commerciale de la nouvelle République yéménite. Aujourd'hui, nul n'utilise plus cette formule. Malgré une nombreuse papeterie, le projet de la zone franche d'Aden semble avoir été pratiquement enterré, et les sociétés étrangères, devant la bureaucratie qui multiplie les formalités et les tampons, préfèrent de plus en plus recevoir leurs marchandises au port de Moukalla, dans le Hadramout.

Devant le marasme économique qui a frappé Aden, les consuls étrangers ferment peu à peu leurs portes, ou se transforment en agences consulaires. Paradoxalement, une récente circulaire du ministre des affaires étrangères les

invite à quitter leurs locaux réclames par leurs anciens propriétaires, semble avoir accéléré la fermeture des établissements consulaires.

Seuls les pays qui sont propriétaires de l'immeuble qui leur sert de consulat — il s'agit dans la plupart des cas des anciens pays du camp socialiste — demeurent à Aden. Les Chinois, qui avaient pris pour argent comptant le « destin économique et commercial » d'Aden, avaient construit à la veille de l'unité un vaste complexe diplomatique et résidentiel, doté d'un somptueux consulat général tout en marbre blanc, d'un bâtiment destiné aux services commerciaux et d'un autre, tout aussi coquet, abritant le bureau d'assistance économique, ainsi que de plusieurs immeubles résidentiels destinés à loger les diplomates et leurs familles.

L'optimisme impénitent des Chinois

Aujourd'hui, seuls une trentaine de Chinois, dont quinze diplomates, habitent cet ensemble qui présente l'aspect d'un quartier résidentiel déserté par ses habitants. Le consul général reconnaît la « modestie » des échanges commerciaux avec le sud du Yémen, mais, optimiste comme seuls peuvent l'être les Chinois, espère que l'avenir justifiera les investissements qu'ils ont faits à Aden.

Tel n'est pas le cas des Russes, dont le consulat général (l'ancienne ambassade au personnel pléthorique) ne compte plus que onze diplomates et une vingtaine d'employés. Des quelque dix mille Soviétiques qui, avant l'unité, se trouvaient à Aden, il n'en reste guère que huit cents, dont une centaine d'experts et à peine une douzaine de militaires. Encore faut-il noter que ce chiffre diminue toutes les semaines, au gré des départs de l'Aéroflot, qui semble

pour l'instant être l'unique institution russe encore très active.

Cheikh Abdullah Tarek, célèbre avocat d'Aden, connu pour ses activités en faveur des droits de l'homme, se montre particulièrement pessimiste. Il y a un an, il se réjouissait au sommet de la disparition du régime socialiste et concevait la patience à ceux qui regrettaient la liquidation de ce qu'il appelle « les acquis du socialisme » (stabilité des prix, gratuité des logements, de la santé et de l'éducation, ainsi qu'un ensemble d'autres mesures sociales).

Aujourd'hui, il déplore « le sentiment d'insécurité générale et de mécontentement » qui prévaut chez les Yéménites du Sud. « Ils croient que la vie serait meilleure, plus juste et plus sûre, si que le gouvernement s'occupait d'eux plus sérieusement. Ils s'aperçoivent soudain qu'on se désintéresse en haut lieu de leur sort. J'ai beau chercher, je ne trouve pas un seul exemple de quelque chose de positif. Je pourrais même ajouter que sous certains aspects, la situation était meilleure avant », ajoute-t-il, en écho à ce que l'on entend dans les milieux populaires d'Aden.

« Le coût de la vie n'est plus contrôlé et c'est la loi du marché la plus sauvage qui règne ici. Il y a bien eu des changements, mais pour le pire. J'étais optimiste il y a un an, mais je ne sensais pas que les ports au pouvoir à Sanaa seraient aussi indifférents à ce qui arrive au peuple du Sud. Il est vrai que la vie est aussi chère au Nord, mais là-bas, au moins, ils étaient habitués à ce genre de situation. Ici, c'est nouveau et cela fait mal, très mal. » Venant d'un homme réputé pour sa modération et le peu de sympathie qu'il avait à l'égard de l'ancien régime socialiste, ces propos en disent long sur ce que pense l'homme de la rue. Ils expliquent également la fréquence des mouvements de grève et certaines manifestations de violence dirigées contre les commerçants du Nord installés à Aden.

JEAN GUEYRAS



# EUROPE

La préparation de la conférence de Londres sur la situation dans l'ex-Yougoslavie

## La Grèce suspend « provisoirement » ses exportations de pétrole vers la Bosnie, la Macédoine, la Slovanie et la Croatie

La Grèce a décidé, vendredi 21 août, de suspendre « provisoirement » toute exportation de produits pétroliers vers les pays de l'ex-Yougoslavie afin de mettre fin aux accusations selon lesquelles elle violerait l'embargo contre la « nouvelle » Yougoslavie (Serbie, Monténégro). Athènes applique depuis le 1<sup>er</sup> juin l'embargo commercial, pétrolier et aérien décrété par l'ONU, mais continuait à vendre du pétrole à la Macédoine, à la Bosnie-Herzégovine, à la Slovanie ainsi qu'à la Croatie. Plusieurs pays européens avaient accusé la Grèce de violer ce blocus des sanctions, le 30 mai dernier. Ces reproches ont été catégoriquement repoussés par Athènes.

Après la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, l'Espagne, le Danemark et la Bulgarie ainsi que la Turquie se sont déclarés disposés à fournir une aide militaire pour assu-

rer la protection des convois humanitaires en Bosnie-Herzégovine. M. Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères, qui poursuit ses entretiens avec ses homologues européens pour préparer la Conférence de Londres, a déclaré vendredi à Paris que « l'Europe s'est mobilisée pour résoudre le conflit yougoslave dans le cadre des Nations unies ». Il s'est réjoui que « la France ait pris des positions en faveur d'un règlement pacifique dans un sens favorable pour entraîner nos partenaires ».

Chargé par les Nations unies d'une enquête sur les violations « les plus graves » des droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie, l'ancien premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, est arrivé vendredi 21 août à Zagreb. Sa délégation est composée de M. Georg Markov, haut fonctionnaire de l'ONU et membre du Centre des droits de l'homme, de

M. Louis Joinet, conseiller du premier ministre, Léon Davico, et d'un juriste sénégalais, M. Beke Diagne, nous indique notre correspondant à Genève, Isabelle Viehman. M. Mazowiecki devait se rendre, samedi, dans la ville musulmane assiégée de Bihać, au nord-ouest de la Bosnie.

A l'approche de la réunion de Londres, le dirigeant serbe de Bosnie, M. Radovan Karadzic, a « donné l'ordre » vendredi soir « d'arrêter immédiatement les déportations de populations civiles et d'améliorer les conditions (de détention) dans tous les camps ». Il a, une nouvelle fois, proposé la création en Bosnie d'une « communauté composée de trois États pour les trois peuples égaux et constitués de Bosnie, Serbie, Croatie et musulmans ». — (AFP, Reuters, AP)

RUSSIE : le premier anniversaire des événements d'août 1991

## M. Eltsine affirme qu'il ne craint ni un nouveau putsch ni les difficultés économiques

A l'occasion du premier anniversaire de l'échec du coup d'État d'août 1991, le président Boris Eltsine a donné, vendredi 21 août, une conférence de presse à Moscou, au cours de laquelle il s'est montré résolument optimiste malgré les difficultés qui touchent son pays. Mais il est resté vague sur ses projets politiques et économiques.

MOSCOU

de notre correspondant

M. Boris Eltsine a choisi « le jour de la victoire », l'anniversaire de l'échec du putsch, pour donner sa première véritable conférence de presse à Moscou. Dans l'attente d'un livre qu'il promet toujours d'écrire sur ces événements dont « lui seul connaît certains détails », M. Eltsine explique qu'il s'est agi, pour l'essentiel, d'une partie livrée entre lui-même et M. Vladimir Kroutchkov, alors chef du KGB, décrit comme « l'idéologue et le principal organisateur » de l'opération, avec lequel il s'assait, sous couvert de négociations, de « jouer au plus fin ».

Cependant M. Eltsine s'indigne à l'idée qu'on puisse assimiler la tentative à une comédie. Il rappelle les moments de grande tension, ceux où le maréchal Iazov, ministre de la défense, « hurlait dans un téléphone :

pourquoi n'ont-ils toujours pas tué Eltsine, pourquoi n'a-t-on toujours pas pris la Maison Blanche ? ».

Cela dit, une nouvelle tentative du même genre est, selon lui, désormais exclue, d'autant que d'éventuels candidats putschistes ne trouveraient de soutien ni dans les organes du pouvoir, ni dans « les structures de forces » (armée et KGB), ni dans le public. Les « nationalistes-bolcheviques » ne représentent, continue M. Eltsine, que 3 % de la population. D'une manière générale, il estime que le plus dur est passé. Depuis trois mois, les salaires augmentent vite que les prix, et les gens (M. Eltsine s'en est assuré convulsivement d'un récent bain de foule à St. Ch) l'encouragent à « poursuivre les réformes ».

« Douze variantes » pour les lies Kouriles

Certes, « le mois d'octobre sera très tendu », mais c'est aussi à ce moment que seront distribués les chèques de privatisation qui devraient un peu régénérer le moral des Russes. M. Eltsine se garde bien d'entrer dans le détail de ses projets politiques ou économiques, à un moment où l'équilibre qu'il semble vouloir maintenir entre l'équipe de réformateurs radicaux symbolisés par le premier ministre en exercice, M. Egor Gaidar, et les représentants de la grande industrie rendent les observateurs perplexes. Tout au plus mentionne-t-il au passage sa résolution à laisser

les entreprises non rentables faire faillite (mais le Parlement n'a toujours pas adopté la loi sur les faillites, et la Banque centrale s'apprête à distribuer d'importants crédits de sauvetage).

M. Eltsine explique aussi que l'aide étrangère, si elle peut « soulager » la population, n'est pas ce qui « sauvera » le pays. Au passage, il dresse un palmarès des pays les plus généreux, qui commencent par l'Italie et le Canada, se poursuivent par l'Allemagne et la France — les États-Unis, d'abord oubliés, étant ensuite « réclassés » à la quatrième place. Le bon dernier, et M. Eltsine le souligne lourdement, est le Japon, où il doit se rendre en septembre prochain, et qui réclame la restitution des lies Kouriles. À ce propos, la position de M. Eltsine comprend « douze variantes différentes » et il annonce « sa position définitive au second jour de sa visite » à Tokyo.

Pourquoi la Russie ne vient-elle pas en aide aux Abkhazes, confrontés à l'intervention militaire des troupes géorgiennes, demande-t-on à M. Eltsine ? Il répond qu'il n'est pas question pour la Russie de se laisser entraîner dans le conflit, que des mesures sont au contraire prises pour contrôler sa frontière. Pour le reste, M. Eltsine explique que la Russie est intervenue auprès de M. Chevardnadze, le président géorgien, pour lui dire de « retirer ses troupes », mais il ajoute qu'elle part d'un principe essentiel : celui de l'intégrité des États. M. Chevardnadze, apparem-

ment, n'a pas trop de souci à se faire de ce côté-là.

On interroge aussi le président russe sur les récentes déclarations de M. Mikhail Gorbachev, très critique sur la manière dont les réformes sont conduites : M. Eltsine marque un temps d'arrêt. Son visage s'illumine d'une expression d'intense jubilation. Puis il se fige : « Mikhail Sergueïevitch part ce soir pour des vacances royales en Espagne, il est l'invité des souverains espagnols. Nous n'allons pas lui gâcher son plaisir. » Soudain assis sur le public : que l'ex-président vive sa vie de luxe, ses propos ne méritent pas une réponse.

Pour le reste, M. Eltsine a saisi l'occasion de cet anniversaire pour remercier longuement les médias de leur rôle pendant le putsch, et pour affirmer sa détermination à protéger la liberté de la presse. Domage pourtant que cette conférence ait éclairé d'un jour un peu trouble la conception qu'on se fait, de part et d'autre, de cette liberté : la plupart des questions commençant par un compliment à l'adresse de M. Eltsine, tandis que le chef du service de presse de la présidence, en donnant la parole aux journalistes russes, se croit obligé de décliner des bons points aux pays méritants. Mais tout cela se passe heureusement dans une excellente atmosphère : M. Eltsine a droit à des applaudissements à son entrée, à des fleurs à la sortie.

JAN KRAUZE

## Échange de prisonniers

Suite de la première page

Détenu dix jours dans la salle des sports de Hadzici, ce cadre, âgé de cinquante-cinq ans, a ensuite passé « trois jours d'enfer », dit-il, les larmes aux yeux, à la caserne de Lukavica avant de finir sa détention à la prison de Kula, un quartier de Sarajevo situé près de l'aéroport et aujourd'hui aux mains des Serbes. Lui non plus ne sait où aller et appréhende de se retrouver dans un des centres de réfugiés ouverts à Sarajevo par la Croix-Rouge pour abriter les dépla-

qués. Tous ces prisonniers musulmans interrogés en conviennent. C'est au moment de leur arrestation, pratiquée par la police, l'armée ou des bandes non identifiées, qu'ils ont été le plus maltraités. Elvir Kaljanac, dix-neuf ans, arrêté à Pale, désormais capitale de la « République serbe (autoproclamée) de Bosnie-Herzégovine », affirme ainsi que quatre des hommes retenus avec lui dans la salle des sports de la ville, ont été battus à mort. « Les Serbes accusaient leurs fils de faire partie des bêtes vertes (armées) bosniaques », dit-il. Ils les emmenaient, les ramenaient sans arrêt pour les battre et un jour ils n'ont pas pu se relever. Ils sont morts. Les militaires nous insultaient, affirma-t-il, nous traitaient de Turcs, d'Oustachis (extrémistes croates) et disaient qu'il fallait tous nous égorger. Nous avons été contraints de chanter des chants serbes. Les soldats nous accusaient de vouloir créer un État islamique, en nous répétant : « Vous ne pouvez jamais, ici c'est la Serbie ».

« Des Serbes ont essayé de m'aider, mais... »

Selon les témoignages, le régime de la prison de Kula fut, d'après les prisonniers libérés, d'abord encore 180 détenus, et beaucoup moins sévère, et, avant Huseo, « honnêtement, il faut le dire, c'était bien. Deux repas par jour, trois pour les prisonniers qui acceptaient de travailler dans les champs, et aucun serbe ». Pour ces hommes de cinquante-cinq ans, comme pour Elvir, cette épreuve ne doit pas conduire à la « séparation » des communautés. « Tous les Serbes ne sont pas les mêmes », affirme Elvir. « Bien sûr, les gens qui ont du sang sur les mains devront payer, mais nous voulons servir de médiateurs, par exemple, je n'ai rien contre eux. Ils ont même essayé de m'aider, mais ils n'ont rien pu faire. » Si c'est comme avant la guerre, le suis prêt à renouer avec les Serbes », avoue Elvir. Des témoignages de tolérance si rares qu'ils méritent d'être remarqués. Neuf des prisonniers serbes libérés par les Bosniens ont d'ailleurs, pour leur part, préféré rester à Sarajevo et se sont échappés dans la ville, trois par trois, en profitant de l'autobus qui ramenait les musulmans au centre-ville de Sarajevo.

Cet échange de prisonniers s'est déroulé au son des obus qui, tout au long de la journée, se sont abattus sporadiquement sur la capitale bosniaque avec une intensité accrue.

Un appel de la Ligue des droits de l'homme. — La Ligue des droits de l'homme affirme, dans un appel rendu public vendredi 21 août, que la communauté internationale — et « en premier lieu, l'Europe des Douze » — a le devoir d'utiliser tous les moyens dont elle dispose pour protéger les populations persécutées, notamment en organisant l'accueil de ceux qui fuient les combats et en renforçant l'action humanitaire sur place.

Si l'on demeure encore un brin de moraliste, elle doit forcer les États et leurs gouvernements à faire face à leurs responsabilités de fond. Quoi qu'il en soit, Médécins du monde poursuivra sa tâche, soigner les malades et les blessés, témoigner contre l'infirmité de cette guerre, de ceux qui la mènent, de ceux qui la soutiennent et de ceux qui la laissent faire.

À l'heure où nous est demandé un minimum de courage civique pour prendre une décision dont dépend le sort de l'Europe, nous avons, nous aussi, le devoir d'appeler au courage politique de ceux qui nous gouvernent.

Il y a cinquante ans, pour sauver une certaine paix, les démocrates ont accepté d'endosser et le désarmement et la guerre, prenons bien garde qu'aujourd'hui encore, sous couvert de l'humanitaire, nous ne perdions et notre honneur et les chances d'une paix juste.

Ont signé cet appel : Dr Gilles Brückner, président ; Dr Patrick Aeblerhard, Dr Alain Deloche, Dr Jacques Lebas, présidents d'honneur ; Dr Pierre Pradier, directeur général ; Dr Jean Porini, secrétaire général ; Bernard Jacquemart, coordinateur Sarajevo.

Un appel de Médécins du monde

L'association Médécins du monde nous a fait parvenir la note suivante :

A Osej, à Dubrovnik, à Sarajevo, Médécins du monde est présent au cœur du conflit depuis un an. Une année terrible au cours de laquelle nos équipes ont vécu au quotidien les bombardements aveugles, les massacres des populations civiles, les exodes massifs, les destructions systématiques, les exécutions sommaires, et tout récemment la certitude acquise de l'existence de camps, rappelant les pratiques les plus féroces de la deuxième guerre mondiale.

Tout cela nous force aujourd'hui à hausser le ton. L'action humanitaire est de toute première importance : soigner, évacuer les enfants, apporter l'alimentation de survie, c'est notre noblesse, notre raison d'être, cela doit être. Un développement, soutenu, renforcé, et doit demeurer somptueux.

L'action humanitaire n'apporte cependant pas l'ombre d'une solution à ce conflit, elle ne doit pas servir d'écran de fumée, de voile pudique pour cacher la lâcheté et l'inaction politiques et diplomatiques. En rester à « la protection armée des convois humanitaires » est, soit une grave erreur d'analyse, soit un mensonge et un faux sentiment.

## Des micros au consulat de Suède à Saint-Petersbourg

STOCKHOLM

de notre correspondante

Le gouvernement suédois a remis, jeudi 20 août, une note de protestation au chargé d'affaires de l'ambassade de la Fédération de Russie à Stockholm après la découverte il y a quelques jours, à l'occasion de travaux de rénovation, de systèmes d'écoute « actifs » dans les locaux du consulat de Suède à Saint-Petersbourg. Il s'agit de systèmes analogues à ceux qui avaient été découverts à l'ambassade suédoise à Moscou en 1976 et de nouveau en 1988, ainsi qu'à la résidence de l'ambassadeur. Les autorités soviétiques avaient alors nié être au courant de ces pratiques.

Le gouvernement suédois estime dans sa note que la Russie, « principale héritière » de l'Union soviétique, ne peut en refuser la responsabilité. « Ceci risque de porter atteinte à l'atmosphère, que nous souhaitons, de coopération en toute confiance dans les domaines où cela n'avait pas été possible jusqu'ici ».

Le ministre des affaires étrangères, M. Margareta af Ugglas, estime que le gouvernement de M. Boris Eltsine devrait, à la suite de cette protestation, remettre les plans détaillés des locaux diplomatiques suédois, comme cela avait été fait pour l'ambassade des États-Unis à Moscou.

F. N.

Interfax, citant le ministre de l'Intérieur à Bakou, le général Karoyan, fait prisonnier au cours d'un combat à une date non précisée, s'était fait remarquer pour ses « opérations punitives contre les communautés azéries dans la Haute Karabakh, notamment dans la ville de Khojaly », selon le ministère.

IRLANDE DU NORD : nouvel assassinat à Belfast. — Une passante a été tuée, vendredi 21 août, à Belfast, lors d'une attaque de l'IRA contre une patrouille de police, ce qui porte à 2 999 le nombre de victimes de la violence politique en Irlande du Nord.

depuis la reprise des troubles, en 1969, 56 personnes ont été tuées depuis le début de l'année.

ITALIE : attentats en Sardaigne. — Trois hommes armés ont ouvert le feu, vendredi 21 août, contre des carabinieri qui patrouillaient dans la région de Nuoro, en Sardaigne, sans toutefois faire de blessés. Cette attaque est intervenue quelques heures après deux attentats à l'explosif. L'un a détruit un pylône électrique, l'autre a gravement endommagé la mairie de Lula. Les attentats en Sardaigne ont commencé le 21 juillet après la décision du ministre de la défense

## Dénouant le plan de réformes Le président de la Banque centrale réclame la renégociation de l'accord avec le FMI

Le nouveau président de la Banque centrale de Russie, M. Victor Guerschchenko, a vivement critiqué, dans un entretien publié vendredi 21 août par le Washington Post, le plan de réformes économiques accepté par le gouvernement russe à la suite de l'octroi d'un prêt de 1 milliard de dollars accordé par le Fonds monétaire international (FMI) à la Russie (le Monde du 7 août).

Selon M. Guerschchenko, les exigences du FMI, principalement destinées à réduire l'inflation, pousseraient à la faillite de nombreuses entreprises et plongeraient la Russie dans une grave crise sociale. Évoquant la visite à Moscou d'une délégation du FMI prévue pour la semaine prochaine, M. Guerschchenko a réclaté la renégociation des dispositions principales du plan.

Selon le président de la Banque centrale de Russie, la récente décision du gouvernement russe d'augmenter le prix payé aux paysans pour les céréales et d'accroître les augmentations de salaires aux employés du secteur public « va inévitablement augmenter les dépenses budgétaires et probablement créer une crise de liquidité ». M. Guerschchenko a aussi critiqué la décision gouvernementale — et c'était une des conditions de l'accord avec le FMI — de limiter les crédits octroyés par la Banque centrale aux entreprises d'État.

d'envoyer 5 000 soldats dans l'ile pour y combattre le banditisme et la pratique des enlèvements. Onze militaires ont été blessés dans neuf attentats depuis cette date. — (AFP, Reuters).

ROUMANIE : M. Iliescu a officiellement déposé sa candidature à l'élection présidentielle. — Le président roumain, M. Ion Iliescu, a officiellement fait enregistrer, vendredi 21 août, sa candidature à l'élection présidentielle du 27 septembre. — (AFP).



## ASIE

CHINE : promesses de clémence envers les étudiants contestataires

### Légère brise libérale à Pékin

Le gouvernement chinois s'est engagé à ne pas se livrer à des tracasseries policières à l'encontre d'étudiants ayant pris part au mouvement démocratique à l'étranger s'ils renoncent à l'activisme pour rentrer au pays. La promesse, déjà formulée par le ministère des affaires étrangères mais qui n'engageait guère jusqu'alors les diverses polices politiques, compte le régime de Pékin, figure dans une circulaire du Conseil d'Etat (cabinet), que préside M. Li Peng, en date de jeudi 20 août.

PÉKIN

de notre correspondant

En vertu de la circulaire du Conseil d'Etat, « ceux qui ont adhéré à des organisations dirigées contre le gouvernement chinois et se sont adonnés à des activités nuisibles à la sécurité, à l'honneur et aux intérêts de l'Etat, sont les bienvenus pour rentrer au pays afin d'y travailler, à condition qu'ils quittent ces organisations et s'abstiennent de prendre part à toute activité violant la Constitution ou la loi chinoises ou s'opposant au gouvernement ». Cette circulaire a été publiée à la « une » du *Quotidien du peuple* vendredi 21 août. Le gouvernement s'engage en outre à faciliter les démarches des étudiants qui préfèrent poursuivre leur séjour à l'étranger, garantir la libre circulation de ceux qui souhaitent visiter la Chine, et promet un traitement honorable à ceux qui décident de mettre leurs connaissances acquises à l'étranger au service du pays.

Grève

de la faim

Ce geste à l'endroit des étudiants ayant milité dans l'opposition en exil depuis la répression de Tiananmen en 1989 était attendu depuis longtemps en Occident, et particulièrement aux Etats-Unis. Il répond de toute évidence aux vives critiques dont la Chine est l'objet dans les rangs démocrates au cours de la campagne électorale améri-

caine. Mais il correspond aussi à une légère brise de libéralisme qui se remet à souffler à Pékin à la suite de l'offensive de M. Deng Xiaoping l'hiver dernier.

Allant plus loin que de simples déclarations d'intention, le gouvernement a autorisé des dissidents en vue à se rendre aux Etats-Unis comme il l'avait promis au secrétaire d'Etat américain M. James Baker à la fin de 1991. Après l'écrivain shanghaien Wang Ruowang (*Le Monde* du 7 août), c'est le dirigeant ouvrier Han Dongfang, animateur en 1989 d'un embryon de syndicat indépendant à la manière de Solidarity, qui vient de recouvrer son passeport.

Les suites de la condamnation récente du libéral Bao Tong, adjoint de l'ex-secrétaire général du PCC, M. Zhao Ziyang, et les mésaventures en prison d'un autre dissident, M. Wang Jintao, prouvent toutefois que cette clémence est très sélective. L'appel de M. Bao, condamné à sept ans de prison pour « activités contre-révolutionnaires » et divulgation de secrets d'Etat » a été rejeté. Ses avocats ont fait savoir qu'ils avaient été empêchés de présenter au tribunal les témoins qui auraient pu démontrer que l'accusation de divulgation de secrets ne tenait pas.

M. Wang, pour sa part, a entamé le 12 août une grève de la faim dans sa cellule pour protester contre le refus des autorités de le laisser faire appel de la sentence de treize ans de détention à laquelle il a été condamné pour sa participation au « Printemps de Pékin ». Son épouse, M<sup>me</sup> Hou Xiaohua, a dû menacer de se livrer à une protestation publique pour obtenir de rencontrer des responsables disposés à discuter du sort de son mari, âgé de trente-quatre ans, qui souffre d'hypertension et d'autres problèmes cardiaques. Il aurait, selon sa famille, été contraint par ses geôliers d'absorber quelques aliments.

F. D.

### La Chine et la Corée du Sud normalisent leurs relations

Suite de la première page

Trente-neuf ans et presque un mois après l'armistice de Panmunjon signé, le 27 juillet 1953, par le maréchal Peng Dehuai pour la partie chinoise, Pékin s'approprie ainsi à reconnaître diplomatiquement la Corée du Sud, pays que jadis près de millions de soldats chinois déguisés en « volontaires » avaient cherché à rayer de la carte au nom du communisme triomphant. L'annonce du ministère chinois des affaires étrangères stipulant que M. Lee et son homologue chinois, M. Qian Qichen, auraient « des entretiens sur la normalisation des relations entre la Chine et la République de Corée », équivalait déjà, par sa formulation, à une reconnaissance politique par Pékin de la Corée du Sud.

Cette démarche était attendue depuis plusieurs mois (*Le Monde* du 9 mai). L'alerte a été donnée, ces derniers jours, par le régime nationaliste chinois de Taïwan, où la Corée du Sud était le dernier pays d'Asie à entretenir une ambassade. Des responsables du ministère des affaires étrangères de Taïpei avaient prédit que l'accord entre Pékin et Séoul serait signé lundi et entrerait en vigueur dès le 25 août. Si des incertitudes sur le détail du calendrier demeurent, samedi, plus rien ne permettrait de douter de l'imminence de l'annonce.

Des échanges fructueux

En revanche, la Corée du Sud n'avait pas confirmé officiellement avoir accepté l'une des conditions mises par Pékin à la normalisation : qu'elle rompe, conformément au principe « une seule Chine », ses relations diplomatiques avec Taïwan. Si, comme cela paraît probable, la République de Corée (Séoul) finit par abandonner la République de Chine (Taïpei) avec laquelle elle faisait autrefois campagne contre le communisme, Pékin récupérera, outre un prêt de quelque 2 milliards de dollars américains,

le terrain de l'ambassade de Chine, estimé à 250 millions de dollars, dans un des quartiers les plus chers de Séoul.

Mais, surtout, la Chine populaire aura infligé une défaite diplomatique attendue - ce qui ne la rend pas moins amère - à sa rivale nationaliste qui lui donne le pion ces temps-ci en « achetant », dans le tiers-monde, des pays en série afin de regarnir son portefeuille diplomatique. Taïwan a d'ores et déjà émis une protestation de principe auprès de l'ambassadeur sud-coréen et annoncé des représailles symboliques, comme la suspension des échanges gouvernementaux et des conditions commerciales préférentielles existant entre les deux pays.

La réaction de Taïwan apparaît en contradiction avec sa nouvelle « diplomatie souple » qui lui permet, en principe, à la différence du continent, de conserver des relations avec des pays reconnaissant Pékin. La raison en incombe à ce que des rivalités et contentieux d'ordre économique existent entre les deux « dragons » asiatiques que sont l'île nationaliste et la Corée du Sud. Le déficit commercial taïwanais avec Séoul est en croissance exponentielle : plus de 500 millions de dollars pour les six premiers mois de l'année, soit plus du double de l'année dernière.

En l'absence de relations diplomatiques, les échanges entre Séoul et Pékin en 1991 avaient déjà atteint - avec 5,3 milliards de dollars dans les deux sens - le double de ceux entre Séoul et Taïwan. Si cette dernière a espéré, un temps, que Séoul s'acclimatât pas aux exigences de Pékin d'une rupture diplomatique avec l'île nationaliste, la Corée du Sud jouait une partie différente : elle entend utiliser sa normalisation avec la Chine populaire pour affaiblir le régime nord-coréen dont Pékin était la dernière béquille diplomatique.

FRANCIS DERON

## AMÉRIQUES

BRESIL : la publication du rapport sur la corruption

### Semaine décisive pour le président Collor

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

L'ensemble de la classe politique brésilienne se prépare à une semaine agitée qui doit commencer avec la publication, prévue pour lundi 24 août, du rapport très attendu de la commission d'enquête parlementaire sur les affaires de corruption de l'entourage du président Fernando Collor de Mello.

L'opposition a déjà mis au point les modalités du déclenchement de la procédure d'impeachment du chef de l'Etat. La demande de destitution sera déposée à la Chambre des députés par le président de l'Association brésilienne de presse (ABP), M. Barbosa Lima Sobrinho, et par celui de l'Ordre des avocats du Brésil (OAB), M. Marcelo Lavarene. En choisissant deux personnalités connues et respectées, les partis politiques veulent démontrer le caractère « non partisan » de leur démarche.

Le gouverneur de Rio-de-Janeiro, M. Leonel Brizola, a appelé la population à manifester lundi « contre la corruption », prenant ainsi ses distances avec M. Collor, dont il était jusqu'à présent un ardent défenseur. Vendredi déjà, des dizaines de milliers d'étudiants vêtus de noir ont défilé dans le centre de Rio sous les applaudissements des riverains, qui ont lancé, du haut des immen-

bles qui bordent la principale avenue, une pluie de petits papiers.

Tandis que les rumeurs de démission de plusieurs membres du gouvernement s'amplifient, le ministre de l'Economie et des Finances, M. Marcellio Marques Moreira, a réaffirmé sa « sérénité », précisant qu'il devait à la société de rester à son poste. Une alerte à la bombe a d'autre part provoqué, vendredi, l'évacuation temporaire de son ministère.

Silence complet

M. Collor, qui multipliait en juillet les déclarations, se cantonne aujourd'hui dans un silence presque complet. Les militaires, qui disposent de trois ministères dans l'actuel gouvernement, ont, eux, émis quelques commentaires. Le ministre de l'Aéronautique, le général Socrates Monteiro, s'est ainsi déclaré « préoccupé de voir que certains secteurs cherchent une radicalisation » avant la conclusion du processus, et il a invité au respect des institutions « dans les limites fixées par la Constitution ». Réflétant le sentiment général, le présentateur de la chaîne de télévision SBT, Boris Casoy, a déclaré que « la situation est totalement imprévisible ».

DENIS HAUTIN-GIRAULT

BAHAMAS

### Victoire de l'opposition aux élections législatives

M. Lynden Pindling, à la tête du gouvernement des Bahamas depuis vingt-cinq ans, a cédé son poste de premier ministre au chef de l'opposition, M. Hubert Ingraham, à la suite de la défaite du Parti libéral progressiste (PLP) aux élections générales qui se sont tenues mercredi 19 août dans cette île des Caraïbes.

Le Mouvement libre national (FNM) de M. Ingraham a remporté 31 des 49 sièges de l'Assemblée générale des Bahamas, tandis que le PLP n'en a obtenu que 16, selon des résultats presque définitifs. Deux sièges n'ont pas encore été attribués.

M. Ingraham, un avocat de quarante-cinq ans, avait occupé un poste de ministre dans un précédent gouvernement du PLP. Mais il avait été exclu du parti au pouvoir en 1984. Il avait attribué sa disgrâce à sa lutte contre la corruption.

Au cours de la campagne électorale, M. Ingraham a critiqué la politique économique du gouvernement, dénonçant notamment le chômage, et s'est engagé à relancer l'industrie du tourisme, principale ressource économique de l'île. - (AFP)

ÉTATS-UNIS : après la convention républicaine

### M. Bush a entamé un marathon électoral

Dynamisé par la convention républicaine de Houston, le président Bush a repris, vendredi 21 août, son bâton de pèlerin, commençant dans le Mississippi et le Missouri un premier voyage de trois jours dans sept Etats. D'ici au scrutin du 3 novembre, M. Bush a prévu de se rendre dans le plus de circonstances électorales possible avec ce même message : « Vous pensez que vous avez élu (au Congrès) un brave homme, mais regardez ce qu'il a fait des projets de loi présentés sur la criminalité, l'énergie, l'éducation, la santé et tout le reste ».

« Nous prendrons pour cible, un par un, chacun des démocrates libéraux au Congrès », a ajouté M. Bush, qui entend continuer de dénoncer le programme démocrate et ses conséquences au niveau fiscal. M. Bill Clinton a qualifié de « miroir aux alouettes » les promesses de réduction des impôts faites la veille par le président dans son discours, rappelant que ce dernier n'avait pas respecté son engagement pris en

1988 de ne pas augmenter les impôts.

Plusieurs analystes économiques ont estimé qu'aucun des candidats n'avait jusqu'à présent proposé de « solutions crédibles » pour réduire l'énorme déficit budgétaire, en partie à l'origine des problèmes économiques du pays. Les derniers sondages publiés vendredi donnent tous une réduction de l'écart séparant les candidats (M. Bush accusait un retard de 17 à 20 points juste avant la convention), mais dans des proportions bien différentes.

Selon une enquête effectuée par la firme Gallup juste avant le discours présidentiel de jeudi, 51 % des électeurs pencheraient pour M. Clinton et 39 % pour M. Bush. Un sondage réalisé pendant ce discours pour le compte du *New York Times* et de CBS donne une avance réduite à deux points pour M. Clinton (45 % contre 43 %), avec une marge d'erreur d'environ cinq points. - (AFP, Reuters, UPI)

HAÏTI

### Paris et Washington condamnent l'assassinat de partisans du Père Aristide

La France et les Etats-Unis ont fermement condamné, vendredi 21 août, l'assassinat de trois jeunes partisans du président déchu Jean-Bernard Aristide, dont les cadavres ont été retrouvés mercredi, criblés de balles, à la morgue d'un hôpital de Port-au-Prince.

Selon plusieurs sources, ces jeunes gens avaient été arrêtés pour avoir apposé des photos du Père Aristide, en exil, sur les murs. « Cet acte inadmissible intervient à un moment où, malgré les promesses des autorités de fait, la répression continue de s'exercer à l'encontre de la population », a déclaré un porte-parole du Quai d'Orsay. Amnesty International a

d'autre part publié jeudi un rapport sur la torture, les arrestations arbitraires et les exécutions extrajudiciaires en Haïti.

Selon l'organisation humanitaire, qui cite des témoignages de victimes, « les anciennes structures répressives se sont reconstituées. Les Haïtiens vivent constamment dans la terreur, tandis que leurs oppresseurs sont libres de nier, de torturer et de terroriser le pays en toute impunité ». Dans ce contexte, Amnesty s'est alarmée du refus des Etats-Unis d'honorer leurs obligations internationales envers les demandeurs d'asile haïtiens, rebuffés de force. - (AFP)

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication  
Bruno Fregat, directeur de la rédaction  
Jacques Guin, directeur de la gestion  
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Forenzi,  
Philippe Herremen, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1963), Jacques Fauvet (1963-1982)  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUERE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94452 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 49-60-30-10

### "GRAND JURY" RTL-Le Monde

JACK

LANG

18H30

DIMANCHE

EN DIRECT

SUR

RTL



## AFRIQUE

MALI : malgré le pacte signé entre le gouvernement et la rébellion

### Des Touaregs dissidents se livrent au pillage dans le Nord

Des pillards, en rupture avec les mouvements de la rébellion touarègue qui ont signé un pacte avec le gouvernement, attaquent régulièrement la population noire, créant un climat de psychose dans le nord du pays.

GOUDAM (nord du Mali)  
correspondance

«Le Touareg, si tu ne le dissuades pas, il ne renonce jamais.» Depuis que son jeune frère a été tué, à la mi-juillet, Youssouf Maïga ne décroche pas. «Ayoub circulait à bord d'un camion, sur la route de Gossi, raconte-t-il. Le véhicule a été arrêté

par des rebelles; ils ont demandé au chauffeur de s'arrêter, il a refusé; ils ont ouvert le feu, et Ayoub a été mortellement blessé.»

Malgré le pacte signé le 11 avril dernier entre le gouvernement et les quatre mouvements rebelles, les attaques de ce genre sont monnaie courante dans le nord du Mali. Le scénario est toujours le même : des petits commandos en treillis et turbans arrêtent un véhicule puis violent, et parfois tuent, ses occupants.

Les pillards, des Touaregs en rupture avec leur mouvement, profitent de la déliquescence de l'Etat dans les régions de Gao et de Tombouctou pour harceler une population qui, dans certaines régions reculées, ne bénéficie plus d'aucun soutien militaire. Comme prévu dans le pacte

d'avril, des patrouilles mixtes, constituées de soldats et de rebelles, ont été mises sur pied pour mettre un terme aux pillages. Mais, faute de moyens, ces unités n'ont pas encore fait la preuve de leur efficacité.

Les attaques, quasi quotidiennes, ont créé un véritable climat de psychose au sein de la communauté touarègue, l'ethnie noire majoritaire dans le nord du pays. «Nous vivons dans la terreur, assure un Songhaï de Goudam. Le soir, les rares propriétaires de groupes électrogènes s'abstiennent de les mettre en route, de peur de passer pour des nantis et d'attirer l'attention des rebelles.» Dans cette petite localité à l'ouest de Tombouctou, les gendarmes patrouillent en civil pour ne pas prêter le flanc à d'éventuelles agressions. Et,

dans certaines localités, des milices suppléent les forces de l'ordre.

A chaque attaque de bandits s'ajoute une riposte des Songhaïs contre des commerçants noirs ou touaregs. Alors que les deux communautés vivaient en bonne intelligence, aujourd'hui la situation est explosive. Et ce en dépit de la bonne volonté des responsables de la rébellion, qui ont accepté de négocier avec le gouvernement après la chute du général Moussa Traoré (contraint de quitter le pouvoir en mars 1991 après vingt-trois ans de dictature).

Le jeune chef du Mouvement populaire de l'Azawad (MPA), M. Iyad Ag Ghali, s'était illustré il y a deux ans en s'emparant de la préfecture de Menacla, à la frontière du Niger. Aujourd'hui, il a troqué sa tenue de maquisard pour le costume cravate. «Les temps ont changé, explique-t-il. Nous avons été les premiers à lutter contre Moussa Traoré; mais une fois que le dialogue est engagé, nous discutons.» Deux autres mouvements de rebelles participent, comme le MPA, à la mise en œuvre du pacte d'avril. Mais le bât blesse en ce qui concerne le quatrième, le Front populaire de libération de l'Azawad (FPLA), accusé de vouloir saper l'accord.

Selon la presse de Bamako, les pillards seraient manipulés par Ag Rhissa, le chef du FPLA. Et, en chef d'état-major, il ne dément pas. Toute cette agitation a la main de l'étranger, et plus particulièrement de la France. Le journal *les Echos* a récemment dénoncé la campagne de sensibilisation organisée à Paris en faveur des Touaregs (affichage dans le métro, colloque sur la culture touarègue, exposition de photos au Musée de l'Homme).

De son côté, le gouvernement, conscient des risques de dérapage, essaie de calmer le jeu. Début juillet, une réunion de Songhaïs, à Bamako, a donné le frisson à certains Touaregs qui, craignant pour leur sécurité, se sont réfugiés à l'ambassade d'Algérie. Cette tension persistante constitue un défi majeur pour la jeune démocratie malienne.

ROBERT LANDIER

SOMALIE : la famine et la guerre

### Plusieurs milliers de réfugiés sont dans une situation désespérée

Le premier avion de l'opération «Providence Relief», organisée par les Etats-Unis pour venir en aide aux victimes de la famine en Somalie, a quitté la ville kenyane de Mombasa, vendredi 21 août, en direction de la localité de Wajir, dans le nord-est du Kenya. Les 15 tonnes de vivres que transportait l'appareil, fournies par la CEE, sont destinées aux populations kényanes qui souffrent de la sécheresse. Aux efforts des Occidentaux se sont ajoutés ceux de certains pays africains, comme le Nigeria. Les autorités de Lagos ont indiqué, vendredi, que plus de 2 000 tonnes de nourriture seraient envoyées en Somalie, dans les tout prochains jours.

De son côté, le sultanat d'Oman s'apprête à acheter, par bateau, plus de 3 000 tonnes de vivres (dates et fruits) pour les camps de réfugiés somaliens du Yémen et du

Kenya, a annoncé, à Genève, le Haut-Commissariat chargé des réfugiés auprès des Nations unies (HCR).

Tout en se félicitant de ces initiatives, le HCR s'inquiète du sort des réfugiés somaliens, dont le nombre est estimé à un million, et que trop peu de pays sont prêts à accueillir. Selon un des responsables du HCR à Genève, M. Silvana Foc, cinq mille sept cents de ces réfugiés sont dans une situation «désespérée». Il s'agit de femmes, enfants, personnes âgées et de personnes atteintes de maladies graves, qui nécessitent des soins longs et coûteux, et surtout une réinstallation rapide dans un pays d'accueil. «On ne peut pas laisser que cela s'intensifie», commente un autre membre du HCR, M. Gary Trueler, soulignant que, jusqu'à présent, «les réponses aux demandes du HCR ont été très décevantes».

MADAGASCAR

### Incidents meurtriers au lendemain du référendum constitutionnel

Selon des sources proches du gouvernement, au moins trois personnes ont été tuées, jeudi 20 août, à Toamasina (ex-Tamatave), lors d'échauffourées entre partisans des autorités de transition et militants fédéralistes, se réclamant du président Didier Ratsiraka. Par ailleurs, à Antananarivo (ex-Tiège-Saïra), un officier, qui avait pris la tête des opposants au référendum constitutionnel du 19 août, a été tué, jeudi, au cours d'une rixe interne entre fédéralistes.

Enfin, à Ambilobe, localité située dans la province d'Antananarivo, un directeur d'usine sucrière, M. Simon Ramarison, récemment nommé à ce poste par les autorités de transition, a été mortellement blessé, mercredi, par un commando non identifié. S'agissant de violences qui ont entraîné le déroulement du scrutin, le

Comité d'observation des élections (CNOE) a dénoncé, vendredi, l'«inertie des autorités» et les «forces armées» qui, selon lui, ont empêché de maintenir «la sécurité, la stabilité, la démocratie, la paix, la régulation du pouvoir, et l'occurrence le premier ministre et le gouvernement».

Le CNOE, comme la plupart des observateurs, s'est néanmoins félicité du sang-froid des électeurs. L'issue du dépouillement de 69 % des bulletins de vote, vendredi soir, le «oui» au référendum sur la nouvelle constitution atteignant, en effet, selon le ministère de l'Intérieur, 73,44 % des suffrages exprimés. La participation était estimée à 77,68 % des inscrits. (AFP, Reuters)

## CORRESPONDANCE

### A propos des «exilés du fleuve»

Après la publication dans le Monde daté 26-27 avril d'un reportage de Bertrand Le Gendre sur l'émigration vers la France des habitants de la région du fleuve Sénégal intitulé «Les exilés du fleuve», nous avons reçu de M. Olivier Souccar, consul honoraire de Belgique à Bamako (Mali), la lettre suivante :

L'article de M. Le Gendre appelle de ma part les observations suivantes :

Parlons des faits. En 1970, la Belgique a proposé à mon père, au Mali depuis 1936, le poste de consul honoraire, qu'il a quitté vingt ans après, décoré par les Belges, les Français et les Maliens, et estimé de tous pour sa droiture et sa disponibilité, jusqu'à son décès en 1990.

Comme vos lecteurs ne le savent peut-être pas, un consul honoraire n'est pas rémunéré. Il est simplement remboursé des frais occasionnés par le poste.

Notre activité d'agents de voyages n'a donc jamais été un mystère, et le fait que le ministère belge ait renouvelé sa confiance en ne confiant le consulat en 1991, dans des locaux

qui sont mitoyens de notre agence — je n'ai pas le don d'ubiquité — montre le crédit dont nous jouissons auprès de ces autorités. Les autres consuls présents à Bamako peuvent aisément témoigner de l'appui que je leur apporte en matière de contrôle de l'immigration clandestine : il ne s'agit pas de rumeurs, mais de faits, étayés par les documents que je leur fais parvenir et dont j'ai fait état à M. Le Gendre.

Les Maliens savent que, depuis toujours, consulat ou pas, ils ont été reçus dignement chez nous. Nous avons toujours écouté, expliqué les conditions de délivrance des visas comme les raisons des refus.

Les Maliens qui veulent voyager à l'étranger se font conseiller par les voyageurs réguliers, les commerçants. Ces commerçants qui partent plusieurs fois par an savent qu'ils peuvent compter sur notre aide pour leur activité : en effet, en plus de notre rôle d'information commerciale, nous pouvons raconter les délais de délivrance d'un visa, ou le faire en dehors des jours ouvrables, ce qui est parfois capital pour leurs

affaires. Et tout cela, sans qu'il soit question d'argent, car c'est la seule façon d'obtenir le respect dont jouit notre famille au Mali.

Souvent, ces commerçants ont tendance à croire que ce qui leur est accordé peut valoir pour un de leurs protégés. Et malgré nos refus, et peut-être à cause de notre fermeté, leur estime est intacte, ce qui fait qu'ils parlent de nous comme d'un recours.

En matière de délivrance de visas, nous avons toujours suivi, et souvent écopé, les mesures édictées par notre ministère.

Je passerai sur l'élégance avec laquelle ma nationalité d'origine est évoquée, cela est assez triste en soi pour la qualité de votre journal. Je voudrais conclure en disant que nous ne faisons pas que passer dans ce pays, nous y travaillons, et notre nom est sur tous les visas délivrés : je ne prends pas cette responsabilité à la légère. Et si cela se produisait, ce ne serait pas la dernière fois que nous serions comme pour mon père, ni même cinq ans pour moi.

ROBERT LANDIER

## LOIN DES CAPITALES

### Fin d'exode à Lisongwe

LISONGWE  
de notre envoyée spéciale

Vous aurez beau chercher, vous ne trouverez pas Lisongwe sur la carte. C'est le nom d'une rivière dont les discrets méandres se perdent dans la brousse, à quelques kilomètres de la route de Mwanza et de Ntcheu, dans le sud-ouest du Malawi. Ce n'est pas une ville, ou du moins pas encore. Mais cela le deviendra vite : le camp de Lisongwe abrite déjà quelque 38 000 réfugiés — dernière goutte d'eau dans le flot incessant des exilés du Mozambique.

Guerre civile oblige, et sécheresse aidant, l'hémorragie mozambicaine a pris ces derniers mois des proportions alarmantes. A la mi-juin, le gouvernement malawite recensait quelque 992 000 réfugiés sur son sol, soit l'équivalent d'un habitant du Malawi sur huit. «Depuis le mois d'avril, le rythme s'est accéléré. Entre 5 000 et 10 000 mille personnes continuent d'arriver chaque mois», précise le représentant du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), M. Ylma Makonnen.

L'approche de la paix au Mozambique aurait-elle assués l'appétit des diverses factions armées ? Les troupes «régulières», fidèles au gouvernement de Maputo, et les maquisards de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO) semblent en tout cas avoir intensifié leurs offensives. Ils ne sont pas les seuls : certaines «armées privées», payées pour protéger les plantations de canne à sucre et de coton des grandes sociétés étrangères, font aussi régner la terreur. Le Malawi, qui plonge son nez en pleine brousse mozambicaine, représente la seule issue de secours pour les civils.

#### Le glas sonne tous les jours

Assis à même le sol, un groupe de nouveaux arrivants attend qu'on les recense. Visages sans expression. Regards abrutis, perdus dans la poussière. La plupart des femmes sont vêtues d'une couverture sale, ficelée à la taille. Certaines se contentent d'un vieux sac de maïs. «Ces gens ont parfois marché à pied pendant 300 ou 400 kilomètres. Les plus chanceux, ceux qui ne vivaient pas trop loin de la frontière, arrivent avec des restes d'habits sur le dos, certains débarquent même avec un vélo», commente le responsable local du HCR, M. Pierre Romanovsky. Une note d'autocars affrétés par les Nations unies assure le ramassage des réfugiés et leur transport jusqu'à Lisongwe.

Tous les autres sites sont aujourd'hui satu-

rés. Celui de Lisongwe, qui s'apprête à doubler (et peut-être à tripler) ses capacités d'accueil d'ici à la fin de l'année, est le dernier en date. Et probablement le dernier tout court : les quelques 120 000 kilomètres carrés du territoire malawite ne sont pas extensibles. La généralité exceptionnelle dont a fait preuve ce petit pays enclavé, l'un des plus pauvres du continent, s'attire ses limites.

Sur un total de 24 districts, 12 abritent déjà des réfugiés. Les liens tribaux qui unissent nombre d'autochtones à des Mozambicains expliquent en bonne partie cette incroyable hospitalité. Mais la vague de sécheresse qui frappe le sud du Malawi risque de mettre à mal cette entente. «Quand l'hoë est affamé, répète-t-on à Lisongwe, la capitale, comment voulez-vous qu'il puisse nourrir ses invités ?»

Il se peut que la vérité soit plus complexe : si l'hoë est affamé, rétorque-t-on dans le Sud, comment supportera-t-il de voir ses invités mourir, quand lui devrait jeûner ? Dans le village de Mberje, à quelques kilomètres de la ville de

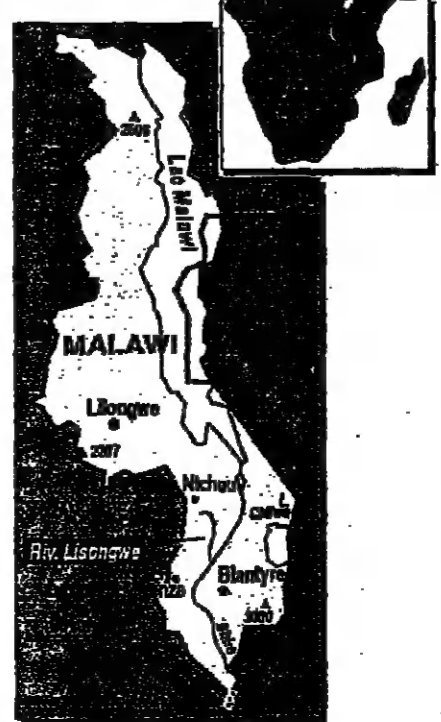
Nenje et du camp de réfugiés de Mankokwe, la tradition veut que l'on sonne le cloche pour chaque cérémonie funéraire, rapporte un des responsables du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), M. Brendan F. O'Brien, ces temps-ci, le cloche sonne tous les jours et il n'est pas inhabituel de l'entendre jusqu'à deux ou trois fois par jour. Alors que les quelques 70 000 réfugiés de Mankokwe bénéficient de secours réguliers du HCR et de diverses organisations non gouvernementales (ONG), les habitants de Mberje tentent de plus en plus difficilement de survivre au manque d'eau et de nourriture. Les récoltes sont aux trois quarts perdues. Ici, comme ailleurs, le programme d'aide aux victimes de la sécheresse (dont le gouvernement devrait théoriquement assurer le bon déroulement) se fait constamment retarder. «Le problème, ce n'est pas que les réfugiés reçoivent trop, mais que les Malawites ont trop peu», souligne M. O'Brien.

En ces périodes d'incertitude politique, le spectre de la famine risque de fournir de nouveaux arguments aux contestataires du régime du président Hastings Kamuzu Banda, qu'on accuse en sous-main de négliger les souffrances de son peuple. La tension déjà perceptible ne risque-t-elle pas de se retourner demain contre les réfugiés ? «Les nouveaux arrivants reçoivent de la nourriture, des vêtements, une couverture et de quoi se construire une cabane», explique M. Romanovsky. Un minimum vital qui apparaît, aux yeux de nombreux Malawites, comme un luxe inaccessible.

La vie quotidienne des réfugiés est pourtant loin d'être confortable. Les vols, les vols, ne sont pas rares dans ces camps «cinq étoiles» qui résonnent parfois la nuit du bruit des fusillades. «Si la paix revient au Mozambique, ils repartiront. Mais quelle paix et dans quel Mozambique ?» s'interroge-t-on à Lisongwe.

Mariant la brique et la tuelle avec des débris, des maçons malawites finissent la construction de l'hôpital du camp. Un peu plus loin, sous le toit de paille qui abrite le feeding center, s'allonge le fil des femmes qui viennent chaque jour faire nourrir leurs enfants. Les infirmières de Médecins sans frontières (MSF) et des quelque 25 autres ONG qui travaillent auprès des réfugiés consultent leurs registres. Au 1<sup>er</sup> mai 1992, date de l'ouverture du centre, 18 enfants souffrant de malnutrition avaient été recensés. Deux mois et demi plus tard, on en comptait 727.

CATHERINE SIMON



## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-88  
Téléc : 206.908F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY  
94062 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-10  
Téléc : 201.311F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
constatée à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Président : Jacques Lemaire  
Directeur : Michel Gros  
Directeur adjoint : Philippe Dupuis

15-17, rue de Valenciennes  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Téléc : 206.908F

Commissaires aux comptes :  
M. Jacques Lemaire, gérant

Imprimé :  
«Le Monde»  
12, rue de Valenciennes  
94052 IVRY CEDEX

Commissaires aux comptes :  
M. Jacques Lemaire, gérant

Reproduction interdite de tout article  
sans l'autorisation de l'administration

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composés 38-15 - Types LEMONDE  
ou 38-15 - Types LM

## ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-NEUCHÂTE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs en CHF
3 mois	460 F	570 F	790 F
6 mois	890 F	1 120 F	1 580 F
1 an	1 620 F	2 080 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse : les abonnés sont invités à fournir leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire sous les noms propres en capitales d'imprimerie.



# POLITIQUE

Les journées d'été du parti de M. Waechter

## Les Verts et la tentation du pouvoir

Après le succès du vote écolo-  
giste enregistré lors des élec-  
tions régionales, les Verts sont  
appelés à prendre deux déci-  
sions importantes pour l'avenir  
de leur mouvement : l'une  
concerne la réponse définitive  
qu'ils proposeront lors du réfé-  
rendum sur la ratification du  
traité de Maastricht ; l'autre  
porte sur leur entrée dans la  
sphère du pouvoir. Ils le feront  
au terme de leurs traditionnelles  
journées d'été, organisées cette  
année du 23 au 30 août à  
Saint-Nazaire (Loire-Atlantique),  
et après avoir reçu un hôte de  
marque, M. Jacques Delors,  
président de la Commission des  
Communautés européennes.

Initiation à l'espéranto, commis-  
sion faune sauvage, atelier sans  
tabou, dégustation de vins biologi-  
ques et musique celtique... Comme  
chaque année, le programme des  
journées d'été des Verts laisse  
entrevoir la spécificité du mouve-  
ment écolo-écologiste. Mais les débats  
annoncés sur l'emploi, avec  
M<sup>me</sup> Marie-Christine Blandin, pré-  
sidente du conseil régional du  
Nord-Pas-de-Calais, le projet politi-  
que, sous le houlette de  
M. Antoine Waechter et l'Europe,  
avec la participation de M. Jacques  
Delors, traduisent une indubitable  
évolution des Verts, une sorte d'en-  
trée dans l'âge adulte, avec ce que  
cela comporte comme risques de  
normalisation pour un mouvement  
né, notamment, du rejet de la poli-  
tique.

Récemment entrés en force dans  
les conseils régionaux, trois ans  
après leur arrivée au Parlement  
européen, les Verts ont, du moins,  
leurs principaux responsables, s'in-  
tèressent à présent à l'échelon  
intermédiaire, le niveau national,  
c'est-à-dire leur présence au Parle-  
ment, voire leur participation au  
gouvernement. Devant le conseil  
national interrégional (CNIR) de

son mouvement, M. Waechter  
dressera un bilan assez largement  
positif de ses rencontres organisées  
au début de l'été avec les responsa-  
bles des autres partis politiques.  
L'ancien candidat à l'élection pré-  
sidentielle a relevé de nombreux  
points de convergence avec deux  
de ses interlocuteurs, le Parti socia-  
liste et le CDS, et il n'exclut pas,  
pour l'avenir, la signature d'un  
contrat de gouvernement.

### Des sièges à l'Assemblée nationale

Il propose même, dans son rap-  
port introductif, d'assouplir la  
réaction des « points incontournables »  
du programme adopté par les  
Verts lors de leur dernière assem-  
blée générale, à Saint-Brieuc  
(Côtes-d'Armor), en  
novembre 1991.

A titre d'exemple, selon ces pro-  
positions de « clarification », les  
écologistes pourraient désormais se  
satisfaire d'un « processus d'élimi-  
nation de l'arme atomique » et non  
plus, comme l'affirmait encore  
récemment leur commission « paix  
et désarmement », d'un « désarme-  
ment nucléaire unilatéral de la  
France ». On notera que, pour des  
militants forcenés dans la lutte anti-  
nucléaire, il s'agit là d'une  
concession de quelque importance.

Pour autant, à la différence de  
certains de ses collègues du collige  
exécutif, M. Waechter ne croit pas  
encore à la possibilité de parvenir  
à un accord de fond avec les socia-  
listes avant l'élection présidentielle  
de 1995. Son premier souci est  
d'obtenir, au préalable, la représen-  
tation des écologistes à l'Assemblée  
nationale, y compris par le jeu de  
circonscriptions réservées. Bien  
que séduit par les différentes tenta-  
tives d'approche dont il a été l'ob-  
jet, ces derniers mois, de la part  
des socialistes, M. Waechter ne  
veut pas imaginer que son mouve-  
ment puisse être « réduit brutalement  
au rang de composante de la  
majorité présidentielle ». Son texte  
pose également une série de condi-  
tions pour tout accord avec Géné-  
ration Ecologie, afin d'éviter

qu'une telle éventualité ne profite  
qu'aux seuls « nobles parvenus »  
du mouvement de son rival,  
M. Brice Lalonde.

Un autre point de vue, plus  
« orthodoxe » encore, soutenu par  
M. Patrice Miran, délégué aux rela-  
tions internationales, va jusqu'à  
proposer la suspension des discus-  
sions engagées avec Génération  
Ecologie, au profit d'un enracine-  
ment des Verts sur le terrain et de  
l'affirmation de leur identité. Un  
troisième texte, signé à la fois par  
M. Didier Anger, animateur de  
l'une des tendances minoritaires  
des Verts, et par des proches de  
M. Waechter - parmi lesquels  
M. Guy Cambot, secrétaire nation-  
al - engage les écologistes à parti-  
ciper au gouvernement « le plus tôt  
possible ». « L'évolution des esprits  
étant lente, il faut préparer celle-ci  
par un long et difficile dialogue  
avec les « présidentiables » corres-  
pondant à notre positionnement  
politique : MM. Jacques Delors et  
Michel Rocard », affirment sans  
ambages les signataires de cette  
motion.

### « Union civile » avec Génération Ecologie

Enfin, une quatrième option,  
défendue, entre autres, par  
M<sup>me</sup> Dominique Voynet, porte-  
parole et animatrice du principal  
courant minoritaire, résume tout accord  
avec le PS, qualifié de « parti en  
décomposition », au profit d'un  
« contrat d'union civile » avec le  
mouvement de M. Lalonde. Assez  
caricatureusement, ce qui est d'ordi-  
naire considéré comme la  
« gauche » des Verts, ne peut  
défendre, ainsi, de vouloir conclure  
une alliance avec l'équipe en per-  
dition » actuellement au pouvoir,  
tandis que la « famille waechte-  
rienne », longtemps classée à droite  
par les socialistes, qui ne connais-  
saient rien aux Verts, se montre  
désormais soucieuse, avec des  
nuances, de « ne plus refuser d'ar-  
bitrairement les offres de participa-  
tion gouvernementale ».

Le débat sur la stratégie politi-  
que interne risque cependant de se

télescoper avec celui sur le référen-  
dum du 20 septembre et la réponse  
à donner à la ratification des  
accords de Maastricht. Par cin-  
quante-quatre voix, contre trente-  
huit et trois abstentions, le conseil  
national des Verts s'était prononcé,  
le 13 juin, pour un « oui » condi-  
tionnel à Maastricht, dans l'espoir  
que le président de la République  
prouve lui-même des engagements  
pour l'avenir sur le terrain de la  
démocratie, de la politique sociale  
et de l'environnement (Le Monde  
du 16 juin).

Les Verts, qui espéraient alors  
être reçus par le chef de l'Etat,  
n'ont eu, entre-temps, pour  
réponse, qu'une lettre de M. Fran-  
çois Mitterrand, en date du  
30 juin, dans laquelle celui-ci se  
livre à une sorte d'explication de  
texte optimiste du traité sur  
l'Union européenne. Aux fervents  
partisans de l'Europe que sont les  
Verts, M. Mitterrand écrivait  
notamment : « Il est prévu que  
l'équilibre institutionnel soit réexa-  
miné en 1996 et que soit posée, à  
cette occasion, la question d'un  
nouvel accroissement des pouvoirs  
du Parlement européen dans la  
perspective d'un meilleur contrôle  
démocratique des décisions commu-  
nautaires ».

Ces quelques assurances suffi-  
raient-elles à transformer le « oui »,  
à la majorité requise par les statuts  
du mouvement, soit 60 % des délé-  
gués présents ? Rien n'est encore  
sûr. Deux des quatre porte-parole  
des Verts, M<sup>me</sup> André Buchmann  
et M. Anger, ont, à ce jour, publi-  
quement affirmé qu'il faut voter  
« non ». Mais les plus maximalistes  
des Verts, aidés par ceux qui vou-  
draient bloquer les discussions en  
cours avec Génération Ecologie, les  
socialistes ou les centristes, peu-  
vent encore espérer constituer une  
minorité de blocage. La force de  
persuasion de M. Jacques Delors, à  
la veille de la réunion du CNIR, ne  
sera pas superflue.

JEAN-LOUIS SAUX

## Pour une Europe politique

Suite de la première page

Cette manière de forcer le  
consentement est dans les habi-  
tudes de la Communauté, qui a  
longtemps progressé comme une  
affaire technique, objet des soins et  
des disputes de diplomates et de  
hauts fonctionnaires réunis dans  
une sorte de coopération d'appareils  
nationaux dont les protocoles  
s'imposaient aux Etats. Cette  
manière confinée de décider n'est  
plus adaptée depuis que, avec le  
grand marché puis l'Union écono-  
mique et monétaire (si le traité est  
appliqué), l'affaire a pris un  
volume nouveau, depuis surtout  
qu'on a voulu lui donner (non sans  
embarras) : « Une grande puissance  
est née » une signification nou-  
velle.

N'y a-t-il pas une contradiction à  
exalter la grandeur de l'entreprise  
et à laisser les Parlements et les  
peuples à l'écart de l'élaboration  
des institutions européennes ? Par-  
ticipation dont un éventuel refus  
du dispositif prévu est une moda-  
lité indispensable. Alors que l'Eu-  
rope est devenue bien plus qu'un  
élément de la politique écono-  
mique des pays membres, on ne peut  
la tenir à l'abri de ce choc des  
sentiments et des conceptions, de  
cette contradiction des représenta-  
tions qui constituent la vie politi-  
que.

Sous le débat pour ou contre  
Maastricht, il y a un enjeu plus  
important : peut-on, et comment,  
faire passer l'Europe d'un fonction-  
nement intergouvernemental et  
interadministratif à un fonctionne-  
ment réellement politique, impli-  
quant les peuples et les Parlements  
nationaux ?

La démarche communautaire en  
s'étendant aboutit à ce qu'on traite  
selon les règles de la diplomatie  
(discuter à huis clos, en estompant  
les enjeux et à l'abri des passions  
populaires) des questions qui cou-  
rent toute la vie sociale. Comment  
sortir de l'Europe adminis-  
trée - coadministrée par les  
exécutifs nationaux se légitimant  
réciproquement, s'autonomisant  
par rapport aux peuples dont ils  
portent le nom - et fonder une  
Europe politique et délibérative ?

L'Europe (grand marché, dérégula-  
tion tatillonne, culte de la mobi-  
lité) a profité de l'affaiblissement

des pouvoirs collectifs, des échecs  
de l'Etat dirigiste, des doutes sur  
l'Etat redistributeur. Mais puisque  
maintenant on affirme sortir de  
l'antipolitique et vouloir organiser  
une Europe capable d'agir sur le  
continent et au-delà, à ce change-  
ment d'objectifs doit correspondre  
un changement de style.

Malheureusement, à Maastricht,  
le tournant vers l'Europe politique  
n'a pas été pris, il n'y a pas eu  
ouverture d'un champ politique  
européen, mais répétition de  
recettes dont on a déjà abusé :

- La déposition des instances  
politiques conduit dans l'UEM à  
un contrôle des gouvernements par  
les banquiers, jugé irréaliste par  
nombre d'économistes de toutes  
tendances.

- L'accroissement des pouvoirs  
du Parlement européen, l'unifica-  
tion de son corps électoral le dési-  
gnent comme le foyer d'une nou-  
velle légitimité politique. C'est  
croire à un effet magique des pro-  
cédure. On ne crée pas un peuple  
en faisant voter les gens ensemble.  
Au contraire, on discrédite la  
démocratie et la citoyenneté en les  
faisant fonctionner artificiellement.

- Les procédures intergouverne-  
mentales (les délibérations de  
ministres sous l'influence de la  
Commission) sont étendues à des  
domaines nouveaux et resserrées  
par un usage plus grand de la  
majorité qualifiée. Ces règles, effi-  
caces pour décider de mesures  
d'application, ne peuvent conduire  
à un véritable dépassement des  
conceptions nationales, à des vues  
vraiment communes sur les ambi-  
tions qui justifiaient l'union des  
nations d'Europe.

### Quels objectifs ?

Ces trois manières d'intégrer les  
nations de la Communauté reposent  
sur l'idée naïve qu'il faut  
d'abord se lier, se mettre dans la  
dépendance les uns des autres,  
s'obliger à décider ensemble, à  
« parler d'une seule voix », pour  
obtenir un véritable rapproche-  
ment. De cette manière, on crée  
une sorte de promiscuité, on crée  
de la dépendance mutuelle, plutôt  
que de la confiance et de l'inter-  
compréhension. Cela transparait

même dans les propos officiels.  
N'explique-t-on pas que ce traité est  
une présomption contre l'Alle-  
magne ? Ne dit-on pas que les  
réglementations sont compliquées  
parce que chacun veut se protéger  
des autres ? Cette méfiance est le  
résultat d'une intégration négative,  
par neutralisation réciproque, que  
ne permet pas de dépasser la  
culture commune à la couche supé-  
rieure des appareils publics.

La véritable intégration, celle qui  
conduirait à des conceptions, à des  
actions communes, ne consisterait  
pas seulement à s'enfermer dans  
des procédures de décision contrai-  
gnantes, mais à se rapprocher en  
discutant des grands objectifs de  
l'Europe. Il serait par exemple pos-  
sible de faire débattre les Parle-  
ments non des détails des régle-  
mentations, mais des grandes  
orientations de l'Europe : de la  
signification nouvelle que l'on  
donne à la notion de souveraineté  
nationale, de la politique à l'égard  
des « marches » de la Commu-  
nauté vers l'Est et vers le Sud, de  
l'attitude à l'égard du libre-échange  
mondial... Le collectif d'adminis-  
tration qui dirige l'Europe pourrait  
ensuite appuyer ses compromis sur  
des textes d'orientation débattus,  
légitimes, représentatifs de l'esprit  
public européen. L'intégration déli-  
bérative, seule solution au pro-  
blème politique européen, valorise-  
rait d'abord les buts communs aux  
Européens, elle rapprocherait leurs  
manières d'envisager le monde  
avant de les contraindre à vivre  
ensemble.

Le développement de l'Europe  
administrative crée une sorte de  
vie politique hors sol et dépossède  
les systèmes politiques nationaux,  
en particulier les Parlements ; cela  
contribue à l'indifférence électo-  
ral et aux diverses formes de mar-  
ginalité politique. Il faut renverser  
le rapport entre l'Europe et les  
nations : au lieu de neutraliser  
celles-ci, élever leur niveau politi-  
que en leur donnant les projets  
européens à débattre et à élaborer.

Il n'est pas interdit d'espérer  
qu'en européanisant les nations, on  
aille vers un patriotisme européen  
rendant secondaires les patrio-  
tismes nationaux. Les nations  
actuelles ne sont pas insupportables.  
Encore faut-il préparer leur désap-  
pareil en les portant à un horizon  
plus large, à de plus grandes ambi-  
tions, au lieu de nous inciter,  
comme actuellement par ruse,  
engrenage, dissimulation, trivialis-  
ation, à oublier nos engagements les  
plus chers, à sortir de nos patrio-  
tismes par un « oui bon ? », par  
un oubli qui ne nous grandit pas.

Cette voie-là (donner l'Europe à  
réaliser aux nations d'Europe

comme l'expression de leur idéal  
commun de justice et de démocracie),  
pour l'emprunter il faudrait que  
les concepteurs de l'Europe se  
débarrassent de la peur des nations et  
des citoyens ; cette peur qui leur  
fait considérer comme un  
désastre une réponse des électeurs  
n'entrant pas dans leur optique.

On nous présente un traité qui,  
au lieu de donner à l'Europe l'im-  
pulsion nouvelle dont elle a besoin  
depuis l'effondrement du sovié-  
tisme, reprend toutes les recettes  
éprouvées de l'intégration adminis-  
trative, disciplinaire et crypto-fédé-  
raliste : un traité en forme d'im-  
passe. Et on nous le présente  
(technique du fait accompli, scotchi-  
sation de la discussion) d'une  
façon qui illustre le principal vice  
de la manière européenne.

### Le mépris du commun

Dans ces conditions, dire « non »  
pour le citoyen ordinaire, c'est for-  
cer l'entrée d'un débat dont il est  
a priori exclu et contribuer à poser  
le préalable d'une véritable Europe  
politique. Observons déjà que c'est  
le refus des citoyens qui ont conduit  
les responsables européens à évoquer  
certains défauts, auparavant négligés,  
du fonctionnement de leur insti-  
tution. Ce n'est qu'un début.

L'Europe telle qu'on la pratique  
en faisant d'une couche de gestion-  
naires le Mentor des nations dote  
les professionnels du pouvoir d'une  
légitimité qui ne doit plus rien aux  
peuples. Tandis que l'Europe  
mythique, exaltante et vague, four-  
nit aux politiques un horizon avan-  
tageux où profiler leurs silhouettes  
amainées. Cela accentue ce qu'il  
y a de pire dans la manière de  
gouverner en France, le mépris du  
commun, l'autoconsommation du pou-  
voir. Avec l'Europe, cette sépara-  
tion devient une qualité, le signe  
que l'on participe d'une dimension  
supérieure. C'est à cette vertu  
transfigurante que l'on pense  
quand on voit notre président au  
centre du portrait de groupe des  
grands européens. Conduit à l'échec  
par les illusions de gauche  
qu'il avait flâtrées, il s'est fait  
ensuite un mérite d'homme d'Etat  
d'oublier les valeurs de gauche.  
Maintenant, ayant échoué à gou-  
verner la France, il s'élève par  
l'Europe au-dessus de la France,  
mettant une seconde fois son  
image au-dessus de ce qu'il devrait  
servir. Aucune raison de lui donner  
quittes de ce bilan moral et de  
contribuer à cette apothéose.

PAUL THIBAUD

Après le décès accidentel d'Yvon Briant

## Le CNI élira son nouveau président le 12 septembre

M. Jean-Antoine Giansily, secré-  
taire général du CNI, qui assure  
l'intérim de la présidence depuis le  
décès accidentel, le 13 août en  
Corse, d'Yvon Briant, a annoncé,  
vendredi 21 août à Paris, que le  
comité directeur du Centre nation-  
al des indépendants élira son nou-  
veau président le 12 septembre, au  
cours d'une réunion exceptionnelle.

Conformément aux statuts du  
CNI, le successeur d'Yvon Briant  
sera choisi parmi les cent douze  
membres de cette instance.  
M. Giansily a recommandé que les  
candidatures soient présentées  
après l'université d'été de la forma-  
tion, organisée à Compiègne (Oise)  
du 4 au 6 septembre.

Sous le titre « Parce que c'était  
lui », l'hebdomadaire *l'Express*  
(daté 20-26 août) publie un hom-  
mage de MM. Julien Dray, député  
(PS) de l'Essonne, et Francis Ter-

quem, respectivement avocat et  
fondateur de SOS-Racisme, à Yvon  
Briant. Les trois hommes, parfaite-  
ment dissemblables sur le plan  
politique, avaient en commun  
l'amitié et l'amour de la Républi-  
que. « C'était un honnête homme,  
une âme de qualité », écrivent  
MM. Terquem et Dray. Si Dieu  
existe, *Hugues, Nathalie et Yvon*  
continueront de s'aimer pour tou-  
jours. Pourvu que sur ce seul  
point-là, il ait eu raison contre  
nous ».

En revanche, l'hebdomadaire  
d'extrême droite *Minute-la France*  
(daté 18-25 août), proche du Front  
national, publie un article non  
signé, mêlant erreurs de fait et  
affirmations cyniques, titré :  
« Briant, un destin au goût de can-  
dre » (l'avion dans lequel Yvon  
Briant, son épouse et son fils ont  
péri a pris feu après sa chute).

### EN BREF

■ M. Mitterrand aux Rencontres  
de Maastricht. - M. François  
Mitterrand a assisté, vendredi  
21 août, au lancement des trois-  
sièmes Rencontres de Maastricht,  
communes des Hautes-Pyrénées,  
dont le maire est M. Jean Clavary,  
ancien chef de cabinet du président  
de la République. Cette manifesta-  
tion, consacrée à l'art et au sport, a  
été l'occasion, pour le chef de  
l'Etat, de rencontrer le peintre Paul  
Ambilla, MM. Jean-Claude Killy,  
ancien coprésident du comité d'or-  
ganisation des Jeux olympiques  
d'hiver d'Albertville, et Jean Todt,  
directeur de l'écurie Peugeot, ainsi  
que le président du Comité national  
olympique et sportif français,  
M. Nelson Pailhou.

■ M. Sarkozy assure que « le RPR  
refuse son unité » après le référen-  
dum. - Dans un entretien publié  
par le *Figaro* samedi 22 août,  
M. Nicolas Sarkozy, secrétaire gé-  
néral adjoint du RPR, souligne que la  
victoire du « non » au référendum  
aurait des « conséquences très dom-  
mageables pour la construction euro-  
péenne » et il affirme que « Maa-  
stricht ne remet pas en cause l'Union  
de l'opposition », au sein de laquelle  
s'expriment des voix divergentes.  
Le maire de Neuilly-sur-Seine  
(Hauts-de-Seine) assure que « dès le  
lendemain du référendum le RPR  
refuse son unité, animé par un seul  
et même objectif : gagner le combat  
de l'alternance ».

■ M. Séguin (RPR) ironise sur les  
« experts rock » pour Maastricht. -  
Faisant allusion aux chanteurs qui  
se déclarent partisans de Maastricht  
(Le Monde du 20 août), M. Philippe  
Séguin, député RPR des Vosges,  
opposant au traité d'union euro-  
péenne, a déclaré, vendredi 21 août  
à La Teste (Gironde), qu'il laisse  
« aux partisans du « oui » le soin de  
vérifier si les concerts rock sont de

nature à les sauver ». « Il va être très  
difficile au camp du « oui » de se  
passer de M. Mitterrand », a estimé  
le maire d'Epinal, en soulignant  
que, « depuis trois mois, le « non »  
n'a pas cessé de monter de manière  
continue, progressive ».

■ Les jeunes de l'UDF appellent à  
voter « oui ». - Dans un commu-  
iqué commun publié le vendredi  
21 août, les jeunes du CDS, du  
Parti radical valoisien et du Parti  
social-démocrate (PSD) ont constaté  
leur totale identité de vue sur l'ave-  
nir de la France dans l'Europe et  
appellent à voter « oui » lors du ré-  
férendum sur la ratification des  
accords de Maastricht. Selon eux,  
« il ne s'agit pas du tremblement de  
terre décrit par les uns ou par les  
autres », mais d'une « juste évolu-  
tion ».

■ Les dépenses de campagne de  
M. Sudre pour les élections régio-  
nales de la Réunion sont jugées tri-  
gallitres par la commission des  
comptes. - Le compte de campagne  
de la liste Free-DOM, menée par  
M. Camille Sudre, devenu président  
du conseil régional de la Réunion à  
la suite des élections de mars 1992,  
a été rejeté au début du mois par la  
commission des comptes de cam-  
pagne et des financements politi-  
ques, qui a transmis ses conclusions  
au Conseil d'Etat, s-t-on appris ven-  
dredi 21 août auprès de cette com-  
mission. Celle-ci a chiffré les  
dépenses totales de campagne de la  
liste victorieuse à 538 204 F, en  
dessous du plafond fixé à  
1 695 646 F pour ces élections à la  
Réunion, mais elle a relevé un  
dépassement concernant les avan-  
tages en nature - cent quatre émis-  
sions de deux heures chacune -  
consentis à la liste Free-DOM par  
l'association Radio-Free-DOM, que  
dirige M. Sudre.

## Le Monde

Aujourd'hui 1 620 F

au 1<sup>er</sup> octobre 1 890 F

**ABONNEZ-VOUS  
AVANT LA HAUSSE**

OUI, je m'abonne au Monde pour la durée suivante :

☐ 1 an : 1 620 F, soit une économie de 564 F  
par rapport à l'achat au numéro.

☐ 6 mois : 890 F, soit une économie de 202 F  
par rapport à l'achat au numéro.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Votre règlement :

☐ Chèque joint.

☐ Carte bleue n° \_\_\_\_\_ Expiration : \_\_\_\_\_

Date et signature obligatoires \_\_\_\_\_

Bon à renvoyer impérativement avant le 30 septembre à

LE MONDE, Service abonnements,

1, place Hubert-Seuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex.

Sur Minitel 3615 LEMONDE, code ABO

محمان النحل



# SOCIÉTÉ

La reprise du travail s'amorce dans les prisons

## Les propositions du ministère de la justice divisent les syndicats de surveillants

Environ huit cents personnes ont assisté vendredi 21 août à Derchigny, près de Dieppe (Seine-Maritime) aux obsèques de Francis Caron, le surveillant de la maison d'arrêt de Rouen mortellement agressé samedi 15 août par un détenu. Les propositions du ministère de la justice divisent les syndicats : Force ouvrière souhaite « la raison l'emporte », tandis que l'Union fédérale autonome pénitentiaire et la CGT appellent à un durcissement du mouvement.

Dans les prisons comme dans les États-majors syndicaux, l'heure, vendredi 21 août, était officiellement au recueillement. À l'approche des obsèques de Francis Caron, le gardien de Rouen tué par un détenu, les surveillants se disaient « embourbés » à l'idée de commenter les chiffres de créations d'emplois et les augmentations d'indemnités proposées la veille par le ministère de la justice. « On ne parle pas d'argent sur le corps d'un collègue », disaient-ils, gênés de voir que leur mouvement de protestation se traduisait aussi en termes financiers.

Au fil de la journée, la géographie syndicale se dessinait toutefois avec plus de précision : Force ouvrière disait espérer que « la raison l'emporte », tandis que son diabolique rival, la remuante Union fédérale

autonome pénitentiaire (UFAP), affirmait vouloir amplifier le mouvement contre ces propositions « infirmes et inacceptables ». Force ouvrière (32,48 % des voix lors des élections professionnelles de 1991), qui redoute des révolutions en cas de poursuite du mouvement, soulignait ainsi les « avancées intéressantes » contenues dans les propositions du ministère de la justice. « Il y a des points très favorables, mais les affectifs sont encore insuffisants », expliquait le secrétaire général, M. Serge Albery. Nous souhaitons cependant que la raison l'emporte. » Un ton proche de celui de l'Union des syndicats pénitentiaires (10,8 % des voix) : « En matière d'emploi, nous sommes loin du compte, souligne son secrétaire général, M. Dominique Poumeyrol, mais ces acquis ne sont pas négligeables. »

Dès l'annonce des propositions, l'Union fédérale autonome pénitentiaire (35 % des voix) partait cependant en guerre contre les mesures discutées dans la nuit de jeudi à vendredi. « Le ministère a discuté avec le syndicat patronal de la pénitentiaire, Force ouvrière, et d'autres petits requins. Incaut son secrétaire général, M. Gilles Sicard. Tout cela est parfaitement lamentable. » Rejoint par l'USGP-CGT (11 % des voix), qui juge ces propositions « insuffisantes et dilatoires », l'UFAP appelait donc à un renforcement du mouvement.

Sur le terrain, la journée de vendredi a donné lieu à moins d'incidents que les précédentes. Le mini-

stère de la justice observait samedi matin un très net mouvement de reprise du travail. Force ouvrière, qui avait consulté environ la moitié des établissements affirmait que 70 % d'entre eux avaient décidé de mettre fin au mouvement. Ces chiffres avaient toutefois été fortement contestés par l'UFAP, qui observait un « durcissement » sur le terrain.

### L'instauration d'un « numerus clausus »

Le monde judiciaire, qui était jusqu'alors resté plutôt silencieux, a réagi, vendredi 21 août, aux propositions du ministère. Dans un communiqué commun, le Syndicat des magistrats (SM) et le Syndicat des avocats de France (SAF) indiquent que le gouvernement « s'efforce de séparer les conséquences d'une situation carcérale explosive, sans même songer à en traiter les causes : la surpopulation extrême des établissements pénitentiaires due aux choix politiques qui ne laissent aucune place à une réponse à la délinquance autre que la prison ».

Ces deux syndicats de gauche, qui demandent un effort en faveur des crédits de prévention et de réinsertion au moins égal à celui consenti à la réponse carcérale depuis le programme « 13 000 » du gouvernement Chirac, souhaitent l'instauration d'un « numerus clausus ». Proposé en 1989 par M. Gilbert Bonnemaison, maître socialiste d'Épinay-sur-Seine, dans un rapport sur les prisons qui suivait - déjà - un mouvement de surveillants, le numerus clausus (qui existe déjà dans certains pays) consisterait à attendre qu'une place soit libre avant d'incarcérer un nouveau détenu. « Il faut enfin s'engager clairement en faveur de la prévention », affirme M. Béatrice Pécie, la secrétaire générale du SM. C'est la seule façon de combattre vraiment la

surpopulation carcérale. Les dernières propositions du ministère contiennent en outre une promesse de réforme du régime disciplinaire des détenus qui inquiètent ces deux syndicats.

Aujourd'hui, les détenus qui usent de « menaces, injures ou violences » ou qui commettent des infractions à la discipline comparativement - sans avocat - au prétoire, le tribunal interne de la prison, qui est présidé par le chef d'établissement. En 1991, 39 101 sanctions ont ainsi été prononcées contre des détenus : elles vont des avertissements (5 133) aux envois au « mitard » (23 997) en passant par les retenues sur péculs (3 102) ou la privation de parole (929). Les sanctions, qui peuvent aller jusqu'à quarante-cinq jours de cellule disciplinaire, ne sont pas codifiées : quelle que soit l'infraction, le prétoire choisit la sanction en toute liberté. Le SM et le SAF, qui souhaitent que les détenus puissent bénéficier de véritables garanties, dénoncent depuis des années « l'arbitraire » qui règne dans ces tribunaux internes des prisons.

Depuis environ un an, la chancellerie travaille sur une codification des infractions, afin d'établir une liste précise d'infractions disciplinaires accompagnées d'une échelle de sanctions. Il n'est cependant pas question de modifier les règles de fonctionnement du prétoire. « Nous sommes favorables à cette codification, mais il faut aller beaucoup plus loin, affirme M. Timothée Grumbach, le président du SAF. Il faut enfin « judicialiser » le prétoire - nous le demandons depuis des années - et donner au détenu le droit d'être assisté par un avocat. »

ANNE CHEMIN

## Trente-six gardiens pour cent détenus

Depuis le début du mouvement de protestation, les syndicats de surveillants demandent un renforcement significatif de leurs effectifs. L'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAP) exige ainsi le recrutement « impératif » de deux mille cinq cents personnes de tous corps dans le cadre d'un plan pluriannuel et Force ouvrière un renfort de mille cinq cents agents. L'USGP-CGT, quant à elle, évoque « le crédo rapide de postes budgétaires à hauteur des besoins dans toutes les catégories et le recrutement accéléré de surveillants ».

En septembre 1990, le bulletin d'information pénitentiaire du Conseil de l'Europe (1) comportait les effectifs de personnels pénitentiaires dans les prisons des États membres du Conseil. Le taux d'encadrement des détenus, qui mesure le rapport entre le nombre de surveillants et le nombre de prisonniers, plaçait très nettement la France, en queue de peloton.

### Cinq mille de plus qu'en 1986

Les prisons françaises comptent alors 26,6 surveillants pour cent détenus, contre 37,8 en République fédérale allemande, 51,1 en Belgique, 53,3 en Italie, 61,5 aux Pays-Bas et, 94,8 en Suède. Seuls deux pays avaient un taux inférieur à celui de la France : la Turquie et le Portugal. Ces disparités sont en partie liées à la taille des prisons : un grand établissement permet d'employer plus efficacement le personnel, et la définition de la mission des surveillants, et à la nature des établissements. Mais, malgré ces correctifs, la France se classait loin derrière ses partenaires européens. Depuis, un gros effort a

cependant été réalisé en faveur des gardiens de prison. L'administration pénitentiaire, qui comptait 13 199 surveillants en 1986, a créé 944 postes en 1987, 684 en 1988, et 478 en 1989, soit plus de deux mille postes en moins de trois ans.

L'histoire des années 1989-1990 se confond ainsi avec le lancement, en 1989, d'un programme de construction de prisons à gestion mixte, imaginé par le garde des sceaux de M. Chirac, M. Alain Chandon. Pour mettre en route ce plan « 13 000 », un gigantesque programme qui prévoyait la construction de vingt-cinq nouveaux établissements, les surveillants ont vu une nouvelle fois arriver des renforts : 1 552 postes en 1990 et 826 en 1991. Ces nouveaux surveillants ont quasiment tous été envoyés dans les établissements neufs du programme « 13 000 », dont la mise en service n'est pas encore tout à fait achevée.

Aujourd'hui, le corps des surveillants comprend 18 135 personnes, soit près de cinq mille de plus qu'en 1986. Du coup, le taux d'encadrement qui plaçait la France au niveau de la Turquie et du Portugal - 26,6 surveillants pour cent détenus - a beaucoup évolué : au 1<sup>er</sup> août, les prisons françaises comptent 50 585 détenus pour 18 135 surveillants, soit trente-six surveillants pour cent détenus.

A. C.

(1) Pierre Tourner et Marie-Dominique Barre. *Enquête sur les systèmes pénitentiaires dans les États membres du Conseil de l'Europe*. Document spécial comparé. Bulletin d'information pénitentiaire du Conseil de l'Europe n° 15, septembre 1990. Les chiffres cités dans cette enquête datent de 1986.

### Les obsèques de Francis Caron

## Un hommage digne

DERCHIGNY (Seine-Maritime)  
de notre envoyé spécial

Plus nombreux que les habitants du village de Derchigny, près de Dieppe, quelques cinq cents surveillants de prison étaient venus de toute la France assister, vendredi 21 août après-midi, aux obsèques de leur collègue Francis Caron, tué par un détenu à la maison d'arrêt de Rouen. Ils s'étaient rassemblés, en rang et en silence, à l'ombre du saule pleureur qui domine la place du village.

Le deuil de la famille a été respecté. L'auteur de quelques insultes proférées, à voix basse, contre le gouvernement a été immédiatement emmené à l'écart par trois de ses collègues. Les gendarmes avaient tenté dans la matinée d'installer des barrières de sécurité, mais les syndicats de surveillants y avaient vu un affront et obtenu leur retrait en échange d'une promesse d'autodiscipline.

Les gardiens de prison n'ont cependant pu approcher de la petite église de pierre blanche et de brique rouge que pour y déposer des gerbes de fleurs au nom de leurs établissements. Seuls une vingtaine d'entre eux, de la prison de Rouen, ont pris place sur les bancs aux côtés de la famille et des

personnalités officielles, dont MM. Michel Vauzelle, ministre de la justice, et Jean-Claude Karsenty, directeur de l'administration pénitentiaire.

Dehors, dans le silence, amis, voisins et collègues de Francis Caron ont écouté la retransmission par haut-parleurs de la messe concélébrée par le Père Nourrichard, vicaire général du diocèse de Rouen, le Père Mascarello, aumônier général des prisons, et l'abbé Potajoux, curé de la paroisse.

### « Une mission exemplaire »

Après la cérémonie religieuse, le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, a remis la Légion d'honneur à titre posthume à Francis Caron. Évoquant le courage du gardien décédé, il a insisté sur la difficulté du métier de surveillant : « L'hommage que lui rend la nation s'adresse à travers lui aux milliers de fonctionnaires qui remplissent une mission exemplaire pour la sécurité publique et la démocratie. »

Sous le regard de la veuve et des trois enfants du disparu, les villageois se sont souvenus de cet homme originaire du Pas-de-Calais, entré dans l'administration pénitentiaire dès l'âge de vingt et un ans. Son voisin rappelle qu'il aimait bien son métier et en parlait souvent. Le maire, M. Marcel Fouldrin, « aurait voulu que tous les habitants du village soient comme lui ». Un avocat de Dieppe, M. Marcel Quatravaux, regrette que la petite prison de la sous-préfecture ait été fermée il y a deux ans, provoquant la migration de Francis Caron à Rouen : « Les grandes maisons d'arrêt sont trop anonymes. A Dieppe, la surveillance était plus facile. »

Porté par six surveillants de la prison de Rouen, le cercueil, recouvert d'un drap tricolore, a été enterré dans le petit cimetière du village. L'un des six porteurs annonce qu'il va reprendre le travail dès le lendemain. Les autres ne se prononcent pas. La trêve des obsèques aura duré au moins une journée.

GUILLAUME CLÉMENT

### ÉDUCATION

Au lycée Condorcet de Bordeaux

## Les oubliés du bac de français

Les quatre-vingts candidats du jury 304 du lycée Condorcet, à Bordeaux, devraient enfin savoir quelles notes ils ont obtenues en juin, aux épreuves du baccalauréat de français. Quand, début août comme prévu, ils ont pianoté sur leur Minitel pour connaître leurs notes, ils n'ont trouvé qu'une mention laconique accolée à leur nom : « non communiqué ».

Emoi au rectorat et colère des candidats. L'administration du lycée Condorcet avait tout simplement oublié de communiquer les notes et les copies, enfermées dans le lycée déserté pour les vacances. Vendredi 21 août, le rectorat de Bordeaux a fini par retrouver la trace d'un fonctionnaire du lycée qui a pu récupérer les copies oubliées.

Précision. - Dans notre édition du 22 août, nous avons indiqué que le parquet de Chaumont pourrait bientôt « procéder à de nouvelles inculpations » dans une affaire d'importation frauduleuse de résidus. Il s'agissait bien sûr, non du parquet, mais du juge d'instruction du tribunal de Chaumont chargé du dossier, M. Patrick Keil.

### SCIENCES

## Un espoir pour la protection des cultures

# Un champignon pourrait être l'arme absolue contre le criquet pèlerin

On a peut-être trouvé l'arme absolue contre le criquet pèlerin, *Schistocerca gregaria*, le plus redoutable des criquets ravageurs de la végétation en général et des cultures en particulier. L'International Institute of Biological Control (IIBC), un organisme de recherche dont le siège est à Ascot, en Grande-Bretagne, vient de faire savoir qu'une de ses équipes mène, depuis deux ans, des essais sur un champignon, *Metarhizium flavoviride*, qui s'introduit dans les criquets et fait mourir 90 % des insectes « traités » en huit jours et presque 100 % en onze jours.

Tout a commencé le 16 octobre 1988 à Sadort, une station de l'ICRISAT (International Crop Research Institute for Semi Arid Tropics), située à 40 kilomètres de Niamey (Niger). Ce jour-là, My Hanh Lamont-Luong et Michel Lecocq (1) ont amené à Sadort les membres d'une session de formation en arboriculture organisée par le département de formation en protection des végétaux (DFPV) (2) pour une prospection de terrain. Ils ont été frappés de voir une quantité exceptionnelle de cadavres d'*Oryzias latipes*, un criquet local, peu dangereux pour les cultures d'ailleurs, alors que d'autres espèces d'écridiens avaient échappé à la mort.

Des échantillons des criquets morts ont été envoyés à l'IIBC, qui a ainsi identifié puis cultivé deux bactéries, une levure et quatre champignons dont *Metarhizium flavoviride*.

A l'initiative de Chris Prior, de l'IIBC, cet institut, associé au DFPV et à la station de Cococou (Bénin) de l'International Institute for Tropical Agriculture, a mené à bien de 1990 à 1992 en Afrique et au Proche-Orient une campagne de prospection destinée à trouver des champignons pathogènes pour les criquets en zone humide et en zone sèche, ensuite à collecter des criquets morts. Certes, diverses

espèces de champignons ont ainsi été trouvées. Mais une seule est vraiment virulente pour le criquet pèlerin, *Metarhizium flavoviride*.

Cette information importante étant acquise, il a fallu trouver le conditionnement permettant aux spores du champignon amoncelés sur la cuticule (la peau, en quelque sorte) de l'insecte de se développer. Or les spores de champignon ne peuvent se développer qu'en présence d'humidité alors que le criquet pèlerin préfère (les spécialistes disent qu'il passe en phase gregaire) en zone sèche. Les chercheurs ont donc incorporé les spores dans une solution huileuse qui empêche la dessiccation de celles-ci.

### Huit jours pour tuer

Ainsi les spores peuvent-elles germer sur le criquet pèlerin, développer un filament de mycélium. Ce dernier pénètre dans le corps de l'insecte, qui est « dévoré » de l'intérieur par le champignon. Tout ce processus prend à peu près huit jours.

Après des tests de laboratoire, on est passé à des essais sur le terrain, en particulier au nord d'Agadès (Niger) à la fin de 1991. Mais cette deuxième partie du travail a été très gênée par le faible nombre de criquets pèlerins (ce qui, en soi, n'est pas une mauvaise chose) et par l'insécurité qui règne dans de vastes régions du Niger. Cependant, les chercheurs ont résolu ces problèmes, en particulier en capturant des criquets ailés (adultes) dont ils ont soigné les ailes pour les empêcher de s'envoler après avoir été traités et soumis à une pulvérisation de la solution huileuse de *Metarhizium flavoviride*. Ainsi a-t-on pu se rendre compte du délai et de l'importance de la mortalité des criquets pèlerins dont nous avons cité les chiffres plus haut.

Les études ne sont pas terminées, mais c'est la première fois qu'on identifie un procédé de lutte biologique très efficace contre les criquets pèlerins. Ce procédé devrait être particulièrement intéressant pour la prévention, c'est-à-dire pour détruire les populations de criquets qui sont encore dans des zones désertiques : le champignon a besoin de huit jours

pour se développer dans les insectes, ce qui est trop long pour lutter contre les criquets présents dans les zones cultivées où, bien évidemment, la destruction des insectes doit être immédiate.

Outre le criquet pèlerin, des essais ont été menés ailleurs en Afrique contre le criquet migrateur, *Locusta migratoria*, qui menace très sérieusement les cultures de Madagascar (le monde date 19-20 juillet). Comme son confrère pèlerin, le migrateur est un grand voyageur et se met à pulluler dans des zones agricoles très riches. Mais, dans ce cas, un traitement doit être fait avant qu'il ne soit trop tard.

D'autres essais ont été faits sur le criquet pèlerin (*Schistocerca gregaria*) des zones humides proches du golfe de Guinée et sur le criquet sauterelle (*Schistocerca gregaria*) du Sénégal. Mais ces deux dernières espèces sont plus sédentaires et vivent une bonne partie de leur existence dans des zones cultivées.

Avant de lancer sur le marché le

solution huileuse de *Metarhizium flavoviride*, il reste probablement deux ou trois ans de mise au point : pour optimiser la solution huileuse, pour définir la durée de conservation, les conditions de stockage et la résistance à la lumière du soleil et à la chaleur, et pour confirmer l'efficacité du champignon sur les espèces d'insectes utiles. En tout cas, on est quasiment sûr que *Metarhizium flavoviride* ne s'attaque pas aux mammifères (hommes compris) ni aux oiseaux.

YVONNE REBEYROL

(1) Ces deux chercheurs font partie du PRIFAS (association française de recherches interdisciplinaires) français sur les arthropodes du Sahel, actuellement Arbo-écologie opérationnelle-Ecoflore internationale, mais l'ancien sigle a été conservé) du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD).

(2) Institut à Niamey (Niger), le DFPV dépend du Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel.

### EN BREF

ATHLÉTISME : Linford Christie en moins de 10 secondes aux 100 mètres à Berlin. - Le champion olympique Linford Christie a remporté, vendredi 21 août, les 100 mètres du meeting d'athlétisme de Berlin. Le Britannique l'a emporté en 9 s 99. Carl Lewis, vainqueur du 100 mètres au meeting récent de Zurich, n'a pu prendre que la troisième place du 200 m en 20 s 16. Sur cette distance, le Namibien Frankie Fredericks, vainqueur en 20 s 01, médaillé d'argent à Barcelone, est enfin parvenu à battre le champion olympique américain Mike Marsh, deuxième en 20 s 14.

FOOTBALL : victoire de Nantes en match amical du championnat de France. - En match amical de la troisième journée du championnat de France de première division, Nantes, sur son terrain, a battu Auxerre, vendredi 21 août, par deux buts à un et pris provisoirement la première place du classement. En deuxième divi-

sion (groupe A), Istres et Ajaccio ont fait match nul (1 à 1).

Le tribunal de Paris déboute M. Sarah Ferguson de son action contre « Paris-Match ». - M. Jean Favard, vice-président du tribunal de Paris, a rejeté, vendredi 21 août, la requête de M. Sarah Ferguson, duchesse de York, qui lui demandait en référé d'interdire à l'hebdomadaire « Paris-Match » de publier des photographies la montrant en monokini au bord d'une piscine en compagnie de son conseiller financier, M. John Bryan. Rappelant que ces clichés avaient déjà été publiés dans la presse britannique (le Monde du 22 août), le juge a considéré que toute décision d'interdiction ne saurait faire cesser le trouble dont se plaignait M. Sarah Ferguson. Le magistrat a toutefois ajouté que si « Paris-Match » devait publier ces photos ultérieurement, l'hebdomadaire devrait en supporter « toutes les conséquences susceptibles d'en découler », notamment sur le plan des dommages et intérêts.



Le Monde

HEURES LOCALES

Ré, l'île où les vélos sont rois

Pour corriger les effets du pont qui les relie au continent, les élus ont misé sur les pistes cyclables. Le succès est tel qu'il pose à son tour des problèmes inattendus

SAINT-MARTIN-DE-RÉ  
de notre envoyé spécial

L'ILE DE RÉ est devenue une sorte de Hollande française. Sur les horizons de ce plat pays, où l'eau le dispute à la terre, se profilent des escadrons de cyclistes qui, comme de véritables cavaliers, chevauchent souvent de lourdes machines fabriquées aux Pays-Bas. Ruelles de villages, quais d'accostage, sentes de marais, chemins de culture, départementales, tout est envahi, même les plages.

Des essaims de grosses virolorentes autour d'alertes douannières et de vigneronnes chemins. Le piéton est une espèce en voie de disparition et certains jours les automobilistes craignent de perdre des pelotons qui ne craignent plus personne. Les deux conseillers généraux de l'île, François Blazot (CDS), président du conseil général de Charente-Maritime, et Léon Gendreau (RPR), en oublient leurs querelles pour célébrer dans les mêmes termes cette vélomanie.

Le second rendez-vous l'honneur d'avoir innové il y a une quinzaine d'années en traçant une piste cyclable entre La Flotte, le bourg dont il est maire, et Saint-Martin, qui est aussi président du syndicat intercommunal de Ré, se targue d'avoir transformé cet essai en une véritable politique à long terme. « Elle a trois objectifs, explique M. Blazot. Ouvrir aux touristes les zones pittoresques et peu accessibles, libérer les départementales des deux-roues encombrants, assurer la sécurité des déplacements en affectant un réseau à chaque type d'usage ».

L'idée, originale en France, a trouvé des échos enthousiastes chez les ingénieurs de l'équipement (DDE) qui se sont succédés à la subdivision de Ré. Pour certaines pistes, ils ont asphaltes des chemins de polders ou de vigneronnes, là les vélos doivent cohabiter avec les tracteurs. Pour d'autres, ils ont pavé le sentier du douanier. D'autres encore ont

mordu sur les bas-côtés des départementales dont l'élargissement a été de ce fait quelque peu bridé. Bien qu'incomplet et témoignant de maux tatonnements, qu'on aurait pu économiser en organisant un voyage d'étude aux Pays-Bas, le réseau cyclable couvre déjà 70 kilomètres, soit presque autant que celui des routes (80 kilomètres).

Éviter l'embolie automobile

Des subventions dénichées à Bruxelles (14 %), un apport substantiel du département (40 %) et la participation des dix communes (46 %) ont assuré le financement des travaux qui, à raison de 375 F le mètre linéaire, ont coûté environ 26 millions de francs. Un kilomètre de piste cyclable revient dix fois moins cher que son équivalent en route départementale. Or on estime que le réseau cyclable de Ré assure déjà 30 % des déplacements, notamment aux périodes de vacances. « C'est probablement l'un des équipements les plus rentables qu'une DDE ait l'occasion d'exécuter », commente Pierre Ravard, le subordonné de Ré. Chaque année apporte un nouveau tronçon, l'objectif étant d'atteindre 100 kilomètres pour que le maillage soit complet.

Par cette politique, M. Blazot a sauvé son île de l'embolie automobile. Le fameux pont, dont il a été le plus fervent promoteur, a provoqué une augmentation des entrées de voitures de 150 %. Avec le bac, 680 000 autos passent sur l'île en 1987. Au passage du pont, on en a compté 1 714 000 l'an passé! Mais aujourd'hui bien des touristes arrivent sur l'île à vélo. Résultat : en 1987 15 000 à 20 000 machines, estime-t-on, roulent sur les 8 500 hectares de Ré.

Ce transfert massif des quatre-roues sur les deux-roues a de multiples conséquences. Il encourage les élus à ne pas succomber à la tentation routière qui s'est emparée de la plupart de leurs collègues. Ré ne sera jamais dé-

partir par l'automobile dont on traîne les plans en 1974. Les élargissements et rectifications de route sont réduits au minimum. « Et tant pis pour les bagnoles », murmurent les ingénieurs.

Pour les responsables du tourisme, l'image de « Ré paradis du vélo » est devenue un argument de promotion. Il pousse désormais à la plage, car la bicyclette est synonyme de liberté, de remise en forme, de promenade en famille, de partie de campagne, de jeu pour les enfants. Les boutiques aux-mêmes se frottent les mains. Hier on courait au supermarché remplir le coffre de la voiture. Aujourd'hui on fait ses courses à proximité, le panier sur le guidon.

Une activité nouvelle est née. Celle de réparateur et loueur de vélos. Une trentaine de professionnels ont pignon sur rue et ne proposent pas moins de 5 000 machines en location pendant la saison. Voilà une soixantaine d'emplois hier inconnus et un chiffre d'affaires conséquent. Mais le succès remporté par la politique en faveur de la bicyclette a des effets inattendus.

Augmentation du nombre des accidents

Des loueurs du continent viennent concurrencer les anciens garagistes-réparateurs rétais. Les vols de vélos, autrefois rares et sans conséquence (on retrouvait l'engin dans le village voisin), sont devenus un fléau. Cent cinquante VTT ont disparu l'an dernier, parfois par paquets de dix. Les gendarmes, dont les effectifs passent de 25 à 80 hommes durant l'été, sont en alerte. D'autant qu'ils doivent aussi intervenir en cas d'accident. En deux ans et demi ils ont relevé, avec les pompiers, une quinzaine de cyclistes gravement accidentés.

Selon le docteur Bruno Mailhé, médecin à Arcs-sur-Ré, on a vu apparaître sur l'île une pathologie nouvelle, les traumatismes concomitants chute de bicyclette. Fractures de la clavicule, du bras, du nez, luxations des che-

villes chez les tout-petits qui passent un pied dans les rayons, écorchures multiples par frottement sur le macadam. « J'en reçois parfois trois ou quatre dans l'après-midi », constate le pédiatre.

La croissance du nombre des amateurs a été plus rapide que l'espace mis à leur disposition. Beaucoup roulent encore sur les départementales, y couvrant des risques considérables. Ceux qui restent sur les pistes y côtoient des jeunes qui jorgnent sur leur compteur de vitesse et des anciens peu pressés. Alors que les premiers défilent édités par la direction de l'équipement proclamaient : « Prenez les pistes sans aucun risque », aujourd'hui on y rappelle que tout cycliste est tenu de respecter le code de la route et d'ouvrir l'œil. On donne même des instructions « en cas d'accident », et François Blazot n'écarte pas l'idée de limiter un jour la vitesse.

En tout cas, l'initiative des élus de Ré éveille l'attention des voisins. Des responsables de Noirmoutiers, et du Marais poitevin sont venus visiter « l'île aux vélos ». Les deux cantons insulaires ont réalisé, par avance et à leur échelle, ce « schéma multimodal de transports » que recommande, pour les régions et les agglomérations, le récent rapport du conseiller à la Cour des comptes Gilbert Carrère. Il est la seule issue aux congestions du « tout automobile ». Le colonel commandant les forces de gendarmerie de Charente-Maritime redoute déjà la situation créée par la levée du péage sur le pont de Ré, dans moins d'une dizaine d'années.

En attendant, ce sont les 40 000 cyclistes empruntant chaque année le pont qui passeront sans payer à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain. Ensuite, la pression populaire obligera à doubler par des pistes toutes les routes départementales de l'île. Elus et fonctionnaires vont devoir désormais gérer le phénomène vélo et discipliner les cyclistes, pour que Ré vive à l'heure hollandaise.

MARC AMBROISE-RENDU

REPÈRES

BRETAGNE

Une souscription pour démolir le port de Trébeurden

LA longue histoire de la construction du port en eau profonde de Trébeurden dans les Côtes-d'Armor vient de connaître un nouvel épisode. Un groupe d'opposants à la réalisation de cet équipement débuté en 1990, arrêté puis relancé à plusieurs reprises au fil des élections du tribunal administratif (Le Monde du 9 mars), propose une souscription pour sa démolition.

Les responsables du Collège pour la restitution du site de Trozou et le renouveau de Trébeurden (CRSTR), à l'origine du projet, expliquent que les autorités compétentes doivent assurer la réhabilitation des lieux. Pour montrer « leur volonté de remettre en valeur ce site exceptionnel », ils envisagent de recueillir les fonds nécessaires, une fois « la décision d'engager les travaux prise par les autorités compétentes ». Le maire de la ville se déclare « stupéfait par un appel à des fonds privés pour démolir un ouvrage public », ajoutant qu'au mois d'avril « le Conseil d'Etat » a permis la reprise du chantier. Les travaux sont pourtant toujours au point mort, la société du port s'étant retirée d'une aventure jugée peu rentable. Un procès oppose actuellement cette société et la ville de Trébeurden.

ILE-DE-FRANCE

Revenu d'insertion pour les jeunes de Sucy-en-Brie

LA municipalité (UDF) de Sucy-en-Brie (Val-de-Marne) a créé, récemment, un revenu d'insertion pour les jeunes de moins de vingt-cinq ans n'ayant pas d'enfants à leur charge.

Ces personnes n'ont pas droit au revenu minimum d'insertion (RMI), institué en décembre 1988. Pourtant, elles peuvent souffrir de la même pauvreté que les bénéficiaires de cette allocation. A leur intention, l'Etat a créé, en 1990, un fonds d'aide aux jeunes en difficulté. Mais la municipalité de Sucy-en-Brie a trouvé le dispositif si complexe qu'elle l'a abandonné. Elle a préféré créer un revenu d'insertion jeunes (RIJ), auquel elle devrait consacrer 150 000 francs cette année.

A ce titre, une personne seule peut bénéficier d'une aide mensuelle de 2 000 francs. Un couple peut obtenir 3 000 francs. Comme pour le RMI, ce soutien financier est assorti d'un dispositif d'insertion professionnelle.

LIMOUSIN

Nouvelle orientation pour la Maison de la région à Paris

INSTALLÉE depuis vingt ans boulevard Haussmann, à Paris, la Maison du Limousin a déménagé pour s'installer au 30 de la rue Cau-martin. Ce changement de locaux a été choisi pour donner à l'activité de cette antenne du « pays vert » une nouvelle orientation. La Maison déplace aujourd'hui sa vocation initiale de « vitrine du Limousin » se détourne des expositions de produits du terroir pour insister, comme l'affirme le responsable, M<sup>me</sup> Chapoulard, « sur le rôle économique joué par la Maison, entre la région et la capitale ».

Son « Espace Affaires » organise régulièrement, pour les entreprises régionales, dans des salles aménagées au premier étage, des réunions de travail et des rencontres. Il est par ailleurs prévu que les collectivités locales et des entreprises privées collaborent prochainement au sein d'une société d'économie mixte, « pour donner à la gestion de cet ensemble, une structure plus efficace, plus dynamique, plus ouverte vers le monde économique ». Ce qui n'est encore qu'un projet devrait se traduire, dans les mois à venir, par l'ouverture d'un rayon d'ouvrages spécifiques et à plus long terme, par la création d'un système de réservation pour les touristes.

Cette page a été réalisée avec la collaboration de nos correspondants Patrick Le Nen (Saint-Brieuc) et Francis Gouge (Créteil).

Oradour entre le souvenir et l'oubli

Les élus de la commune de la Haute-Vienne victime de la barbarie nazie souhaitent édifier une Fondation de la mémoire

UMOGES

de notre correspondant

« Il faut en finir avec le moribond et l'indigence du souvenir », M. Robert Lapouelle, maire non élu de l'Oradour-sur-Glane, estime que la commune doit mettre un terme à son deuil. Sans oublier pour autant la tragédie dont elle a été victime : un épisode douloureux de l'histoire de la seconde guerre mondiale qui a eu lieu le 10 juin 1944. Quatre jours après le débarquement allié en Normandie, la division d'élite Waffen SS Das Reich, qui gagne le front de Caen venant du Sud, cerne le bourg. Les hommes sont fusillés ou jetés dans les puits, les femmes et les enfants brûlés vifs dans l'église, la ville incendiée. Bilan de ce massacre : 642 morts.

Après la Libération, le général de Gaulle vient visiter le village marty, où les rescapés vivent dans des cabanes en bois. Il promet que l'Etat prendra en charge la reconstruction. Un nouveau village est édifié, non pas sur le site de l'ancien, mais à quelques centaines de mètres. Le champ de ruines est conservé en l'état, et entouré. Les pans de mur sont consolidés. Carcasses de voitures, vélos, machines à coudre, poussettes et objets familiers sont laissés à la place où ils se trouvaient, juste après le drame.

Le nouveau bourg fut construit « trop près » de l'ancien, « et mal », disent aujourd'hui certains habitants. En permanence, ils ont sous les yeux le spectacle féroce de la ruine. Seul, un mur sépare la vie de la mort. L'architecture du nouveau bourg est rudimentaire, avec des rues simplement numérotées. Deux cent cinquante habitations (le nombre exact de maisons détruites) furent construites à la Libération, alors qu'il ne restait plus que vingt-cinq familles, largement décimées. Pendant longtemps, Oradour fut un « village fantôme », se souvient M. Robert Hébras, un survivant président de l'Association des familles des victimes.

En 1953, les rescapés de la tuerie ont subi un nouveau choc. Parmi les quelques 300 Waffen SS qui avaient détruit le village, figuraient treize Français. Ils sont jugés à Bordeaux et assassinés par l'Assemblée et le Sénat réunis à Versailles. Une décision à laquelle ne s'opposent que le groupe communiste, quelques non-

inscrits et les parlementaires limousins. La population survivante d'Oradour, désemparée, voulait alors « arrêter toute relation avec l'Etat ». L'Association des familles des victimes décida un « deuil d'une génération ». On déconseilla au préfet et aux ministères de venir à Oradour, les noms des parlementaires qui avaient visité l'ancien village furent effacés et un mémorial dissident fut édifié. Quarante ans après, personne, sur place, ne regrette ces réactions. « Qu'il y ait eu des « malgrés nous » absents et forcé, c'est indéniable », dit M. Robert Hébras. Mais la SS, c'était la milice privée des nazis. Il fallait être volontaire pour en faire partie.

Sortir de l'isolement

Peu à peu, dans ce bourg volontairement isolé, la vie a tenté de même reprise. En 1960, une salle des fêtes a été reconstruite. « Dans une commune où il n'y avait plus ni fête ni jeunesse, c'était un acte volontariste », commente M. Robert Lapouelle. Des entreprises se sont peu à peu installées. De 1963 à 1975, la population est passée de 200 à 1 300 habitants. En 1982, M. François Mitterrand fit à Oradour l'une de ses premières visites présidentielles. La page de la bruyère avec le pouvoir fut enfin tournée.

Aujourd'hui, le maire souhaite édifier une Fondation de la mémoire, qui abriterait un centre de documen-

tation sur les atrocités de l'histoire et les droits de l'homme. Il imagine un lieu d'exposition ainsi qu'une médiathèque et des salles de conférences. Cet ensemble pourrait être financé par des aides de l'Etat, de la région et du département, mais pour l'instant aucune étude financière n'est encore réalisée. Le ministère de la culture a fait connaître son intérêt pour le projet, les élus souhaitent une prise de décision rapide. L'année du cinquantième anniversaire, en 1994, leur semblait propice à l'inauguration de la fondation.

L'ancien bourg est aujourd'hui l'un des principaux sites touristiques de la région. En 1991, il y a eu 325 000 visiteurs, dont 11 % d'étrangers, en majorité britanniques. Les autorités ne savent pas comment réagir à l'invasion des cars, des caravanes, des berlines et des chemises à fleurs. « Certes, c'est bien que de nombreuses personnes puissent découvrir l'horreur du massacre », résume M. Robert Hébras. Mais on ne peut s'empêcher d'être choqué par cette foule barbare.

La municipalité a réussi non sans mal, à briser le silence du conseil municipal appelé « les marchands du Temple ». Pas l'ombre, à l'entrée des ruines, d'un vendeur de frites ou d'objets-souvenirs. Mais cette « volonté de dignité » ne lui a pas tout à fait l'unanimité, certains commerçants regrettent que les visiteurs ignorent les magasins et les bars du nouveau bourg.

GEORGES CHATAIN

BLOC-NOTES

AGENDA

- Décentralisation culturelle. Nouveaux réseaux, espaces régionaux et échanges internationaux au programme du deuxième colloque national sur la décentralisation culturelle, qui se tiendra les 17 et 18 septembre, à Besançon, à l'initiative du conseil régional de Franche-Comté, avec le concours de l'Observatoire des politiques culturelles de Grenoble.
- Renseignements au (16) 81-86-51-58.
- Gestion locale. La Fondation pour la gestion des villes et des

collectivités territoriales organise une journée de réflexion sur un thème d'actualité : « Associations et sociétés d'économie mixte, quel contrôle ? », le mardi 22 septembre, à l'hôtel Pullman, à Paris.

- Renseignements au (16-1) 42-56-39-70.
- Trains régionaux. La Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT) organise un colloque intitulé « Les lignes ferroviaires régionales : l'heure des choix », les 13 et 14 octobre à l'hôtel de ville de Tours.
- Renseignements au (16-1) 43-35-02-83.

Vivre aux portes de Paris

Antony et Rueil-Malmaison souhaitent maintenir une animation dans leurs centres traditionnels

COMME la plupart des cités qui bordent la capitale, elles ont leurs ZAC et leurs grands projets, leurs façades miroirs et leurs pavillons sages. Comme la plupart des villes de banlieue, elles se débattent sur leur avenir pressé.

Antony? Quelques bars et des restaurants chinois, le long de la nationale 20, au pied d'immeubles pas très réussis. Les panneaux d'entrée et de sortie semblent arbitraires, dans cette succession de rues perpendiculaires. Peu de chance que l'automobiliste ralentisse, plus à l'ouest, sur la nationale 13, à la hauteur de Rueil-Malmaison. Comment soupçonner une ville, sous les frondaisons du parc qui abrita les amours de Joséphine et de Napoléon?

Les deux villes des Hauts-de-Seine, coincées entre voies ferrées, routes et autoroutes, ont su cependant préserver les centres qui faisaient d'elles, autrefois, des bourgades de province. Antony n'était, il y a moins d'un siècle, qu'un gros bourg agricole traversé par la Bièvre. On y venait en train et Maurice Utrillo s'est plu à fixer sur ses toiles la mélancolie de ses jours d'hiver. Rueil-Malmaison, elle, se contentait, il n'y a pas si longtemps, de ses vignes et du travail des blanchisseuses. Plus tard, entre deux parties de campagne à la Grenouillère, les impressionnistes virent s'aligner aux terrasses de la grande place au charme campagnard.

Créer des lieux de convivialité

Aujourd'hui, Rueil-Malmaison et Antony comptent, chacune, plus de 65 000 habitants. Très peu ont ici leurs racines : il y a dix ans, un habitant sur deux de Rueil-Malmaison n'était pas né dans la commune. Pour accueillir les travailleurs de Paris et de la Défense, les pavillons se sont multipliés, des grands ensembles ont poussé. A Rueil-Malmaison, le centre traditionnel reste facile à repérer. Autour de l'église, des immeubles modestes paraissent insolites en ces lieux. Tout près, la grille du château de Bois-Préau marque la frontière avec les hôtels particuliers.

A Antony, l'église rurale, typique du style gothique du Hure-

pois, fait face à la mairie. Les commerces sont de l'autre côté de la ligne de RER, blesure typique des villes de banlieue. « Une de mes préoccupations est de construire des points », explique M. Patrick Devedjian (RPR), maire d'Antony et député des Hauts-de-Seine. « J'en suis à mon sixième. » Il s'est également battu pour que le TGV et l'autoroute A 86 soient enterrés. D'anciennes cours de ferme servent de modèle aux nouvelles constructions. Restaurants et boutiques se sont installés autour de la nouvelle bibliothèque. Des promeneurs s'y risquent, signe d'une greffe réussie. Sur les places, le maire installe des statues du dix-neuvième siècle. L'histoire se réécrit.

Même travail à Rueil-Malmaison. Près de l'église, une nouvelle avenue est bordée de commerces sous arcade. En commandant, il y a quatre ans, un livre sur l'histoire d'Antony, la municipalité a eu une surprise : 15 000 exemplaires vendus, preuve d'un intérêt certain pour les racines locales. Mais, dans le même temps, les lieux de convivialité ne se sont guère développés, les cafés restent rares et l'habitude des résidents d'aller faire leurs courses dans les hypermarchés voisins ne se perd pas facilement, malgré les animations, foires et quinziennes commerciales.

Autre difficulté : marier le piéton et l'automobiliste. Le stationnement à Antony a longtemps été engorgé par des voitures garées pour la journée à proximité du RER. A Rueil-Malmaison, une des rues centrales semi-piétonnes est régulièrement paralysée par les voitures qui contournent les bouchons de la nationale 13. Ces deux villes viennent donc de réviser leur plan de stationnement.

Zone piétonne ou semi-piétonne, squares ou places, commerces, habitants ou bureaux... Rueil comme Antony ont désormais d'autres choix à faire pour renforcer leurs centres. L'expérience est originale, dans un département où triomphe l'urbanisme aménageur. Elles tentent de renouer avec les hasards et les caprices de l'histoire, comme n'importe quelle ville de province.

JEAN-LOUIS ANDRÉ



I. Ne saurait se passer du chef. Servon qui n'est pas destiné à faire mourir. II. Si désolés quand la majorité est atteinte. Ecoles fugitives. Ce n'est pas le premier venu. - III. Ses mystères ont forcément transpiré. Attristez les pigeons. - IV. Susceptible d'apprécier des mesures plus généreuses. Sied aux pères du répertoire. - V. Couleur de l'avenir pour qui le noir voit pas en rose. Fait peser une menace de châtiment proverbial. - VI. Antique auteur de romans d'amour. - VII. Ecrit toutes relations. Provoque une place vacante. - VIII. Lieu d'évolutions de vedettes américaines. Rol. Est totalement dénué après la réalisation d'une traite. - IX. Tourne à l'air. Contre. - X. Peut exécuter une marche ou le refrain. Ouvrage associant l'esprit à la lettre. L'espace d'un matin. - XI. Brise... James. Ignore les dessous de table. - XII. Mûrissent une mise à l'ombre dépend souvent de ce qu'on mettre au vent. - XIII. S'exprimer des manières vraiment courtoises. Campagne de collages. - XIV. Mieux vaut ne pas voyager sur sa ligne. On n'en saurait parler qu'en termes élogiques. Sonnet et trébuchet. - XV. Mit. Admis par la licence. De telles causes révèlent le vide de l'esprit. - XVI. Aristocrate. - XVII. L'horizon trouble des idées courtes. Souvent diabolique quand elle est divine. D'un suicidaire.

**VERTICALEMENT**

1. Agence pouvant aider à quitter une personne amoureuse. Son bouchon est de nature à entraver certaines communications. - 2. Embrager. Fait la preuve mathématique que un et un font deux. - 3. Puissance occulte féminine. Est d'autant plus lourde que son auteur est léger. - 4. Article. Peut servir d'accèsories au gré. - 5. Victor pour Thérèse polémique. Alfred pour N. - 6. Epithète pour un roi couronné à titre posthume. - 7. Émouline; avant le dead-heat, le finish, le rush et le sprint que le langage français est la plus riche du monde. Echo qui sortait jadis des gorges y du Tarn. - 8. Plutôt triste quand il est drôle. Terme de plaisanterie. Ce qu'est l'opinion de plaisanterie avec lequel on est en désaccord.

**SOLUTION DU PROBLÈME N° 5850**

**Horizontalement**

I. Neige. Arc. - II. Euménides. - III. Pneu. Ac. - IV. Emet. Lola. - V. Sûr. Adre. - VI. Sétou. - VII. Ils. - VIII. Nique. - C. Exile. Ion (en). - X. Aerie. - XI. Buts. Orde.

**Verticalement**

1. Nécessité. - 2. Et. Muer. Tau. - 3. Impartient. - 4. Gent. Outils. - 5. E.N.E. Ennui. - 6. Ido. Su. Io. - 7. Ad. Ore. Sien. - 8. Réale. - 9. Escarmouche.

**GUY BROUÏT**











BILLET

Inquiétude à Wall Street

Malgré une économie toujours morose, une campagne présidentielle pleine de coups bas entre les candidats et la recrudescence des tensions internationales, les marchés financiers américains affichent depuis quelques mois un moral d'acier. Le marché obligataire new-yorkais est devenu l'un des moins chers du monde, tandis que Wall Street fait les délices des investisseurs. Depuis le début de l'année, seule la Bourse new-yorkaise a continué à pulvériser ses records historiques, alors que l'Europe pâtit et que Tokyo tente de se sortir de sa déprime. Pourtant, la séance du 21 août a révélé - dans un marché si étonnamment positif - un brusque mouvement d'inquiétude des boursiers dans les dernières heures de transactions. Ils avaient pourtant accueilli favorablement le discours du candidat républicain à la présidence, M. George Bush. La baisse du dollar, jusqu'à tolérée, voire appréciée, commence à être jugée inquiétante. Un sentiment partagé sur les marchés des changes et celui des obligations, qui ont tous constaté l'incapacité des banques centrales du monde entier à renverser la tendance. Est-ce le début d'une période de tourments financiers outre-Atlantique? Certains «fondamentaux» sont encore favorables à Wall Street : les actions sont particulièrement attractives comparées à la faible rémunération des obligations ; malgré la hausse des derniers mois, les prix demeurent intéressants ; certains secteurs, notamment l'automobile, affichent un redressement de leurs comptes. Mais les rumeurs s'accroissent. L'écart entre les taux d'intérêt allemands et américains (8,5 points, au profit de Francfort) ne donne aucun signe de resserrement, et les investisseurs sont de plus en plus attirés par les placements outre-Rhin. La Réserve fédérale a épuisé presque entièrement l'arme de la baisse des taux pour doper l'activité, et la faiblesse du dollar lui interdit de toute façon d'assouplir le crédit. Les fameux plans de relance de l'économie mondiale, tant discutés par les Sept ces derniers mois, n'ont pour l'instant donné aucun résultat. Si les marchés financiers américains sombrent dans la déprime, les conséquences s'en feraient durablement ressentir dans le monde entier, comme on l'a déjà constaté ces dernières années. Il peut paraître étonnant qu'au cours du printemps et de l'été, les Sept n'aient jugé à aucun moment opportun d'envoyer un signal aux marchés.

(Lire nos Informations p. 15)  
D. G. et F. L.

EN BREF

■ M. Jules Pichot président du holding de tête de l'Union laitière normande. - M. Jules Pichot vient d'être nommé à la présidence de Sogenor management, le holding de tête du groupe Union laitière normande (ULN), dont M. Claude Gorge assure la direction générale. Cette nomination intervient après la reprise de l'ULN par le groupe Bongrain (le Monde du 2 juillet). M. Pichot, soixante-six ans, a accompli l'essentiel de sa carrière dans le groupe Bongrain. Il est président de Potel et Chabot depuis 1988.

■ Une filiale de la Générale des eaux rachète les studios berliinois de la DEFA. - Le rachat des studios berliinois de la DEFA, où furent tournés notamment les films *«L'ange bleu»* et *«Metropolis»*, par une filiale de la Compagnie générale des eaux, la Compagnie immobilière Phénix, a été définitivement conclu le 21 août. Phénix négocie ce rachat depuis plusieurs mois avec la Trehandungsalt, agence gouvernementale allemande chargée de vendre les entre-

Le marché de la photo dans le flou

Depuis 1990, le marché français de la photographie est entré en récession. La crise économique n'explique pas tout : la vogue des Caméscopes et un certain désintérêt des jeunes obligent les professionnels à rappeler que la culture se transmet aussi par la photo.

Le soleil de l'été n'y changera pas grand-chose : le marché français de la photographie est en pleine griserie. Après deux années consécutives de recul des ventes de films (une baisse de 1,2 % en 1990 et de 2,5 % en 1991), la saison estivale, au cours de laquelle les laboratoires réalisent plus du tiers de leur activité annuelle, ne laisse guère prévoir d'amélioration.

Oubliées les progressions records des années 1987, 1988 et 1989 (respectivement 7,6 %, 11 % et 12,5 %). Depuis la mi-1990, l'activité s'est ralentie. L'essor des appareils «compacts», plus simples d'utilisation, tout comme le développement des «mini-labs» (ces points de vente réalisant sur place et en une heure ou moins le traitement des films sont passés de 2 000 à 4 000 en trois ans et représentent 35 % du marché) ne parviennent plus à dynamiser un secteur qui avait presque quadruplé en quinze ans. Malgré le succès rencontré par les appareils jetables, dont trois millions d'exemplaires

ont été commercialisés en deux ans, les ventes se sont stabilisées autour de 100 millions de pellicules par an. Le chiffre d'affaires des travaux photographiques plafonne autour de 8 milliards de francs et les ventes d'appareils de format 24x36, qui représentent 96 % du marché, ont reculé de 1,5 % en 1991. Un résultat médiocre, même si certains produits de l'électronique grand public peuvent l'envisager.

En période de ralentissement économique, les Français ont donc réduit leur budget photo. Pourtant, ils n'utilisent en moyenne que 1,2 film par an contre 1,8 pour les Allemands et 3 pour les Japonais. En outre, précise la Fédération française des industries photo et cinéma, 70 % seulement des foyers sont équipés contre 80 % en Grande-Bretagne ou en Allemagne, 85 % au Japon et 90 % aux États-Unis. Industriels et commerciaux cherchent donc à réagir.

«Aujourd'hui, on peut faire de très bons clichés avec des appareils bon marché. De plus, les prix pratiqués par les mini-labs ont augmenté moins vite que l'inflation. Mais cela ne suffit pas. Pour inverser la tendance, nous devons continuer d'élargir nos services et en améliorer la qualité», insiste M. Bruno Dumolard, directeur général de Minik-Colors France et président du Syndicat des sociétés d'exploitation de mini-labs (SEM). Ces dernières, qui rencontrent des difficul-

tés de recrutement chroniques, ont conclu des accords avec plusieurs écoles de photographie afin de mettre sur pied des qualifications reconnues. Le SEM a également entamé la négociation d'une convention collective spécifique.

Moins de clichés chez les jeunes

Les principaux importateurs de films (Kodak, Fujifilm, Agfa-Gevaert, Konica, Ilford, Polaroid, 3M) observent attentivement la courbe des ventes. «Nous subissons les conséquences des difficultés économiques. En attendant une reprise, le réseau commercial doit faire des compromis», assure M. Jacqueline Develay, présidente du Syndicat des entreprises de travaux photo. Le lancement commercial par Kodak, en septembre, du CD-photo - qui permettra de visualiser ses clichés stockés sur un disque laser sur n'importe quel écran de télévision grâce à un lecteur spécial - autorise quelques espoirs. Mais les professionnels sont plutôt réservés.

Derrière cette «conjoncture médiocre» pointe une autre interrogation. Et si les résultats décevants de ces dernières années étaient aussi imputables à l'évolution des modes de consommation? Certes, comme en France, le marché de la photo n'est guère porteur en Europe et stagne aux États-Unis. Mais il est peut-être trop commode de n'importe quel écran de télévision grâce à un lecteur spécial - autorise quelques espoirs. Mais les professionnels sont plutôt réservés.

Un pas a été franchi en mai avec l'organisation, sous l'égide du ministère de la culture et de l'Association pour la promotion de l'image, de la première édition de Photofolia. Son ambition est, à terme, de devenir aussi populaire que la Fête de la musique. Et, dans l'immédiat, d'éviter que le marché de l'image ne ressemble à une photo jaunée.

JEAN-MICHEL NORMAND

Honeywell fait payer les industriels «pirates»

Honeywell Inc. a gagné dans le conflit qui l'opposait aux fabricants d'appareils photo. La société américaine les accusait d'avoir «piraté» sa technologie brevétée d'appareils «autofocus» (à mise au point automatique) et d'appareils «compacts». Elle a «annoncé», vendredi 21 août, qu'elle reçoit 124,1 millions de dollars (820 millions de francs) aux termes d'accords à l'amiable conclus avec Eastman Kodak, Konica, Kyocera, Canon, Matsushita, Nikon et Pentax. Honeywell percevra en outre des royalties sur les ventes d'appareils photo «autofocus» jusqu'au 28 mars 1995, date d'expiration de ses bre-

viets. La société américaine n'a pas voulu révéler le détail des accords conclus, mais, à Tokyo, Nikon Corp. a reconnu vendredi avoir accepté de payer 45 millions de dollars (225 millions de francs) et Canon Inc. a annoncé, de son côté, avoir signé avec Honeywell, en guise de compensation, un accord de licences croisées. Ces 124 millions de dollars et les futures royalties viendront s'ajouter aux 127,5 millions de dollars qu'un autre groupe nippon, Minolta, avait accepté de verser en mars dernier, après avoir perdu le procès que lui avait intenté la société américaine (le Monde du 7 mars).

Le cri d'alarme des promoteurs constructeurs

La Fédération nationale des promoteurs constructeurs (FNPC) s'inquiète de la baisse des mises en chantier de logements, dont le nombre pourrait, estime-t-elle, tomber à 260 000 cette année, ce qui conduirait à une perte de plus de 20 000 emplois. M. André Antolini, président de la FNPC, qui a été reçu cette semaine par le ministre délégué au logement et au cadre de vie, M. Marie-Noëlle Lienemann, lui a «fait part de ses très vives préoccupations quant à l'évolution de la situation économique du secteur de l'immobilier». Il a plaidé «pour la déductibilité des déficits fonciers du revenu global et pour la revalorisation des aides budgétaires et fiscales pour l'accession à la propriété, seules dispositions susceptibles de faire repartir rapidement le nombre de logements construits».

Le capitalisme mise sur Cuba

Suite de la première page

Faute d'énergie, de pièces détachées, de capitaux et de marchés, des centaines d'entreprises sont fermées ou tournent au ralenti. Dans la seule province de Cienfuegos, au sud-est de La Havane, une importante cimenterie d'une valeur de 180 millions de dollars, maculée de ruines, peine à produire un seul tonneau de ciment. Les investisseurs étrangers ne parviennent pas à obtenir les licences nécessaires à la construction d'une centrale nucléaire en construction - au total plus de 1,5 milliard de dollars d'investissements - sont paralysés. «Ces réalisations sont la preuve que nous n'avons pas gaspillé l'aide soviétique», exclame M. Nelson Torres, premier secrétaire du Parti commu-

niste pour la province. «Aujourd'hui, nous devons nous ouvrir aux capitaux étrangers pour remettre cet outil de production au travail, sans perdre nos principes révolutionnaires», ajoute-t-il.

De discrètes négociations se poursuivent avec Siemens pour acheter la centrale nucléaire, dont le premier réacteur de 417 mégawatts devrait fournir d'ici deux ou trois ans 10 % de l'électricité consommée à Cuba. Les Mexicains s'intéressent à la cimenterie et des pourparlers sont en cours avec plusieurs compagnies latino-américaines qui pourraient utiliser la raffinerie en échange de la livraison de brut.

Les nouvelles dispositions régissant les joint-ventures (coentreprises) sont favorables aux investisseurs étrangers. Théoriquement, l'État cubain conserve 50 % du capital des entreprises privatisées. S'il s'agit d'investisseurs latino-américains, le président Fidel Castro est allé plus loin, offrant jusqu'à 100 % du capital. «Les Cubains font preuve de flexibilité tant en ce qui concerne les investissements, le rapatriement des bénéfices que les relations commerciales. Les sociétés mixtes jouissent d'une grande autonomie et, de plus en plus, les entreprises cubaines doivent compter sur leur autofinancement, y compris pour leurs besoins en devises. Quant à la main-d'œuvre, c'est sans nul doute mieux formée de toute l'Amérique latine», concède un investisseur européen.

Une soixantaine de joint-ventures ont déjà été formées avec des entreprises européennes, canadiennes et latino-américaines. «Nous avons plus de trois cents autres projets à l'étude. Nous ne sommes pas désespérés. Nous regardons attentivement les offres en fonction de nos priorités», souligne M. Eugenio Bahari, l'un des architectes de la nouvelle politique économique des nouvelles équipes de voir les Européens occuper le terrain

Afin d'obtenir une plus grande ouverture de la Chine

Washington menace Pékin de lourdes sanctions commerciales

Les États-Unis ont rendu public, vendredi 21 août, une nouvelle «liste noire» de produits chinois frappés de sanctions à l'importation ; il s'agit de la plus sévère liste jamais établie par Washington à l'encontre de l'un de ses partenaires, a indiqué le chef des négociateurs américains, M. Ira Wolf, qui est arrivé dimanche 16 août en Chine dans le but d'obtenir une plus grande ouverture du marché chinois aux produits américains.

Près de 3,9 milliards de dollars (19,5 milliards de francs) d'exportations chinoises, allant des chaussures au matériel électroménager, tomberont sous le coup de taxes américaines allant jusqu'à 100 % de la valeur des produits si Pékin ne prend pas, d'ici au 10 octobre, la décision d'éliminer ses quotas et licences d'importation et ne rend pas plus transparente sa réglementation douanière.

Des négociations ont donc repris entre Chinois et Américains. Après

cinq jours de discussions serrées, des divergences substantielles demeurent, a indiqué l'assistant du représentant spécial américain pour le commerce avec le Japon et la Chine. «Aujourd'hui, nous allions la meche», a indiqué un membre de la délégation américaine. Si les Chinois n'agissent pas, tout peut sauter.

Depuis plusieurs années, les larges excédents commerciaux dégagés par la Chine provoquent l'irritation de Washington, qui accuse Pékin de protectionnisme. Un quart des exportations chinoises ont pour destination les États-Unis et le gouvernement américain table sur un déficit de sa balance commerciale avec Pékin de plus de 15 milliards de dollars cette année. Ce déficit est en constante aggravation : il s'établissait à 3,5 milliards de dollars en 1988, à 10,4 milliards de dollars en 1990 et atteignait déjà presque 15 milliards en 1991.

En grève illimitée depuis le 23 juillet

Les salariés des transports urbains d'Athènes s'opposent à leur privatisation

ATHÈNES

de notre correspondant

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté, dans la soirée du jeudi 20 août, dans le centre d'Athènes pour protester contre la privatisation de l'entreprise publique des transports urbains de la capitale (EAS) adoptée le 7 août au Parlement par la majorité conservatrice. Cette manifestation, organisée par la Confédération générale des travailleurs grecs (GSEE), la Fédération des fonctionnaires (ADEDY) et l'Union des municipalités et communes d'Attique (la région d'Athènes), était également dirigée contre la politique économique et sociale du gouvernement de M. Constantinos Mitsotakis, les récentes mesures fiscales et un projet de réforme du système des retraites. Tous les partis d'opposition de gauche l'ont soutenue. La privatisation de la société EAS a été décidée à la suite de

l'échec de négociations entre les syndicats et les pouvoirs publics, qui voulaient licencier un millier de personnes sur un total de 8 000 employés pour tenter de redresser l'entreprise, qui accuse un déficit cumulé de 340 milliards de drachmes (9 milliards de francs). La loi de privatisation qui doit entrer en application à partir de lundi offre des facilités aux anciens conducteurs de l'EAS pour acheter les permis des bus qui seront regroupés dans huit coopératives privées. Le personnel de l'EAS observe depuis le 23 juillet une grève illimitée et les grévistes défient quasi quotidiennement dans le centre d'Athènes.

Le gouvernement a affiché depuis le début du conflit sa détermination. Il a réquisitionné les cars des entreprises publiques et de l'armée pour remplacer les bus immobilisés. Lundi 17 août, il a aussi réquisitionné 213 bus en les transportant dans une caserne, ce qui a eu pour effet d'échauffer un peu plus les esprits. Le premier ministre a indiqué qu'il «ne reculerait pas» tandis que le porte-parole du gouvernement a demandé «à toutes les parties de faire preuve de responsabilité et de sérieux» et réaffirmé que les mesures gouvernementales étaient «indispensables pour éviter l'effondrement de l'économie nationale».

DIDIER KUNZ

Le maire de Menton réclame un certificat anti-mafia aux investisseurs italiens

M. Jean-Claude Guibal, maire UDF-PR de Menton (Alpes-Maritimes), a décidé de réclamer aux investisseurs italiens qui désirent construire sur le territoire de sa commune un certificat anti-mafia avant de délivrer un permis de construire. Plusieurs promoteurs italiens ont déjà fourni le précieux papier délivré par la Questura (préfecture de police) d'Imperia. Cette démarche, courante en Italie, «permet au maire de Menton d'avoir autant de garanties que possible quant à l'honorabilité des investisseurs et cela même si la délivrance d'un permis de construire n'est liée qu'à sa conformité aux règles du plan d'occupation des sols», précise le maire. M. Guibal a été conduit à appliquer cette procédure après plusieurs tentatives de rachat du casino de Menton par un groupe italien dont le financement ne présentait pas la transparence requise.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
46-62-72-67

JEAN-MICHEL CAROIT



# ÉCONOMIE

La mort  
de Jean-Albert Grégoire

## Un inventeur prolifique et original

Disparu à quatre-vingt-trois ans, Jean-Albert Grégoire aura vu la « traction avant », son invention majeure, conquérir l'automobile dans le monde entier (*le Monde* du 21 août). Beau motif de satisfaction pour cet ingénieur polytechnicien et docteur en droit. Jean-Albert Grégoire, ordinairement peu modeste, n'en était pas peu fier.

Champion de France du 100 mètres en 1917, rugbyman et tennisman confirmé, cet homme de taille moyenne, mince, dévoué et autoritaire, avait fait fortune avec ses inventions dans le domaine qui lui était cher : l'automobile.

Sa grande réussite fut la mise au point du joint homocinétique, qui permet la transmission de l'énergie de traction quel que soit l'angle de la route d'un véhicule. Le joint Grégoire autorisa donc la « traction avant », procurant aux véhicules une meilleure tenue de route en virage et offrant des possibilités diverses de carrosserie à l'arrière.

Dans leur petit atelier d'Asnières, Jean-Albert Grégoire et son associé, Pierre Fénaille, construisirent, en 1920, la Tracta, la toute première « traction avant ». Les allemands Adler et DKW, les Américains Dodge, General Motors et Jeep, les Anglais pour leurs véhicules militaires et, enfin et surtout, Citroën, adoptèrent le brevet. Dès l'après-guerre, le concept de traction avant connut à travers le monde un succès quasi total.

Avec des retombées moins éclatantes, Jean-Albert Grégoire démontra son talent avec des réalisations diverses : carrosserie ultra-légère en aluminium, voiture à turbine, Hochkiss-Grégoire à carrosserie légère carénée... Entre-temps, l'ingénieur Grégoire avait obtenu deux fois au Prix Femina pour un roman et publié plusieurs ouvrages sur l'évolution de l'automobile ou sur l'entretien des réserves en plein, qu'il prévoyait à l'horizon 2050.

Intarissable sur tous les aspects du phénomène automobile, il avait aussi ses violons d'ingénieur, qu'il s'agisse de champignons ou du vin. Il avait vendu des plants de vigne français aux Américains et savait goûter et commenter les meilleurs crus.

Un homme d'un tel génie ne pouvait être qu'un original. C'est ainsi qu'il débaptisait allégrement ceux de ses amis dont les prénoms ne lui convenaient pas. Son vieil ami Roger Briou, un des meilleurs spécialistes de l'histoire de l'automobile française, était pour lui « François ». Aux journalistes venus l'interroger, il demandait le surnom qu'il devait avoir leur article. Selon leur réponse, il leur tendait sur-le-champ un « papier » tout préparé de 200, 500 ou 1 000 lignes, écrit par lui-même, en ajoutant effrontément : « Comme ça, vous n'aurez pas à vous fatiguer et vous ne direz pas d'importer quoi ».

Avant de disparaître, Jean-Albert Grégoire aura eu l'assurance que ses réalisations ne tomberont pas dans l'oubli. En octobre prochain, un pavillon rassemblera, dans le nouveau Musée de la Colline, à Paris-La Défense, toute la collection des sculptures du fameux « ingénieur Grégoire ».

PAUL NORMAND

## SOCIAL

Pour la première fois depuis six ans

## Le travail temporaire a reculé en 1991

En 1991, 7,4 millions de contrats de travail temporaire ont été conclus, soit 1,6 % de moins qu'en 1990, a annoncé le ministère du travail, mardi 18 août. Ce recul — le premier en six ans — s'explique largement par le moindre recours à l'intérim dans l'industrie (la baisse est de 40 % dans la construction automobile). En revanche, il progresse dans le tertiaire (+ 7 %), l'énergie (+ 22 %) et l'agro-alimentaire (+ 23 %).

La CFDT demande aux banques d'autoriser « un découvert sans frais » aux salariés de RMO. — A la suite de la mise en liquidation judiciaire du groupe RMO (*le Monde* du 8 août), les fédérations CFDT des services, de l'agriculture et de la banque ont dénoncé, vendredi 21 août, dans un communiqué commun, les « difficultés qu'éprouvent les salariés de RMO, notamment les intérimaires, à faire appliquer simplement la loi et à percevoir leur dû ». Les fédérations demandent « à tous les établissements bancaires d'autoriser si nécessaire un découvert sans frais, correspondant aux salaires qui n'ont pas été honorés, puisque ceux-ci le seront tôt ou tard ».

## PARIS

## Au gré de Maastricht

INDICE CAC 40  
- 0,53 %

« Il ne reste plus qu'un mois avant la fin de l'été. La traditionnelle hausse que la Bourse connaît à cette époque n'a toujours pas eu lieu. Elle n'a plus que quelques semaines pour se manifester. A moins qu'il n'y ait plus de saison... » L'automne ne semble être devenu une constante de la place française depuis qu'on est écrits ces lignes il y a cinq ans (*le Monde* daté 23-24 août 1987).

A l'exception des mois records de 1989, toutes les autres années durant cette période ont été maussades. Que ce soit en raison d'une crainte de hausse des taux d'intérêt en 1988 ou à la suite de l'invasion du Koweït par l'Irak voilà deux ans, sans oublier la tentative de putsch en URSS en 1991. Les mois d'août sont devenus perturbés. Cette année, cependant, la trêve estivale est empreinte d'inquiétude et d'ennui. Dans ce contexte les valeurs françaises ont perdu en moyenne 0,53 % en cinq séances. Elles se sont néanmoins appréciées de 0,55 % depuis le début du terme boursier d'août qui s'achèvera lundi prochain. Cependant, depuis le 31 décembre 1991, le recul de l'indice CAC 40 est de 1,22 %.

Une fois encore, ces séances auront été marquées par l'attention des investisseurs qui, faute de prendre des initiatives, se sont laissés porter par les événements et les rumeurs. Les fluctuations quotidiennes ont été faibles : + 0,22 % lundi, - 1,17 % mardi, - 0,14 % mercredi, - 0,58 % jeudi et + 1,16 % vendredi.

Côté événements, tout incitait à la prudence. Dès lundi, les regards étaient tournés vers l'Allemagne dans l'attente de la réunion de la Bundesbank qui devait, jeudi, statuer sur sa politique monétaire. La crainte d'un relâchement du loyer de l'argent stoppait les initiatives.

Les autorités monétaires décidaient finalement d'un maintien en l'état du niveau des taux d'intérêt outre-Rhin. Le Japon retenait aussi l'attention après l'annonce, mardi, de mesures décidées par les pouvoirs publics pour soutenir le

plan d'urgence semble fonctionner puisque, en l'espace de trois séances, la Bourse riposte a gagné 13,3 %. Enfin, les turbulences sur les marchés des changes n'ont fait qu'inciter à l'attente. La crise du dollar qui s'aggrave n'est pas sans susciter de nombreuses interrogations.

Côté rumeurs, la semaine aura été marquée mardi par celle venant de Londres évoquant la mort de M. François Mitterrand, très vite démentie par l'Elysée. L'approche du référendum sur le traité de Maastricht a encore agité les salles de marché avec l'attente de la publication d'un sondage CSA pour l'événement du jeudi. Si le « oui » reste majoritaire à 53 %, l'écart s'aggrave avec les opposants à la construction européenne. Pour tenter de mettre un terme à cette course que se livrent, depuis la fin du mois de juillet, certains investisseurs pour connaître avant les autres les résultats des sondages, la Commission des opérations de Bourse décide jeudi de rappeler les règles en la matière. Celles, posséder les résultats d'un sondage avant qu'il ne soit publié ne valent pas du délit d'initié, mais l'exploiter pour passer sur les cours est répréhensible. En clair : sondez, oui ; mais jouez, non.

## Calmer le jeu

Un mois pile avant les élections, les autorités boursières espèrent ainsi calmer le jeu. Une dernière certitude, mais dont l'efficacité reste désormais à prouver, sachant que, pour la première fois, parallèlement aux sondages classiques, des établissements financiers font faire des études pour leur propre compte. L'agence Reuters révélait ainsi mercredi qu'un sondage réalisé pour le compte de la société de Bourse japonaise Daiwa Securities donnait 54 % de « oui ».

Au cours de cette semaine, peu de nouvelles de sociétés sont venues conforter les intervenants. La déception était de mise chez Paribas après la publication des résultats de l'augmentation de capital des Ciments français. L'appel au marché de 5 milliards de

francs a été difficile, et la banque qui a garanti l'opération verse sa part passer nettement au-dessus des 20 % prévus, sachant que sa limite maximale — si aucun titre n'avait trouvé preneur — se situait à 38 %. L'agitation était toujours de mise autour du groupe immobilier Olipar. Mercredi, dans un communiqué, le groupe dirigé par M. Christian Fellerin indiquait que des « pourparlers » étaient engagés avec « ses actionnaires et partenaires ». Ces négociations sont menées tant au niveau d'Olipar que de Lucia, sa principale filiale de promotion immobilière, précise le communiqué d'Olipar. La direction de la société indique pouvoir être en mesure « de communiquer plus précisément les modalités et le calendrier des opérations » d'ici à la fin septembre.

Les prévisions de publication de résultats ont affecté particulièrement trois sociétés : Euro Disney, Total et Roussel-Uclaf. La société d'investissement américaine Morgan Stanley estime qu'Euro Disney ne dégage pas de bénéfices non seulement, comme prévu, lors du premier exercice qui s'achèvera le 30 septembre prochain, mais aussi l'année prochaine. Et ce, en raison des importantes charges de fonctionnement du parc de loisirs. L'action perdait 7,7 % mercredi. Le lendemain, Total déclinait 5,6 % à la suite d'un changement d'opinion du courtier américain Merrill Lynch. Ce dernier modifie ses recommandations sur la compagnie pétrolière, estimant qu'il est préférable d'être neutre plutôt que d'acheter. La firme de courtage anticipe une baisse des résultats semestriels en raison des problèmes du raffinage. La chute des cours qui a suivi affectant les autres valeurs pétrolières était alors jugée excessive par les spécialistes. Enfin, le groupe pharmaceutique Roussel-Uclaf a perdu mardi 4,4 % après l'annonce d'un recul de 18,7 % à 188 millions de francs de son bénéfice semestriel.

Rien pour l'instant dans cet environnement sombre ne permet d'espérer une reprise d'été, voire même une simple embellie. Serait-elle seulement possible avant le référendum du 20 septembre ?

DOMINIQUE GALLOIS

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 21 août 1992  
Nombre de contrats : 73 857 environ

COURS	ÉCHÉANCES			
	SEPT. 92	DÉC. 92	MARS 93	JUIN 93
Premier.....	—	—	—	—
1 haut.....	105,76	106,04	106,46	106,98
1 bas.....	105,52	105,86	106,38	106,98
Dernier.....	105,62	105,94	106,46	106,98
Compensation.....	105,60	105,94	106,40	107

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	14-8-92	17-8-92	18-8-92	19-8-92	20-8-92
RM.....	1 646 718	938 253	1 169 487	1 183 967	1 505 947
Comptant.....	9 168 522	10 517 890	6 862 408	6 023 652	13 361 931
Actions.....	137 924	131 932	76 365	67 763	72 703
Total.....	10 953 164	11 588 075	8 108 260	7 275 382	14 940 581

## INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1991)

	101,6	101,9	100,9	100,6	100,3
Françaises.....	89,5	89,5	88	88,3	88,4
Etrangères.....	—	—	—	—	—

## INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	17-8-92	18-8-92	19-8-92	20-8-92	21-8-92
Indice gén.....	482,2	477,1	476,3	478	477,7

(base 100, 31 décembre 1987)

Indice CAC 40.....	1 757,31	1 730,72	1 734,21	1 734,18	1 740,18
--------------------	----------	----------	----------	----------	----------

La Commerzbank affectée par la mise en cessation de paiement de Hafnia. — L'action Commerzbank a chuté de près de 7 % jeudi 20 août après l'annonce de la mise en cessation de paiement du groupe d'assurances dans Hafnia Holding (*le Monde* du 21 août), dont la troisième banque allemande est l'un des premiers créanciers. La Commerzbank a qualifié vendredi 21 août d'exagérée « et de loin des réalités » la réaction de la Bourse. Elle conteste aussi les conclusions de département d'analyse de la Deutsche Bank qui a révisé à la baisse ses prévisions de

benefices pour la Commerzbank en 1992, du fait de ses engagements auprès de Hafnia.

Un nouveau président pour la banque centrale du Land de Hesse. — Les élus de la région de Hesse ont nommé cette semaine M. Horst Schulmann à la tête de la banque centrale du Land, l'une des branches régionales de la Bundesbank. Ce dernier quitte donc l'IFI (Institut de finance internationale, qui représente les grandes banques internationales), qu'il avait rejoint en 1984, à Washington. M. Schulmann est l'un des artisans du système monétaire européen.

# REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 17 AU 21 AOÛT 1992

## NEW-YORK

INDICE DOW JONES

- 2,25 %

La faiblesse persistante du dollar et les incertitudes économiques ont fait planer un nuage très gris la semaine passée sur Wall Street, qui a connu une évolution perturbée en raison de la nervosité marquée des investisseurs. L'indice Dow Jones a chuté vendredi à 3 254,10, en baisse de 74,84 points (- 2,25 %) par rapport à la semaine précédente. L'activité a été calme, en raison du départ en vacances de nombreux opérateurs et de la frilosité des investisseurs présents.

Le marché a largement ignoré les annonces de recul inattendu des mises en chantier de logements en juillet aux États-Unis, de contraction du déficit commercial américain en juin et le bond des demandes d'allocation chômage en août du principal à la fermeture temporaire par General Motors de ses usines. Les investisseurs ont préféré tourner leur attention vers Houston, où a eu lieu la Convention républicaine. Celle-ci s'est conclue jeudi soir par le discours d'ouverture du président George Bush, dans lequel il a proposé une réduction générale des impôts et une diminution des dépenses publiques pour relancer la

## Malaise

machine économique américaine. Ce discours très attendu a été bien reçu vendredi par les investisseurs, qui soutiennent généralement une administration républicaine. Mais l'enthousiasme a été de courte durée, le malaise du marché refaisant rapidement surface avec des prises de bénéfices et des ventes sur programme informati- que. La séance de vendredi s'achevait sur une baisse de 1,34 %, l'indice repassant sous la barre des 3 500 points.

Indice Dow Jones du 21 août : 3 254,10 (c. 3 328,94).

	Cours 14 août	Cours 21 août
Alcoa.....	43 1/2	42 3/4
ATT.....	29 1/2	28 3/4
Bearing.....	24 5/8	24
Chase Man. Bank.....	51 3/4	50 3/8
De Paul & Newman.....	44	43 1/2
Eastman Kodak.....	41 1/2	40 5/8
Exxon.....	75 1/2	75 1/8
Fort.....	36 7/8	35 3/8
General Electric.....	67 1/4	65 3/8
Goodyear.....	88 3/8	86 1/4
IBM.....	64 3/4	64 3/4
ITT.....	80 1/8	82 1/8
Medial Oil.....	66 7/8	67 3/8
Schlumberger.....	64 3/4	64 3/4
Teneco.....	12 1/8	12 1/8
Unit. Corp. (ex-Alleg.).....	13 7/8	13 3/4
United Carbide.....	56 7/8	54 1/4
United Tech.....	17	18 1/2
Westinghouse.....	74	74 3/8
Xerox Corp.....	—	—

## TOKYO

## Spectaculaire redressement

INDICE NIKKEI

+ 9,42 %

La Bourse de Tokyo qui, après avoir atteint mardi son plus bas niveau depuis mars 1986 (14 309 points), s'est ensuite redressée violemment pour finalement gagner 9,42 % d'un vendredi à l'autre. L'indice Nikkei a franchi successivement 15 000 points, les seuils de 15 000 points jeudi et de 16 000 points vendredi.

Le Nikkei s'est inscrit en clôture vendredi à 16 216,88 points, avec un gain de 1 396,63 points par rapport à la semaine précédente, qui s'était conclue sur une baisse de 698,02 points. En dépit de ce spectaculaire redressement, le volume d'affaires est resté calme avec un niveau moyen d'échanges quotidiens de 254,14 millions de titres.

Le tournant de la semaine s'est produit mardi au fin de journée avec l'annonce par le gouvernement japonais d'un plan de soutien aux banques et aux marchés financiers. Les ordres stricts donnés aux investisseurs institutionnels de ne plus vendre de titres ont réussi à

restaurer une certaine confiance et à enrayer la baisse continue des valeurs japonaises. Du coup, entre mercredi et vendredi, le Nikkei s'est apprécié de 13,2 %.

Pour certains analystes, le Kabuto-cho doit encore attendre l'annonce officielle la semaine prochaine du plan de relance budgétaire pour confirmer définitivement son spectaculaire redressement et la fin de la spirale de baisse qui, mardi, lui faisait perdre 40 % depuis le début de l'année. Le recul depuis le 1<sup>er</sup> janvier n'était plus vendredi que de 32 %.

Indice du 21 août : Nikkei 16 216,88 (c. 14 820,25); Topix 1 251,70 (c. 1 231,13).

	Cours 14 août	Cours 21 août
Aijunbank.....	1 070	1 230
Bridgstone.....	1 100	1 130
Canon.....	1 240	1 320
Fuji Bank.....	1 370	1 620
Honda Motor.....	1 218	1 280
Mitsubishi Bank.....	1 128	1 240
Mitsubishi Heavy.....	513	556
Sony Corp.....	3 800	4 070
Toyota Motor.....	1 400	1 420

## LONDRES

## Infime progression

+ 0,37 %

La Bourse de Londres a légèrement progressé pendant la semaine écoulée, mais le sentiment général est resté déprimé dans des échanges assez faibles que morose. Les cours ont gagné du terrain pour la deuxième semaine consécutive et pour — seulement — la troisième semaine en trois mois. L'indice Footsie a avancé de 0,37 % par rapport au vendredi précédent. En deux semaines, il a progressé de 0,7 %.

Cependant, le volume des échanges a été particulièrement déprimé, peu d'opérateurs voulant s'engager avant la fin de la convention républicaine de Houston, la réunion du conseil de la Bundesbank jeudi et le référendum français de septembre sur le traité de Maastricht. L'atmosphère générale a bénéficié aux valeurs considérées comme sûres telles que les assurances et surtout les sociétés privatisées des anciens services publics de l'eau et de l'électricité.

Indice « FT » du 21 août : 100 valeurs 2 365,7 (c. 2 356,8) ; 30 valeurs 1 755,4 (c. 1 733,8) ; Fonds d'Etat 88,43 (c. 88,47) et mines d'or 82,5 (c. 80,2).

	Cours 14 août	Cours 21 août
Allied Lyons.....	4	4,82
BP.....	1,96	1,96
BTI.....	4,22	4,24
Castrol.....	4,38	4,54
De Bors.....	8,38	—
Glaxo.....	7,13	7,31
GUS.....	19,75	19,75
ICI.....	11,08	11,13
Reid.....	10,18	10,43
RTZ.....	5,24	5,32
Shell.....	4,60	4,67
Unilever.....	9,45	9,48

## FRANCFORT

## Poursuite de la baisse

- 1,79 %

Sur fond de baisse historique du dollar face au mark, la principale place allemande a terminé la semaine sur une note de faiblesse (- 1,79 %). Outre la nervosité ambiante dans autres places financières, la cote des valeurs a subi le contrecoup d'importantes chutes de cours sur deux titres en particulier : Mannesmann, à la suite de mauvais résultats semestriels du groupe, et Commerzbank, après des recommandations de ventes formulées par la Deutsche Bank. Le volume des transactions sur le marché des actions s'est élevé cette semaine à 22,2 milliards de deutschemarks contre 27,3 milliards la semaine précédente. Le marché obligataire, d'abord inquiet de l'évolution possible des taux d'intérêt, puis des voyous du billet vert massivement soutenu par les banques centrales au milieu de semaine, a terminé en nette hausse. Le taux de rendement moyen des emprunts publics est retombé à 8,31 % contre 8,41 % la semaine précédente.

Indice du 21 août : Dax 1 520,02 (c. 1 547,80).

	Cours 14 août	Cours 21 août
AGF.....	168	165,80
BASF.....	202,50	201,30
Bayer.....	262,50	261,60
Commerzbank.....	234,20	223
Deutsche Bank.....	621	616
Hoechst.....	237,80	236,70
Karstadt.....	595	595
Mannesmann.....	272,50	261,50
Siemens.....	606,50	595,30
Volkswagen.....	335	327

## LES PLUS FORTES VARIATIONS

## DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeur	Aug.	Valeur	Baisse
Alpar.....	+ 2,5	San. Dic. SCA.....	- 11,2
Salomon.....	+ 2,4	Alm. DTL.....	- 9,8
Montevis.....	+ 2,1	Nadeco.....	- 8,0
Finco-Life.....	+ 1,7	CCMC.....	- 7,7
Cal. Lafont.....	+ 1,6	Mécanique.....	- 6,9
SPF.....	+ 1,5	BS.....	- 6,8
Gr. de la Cte.....	+ 1,4	BIS.....	- 6,8
Ilva.....	+ 1,3	Magetec.....	- 6,0
Mater.....	+ 1,3	ICAF.....	- 6,3
51 Total (P&S P.).....	+ 1,2	ICAF.....	- 6,3
DST-MININT.....	+ 1,1	ICAF.....	- 6,3
Borden.....	+ 1,1	Schneider.....	- 6,0
Valmex.....	+ 1,1	Valmex.....	- 5,8
Ex. Int. L. MIP.....	+ 1,0	Chang. Europ.....	- 5,4

## VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

## TRAITEES AU RM (F)

	Nbre de titres	Vol. en cap. (F)
Total.....	2 492 830	554 068
Alcatel Alsth.....	719 080	447 058
Elf Aquitaine.....	1 304 067	416 591
BSN.....	314 470	303 866
Essochem.....	6 934 400	342 678
LUMIN.....	56 930	209 281
Suez.....	759 105	200 912
L'Oréal.....	216 060	199 458
Michelin.....	975 450	196 160
Eau Cie.....	89 370	191 248
Peugeot.....	300 530	186 430
Société gén.....	372 660	181 365
St-Gobain.....	313 410	164 683
Euro Disney.....	1 678 730	153 315

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 14-8-92	Cours 21-8-92
Or fin (100 onces)	94 000	93 000
Or fin (100 onces)	94 000	94 000
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	939
Or fin (100 onces) (20 fr.)	936	



# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Réussite des emprunts en dollars

La réussite des emprunts en dollars lancés ces derniers jours s'explique en partie par la situation du marché des changes. Beaucoup de prêteurs espèrent que la devise américaine se ressaisira bientôt et que cela leur permettra de réaliser rapidement un profit. Mais, pour l'essentiel, ceux qui acquiescent maintenant des obligations libellées en dollars se soucient surtout de la qualité des emprunteurs et du rendement que vont leur procurer leurs titres. Ce sont, pour la plupart, des investisseurs qui comptent en dollars et qui entendent rester dans cette monnaie quelle que soit l'évolution de sa valeur relative.

Dans le comportement des opérateurs classiques à court terme, le choix est limité à quelques-unes des meilleures signatures européennes. Depuis le 15 août, seules deux grandes émissions ont vu le jour. La plus récente date de vendredi. D'un montant de 200 millions de dollars et d'une durée de cinq ans, elle a pour débiteur la Banque nationale de Paris. Les titres étaient au départ offerts au pair de façon à rapporter 6 % l'an, soit un rendement supérieur de 47 points de base (centièmes de point de pourcentage) à celui des obligations de référence du Trésor américain. Cette marge est très mince pour un emprunt bancaire. Elle est de loin la plus faible de tous les titres comparables lancés récemment par des banques françaises. Les obligations se sont arrachées.

L'autre émission à taux fixe de ces derniers jours est pour le compte d'une entreprise dirigée par l'Etat allemand, Kreditanstalt für Wiederaufbau. L'affaire, d'une durée de cinq ans également, porte sur 500 millions de dollars. Placée sous la conduite de la Deutsche Bank, elle a été lancée à des conditions sévères : un coupon d'intérêt de 5,75 %, soit un rendement supérieur de 14 points de base seulement à celui des titres du Trésor américain. Son succès est indéniable. Un autre émetteur allemand de tout premier plan s'apprête à suivre son exemple, la Landeskreditbank de Bade-Wurtemberg, qui a confié à une banque d'origine américaine, J. P. Morgan Securities, le soin de diriger

au début du mois de septembre une émission de 500 millions de dollars. Ces deux emprunteurs allemands retiennent particulièrement l'attention car le bénéficiaire dans leur pays d'un statut spécial qui situe en pratique la qualité de leur dette au même niveau que celle de la République fédérale dans le premier cas ou du Land de Bade-Wurtemberg dans le second.

#### Emprunts subordonnés à taux variable

Pour ce qui est des taux d'intérêt variables, une catégorie d'emprunts demeure très en vogue : celle qui assure aux bailleurs de fonds une rémunération qui évoluera à l'instar d'un fourchette entre un minimum de l'ordre de 5 % et un maximum de 10 %. Normalement, l'intérêt que procurent les titres à taux variable n'est pas limité de la sorte. Le taux des coupons d'intérêt est déterminé à intervalles réguliers à un niveau voisin de celui du marché de l'argent à court terme. Comme ce taux est actuellement très bas outre-Atlantique, une opération traditionnelle n'aurait guère de chances d'attirer l'appétit des investisseurs. Cela reviendrait à leur proposer pour la première période une rémunération de l'ordre de 3,25 % seulement pour des titres en dollars des Etats-Unis. Les débiteurs qui promettent aux investisseurs des rendements supérieurs le font sans risque. Les banques auxquelles ils ont confié le soin de monter leur transaction leur permettent en même temps de conclure des contrats d'échange qui les dégagent du carcan où, apparemment, ils se sont placés. Par le jeu des swaps, un débiteur peut ainsi diminuer considérablement le coût de sa dette. En pratique, il est possible d'émettre des titres subordonnés à des conditions très proches de celles qui coteraient un emprunt de toute première qualité. Les emprunts subordonnés peuvent, dans une certaine mesure, renforcer les fonds propres de l'émetteur. C'est pourquoi de nombreuses banques ont recouru à cette solution.

Après s'être imposée dans le marché du dollar des Etats-Unis, la

monnaie a gagné avec brio celui du dollar canadien, où le niveau de l'intérêt est un peu plus élevé et où, donc, il faut proposer aux souscripteurs un taux plancher plus haut. C'est ce qui a fait vendre le Crédit local de France en assumant les prêteurs d'un revenu minimum de 6,125 %. L'opération se monte à 125 millions de dollars canadiens, soit une durée de dix ans. Elle est dirigée par une banque d'origine américaine, Merrill Lynch International. La transaction a remporté un vif succès.

En dollars américains, la plus récente des émissions à taux variable mais limités est celle du 10 % date de jeudi. Son bénéficiaire est l'Auxiliaire du Crédit foncier de France qui est présent par l'intermédiaire de Paribas. La demande pour ces titres a été si forte qu'on a rapidement augmenté le volume de cette émission de dix ans de 150 à 200 millions de dollars. Deux jours plus tôt, une opération semblable de la Société générale avait aussi été augmentée.

Par ailleurs, l'attention est toujours retenue par le comportement du franc suisse où les débiteurs français de premier plan sont vraiment très bien accueillis. C'est là que se retrouvent la plupart des collectifs locaux qui cherchent à faire appel directement au marché. Le département de Seine-et-Marne a ainsi levé l'équivalent de 250 millions de francs français en une opération de dix ans de durée qui, si l'emprunteur conservait le produit en francs suisses, ne lui coûterait que 7,46 % l'an. L'affaire, placée sous la direction de la Banque paribas suisse, a été lancée par le Crédit local de France; celui-ci a permis au département de conclure avec une autre banque, le Crédit lyonnais, un contrat d'échange qui, finalement, lui procure des ressources en francs français dont le coût, estimé à 6,6 %, n'atteint même pas 9,60 % l'an. Un prêt bancaire classique, aux conditions pratiquées la semaine passée à Paris, aurait valu beaucoup plus cher, une soixantaine de points de base de plus.

CHRISTOPHE VETTER

## DEVISES ET OR

### Le grand plongeon du dollar

La baisse du dollar devient très préoccupante. Vendredi 21 août, malgré cinq vagues d'interventions des banques centrales des principaux pays industriels, la monnaie américaine a perdu près de dix centimes en une journée, éclochant à New-York à 4,85 F, après être tombé jusqu'à 4,84 F. Contre le deutschemark, elle a enfoncé son plus bas cours historique (depuis la fin de la seconde guerre mondiale), passant en une journée de 1,4525 DM à 1,4250 DM et cédant à 1,4285 DM. Une semaine plus tôt, le billet vert valait encore 4,9670 F et 1,4630 DM.

Cette chute brutale est intervenue au terme d'une semaine aux variations erratiques, dans une monnaie assez faible. Pendant plusieurs semaines, la monnaie américaine avait flirté avec son plus bas cours historique contre le mark (1,4430 en février 1991) sans jamais pour autant le toucher. Comme si les cambistes redoutaient qu'une fois ce seuil franchi une période de tourmente ne s'ouvrit. La journée de vendredi les a confortés dans leur sentiment. Les prochains samedis diront s'ils avaient entièrement raison.

Les banques centrales, actives la semaine précédente, n'étaient donc tenues à l'écart du marché jusqu'à l'extrême fin de la semaine. Selon un célèbre adage, elles interviennent pour atténuer une tendance qu'elles jugent souhaitable, mais pas pour contraindre un mouvement contraire à leur volonté. La chance n'était visiblement pas de leur côté vendredi. Elles avaient pourtant attendu la stabilisation des cours pour acheter massivement des dollars peu de temps avant la clôture des places européennes.

Le groupe des sept pays les plus industrialisés se réunira le 19 septembre à Washington, en prélude à la réunion annuelle du Fonds monétaire international et de la

Banque mondiale. Les suppléments des ministres des finances, c'est-à-dire dans la plupart des cas les directeurs du Trésor, se réuniront tout d'abord les 27 et 28 août à Paris. Alors que les derniers communiqués des Sept, notamment celui du mois d'avril, ne faisaient pas allusion aux questions des taux de changes - à l'exception d'un appel à la réévaluation du yen - il serait logique que les Sept fassent, peut-être dans les prochains jours, connaître au public leur appréciation de la situation.

A 493 F (le cours de vendredi matin), ironiquement, le dollar se trouve proche de son niveau du début de 1981 et très exactement au cours qu'il avait conservé pendant une décennie entière, de janvier 1981 à août 1989. Le monde se trouve encore alors en régime de changes fixes et, entre les deux dévaluations du général de Gaulle, la monnaie américaine valait 4,937 F. A la même époque, un dollar s'échangeait à 4 marks. Le rappel de ce qu'une valeur absolue, puisque ces cours ne reflètent pas les évolutions de pouvoir d'achat, il témoigne cependant de la formidable appréciation de la monnaie allemande depuis deux décennies.

#### Recullement au sein du SME

A ses niveaux actuels, le billet vert provoque de nettes tensions dans le Système monétaire européen, où la faiblesse de plusieurs monnaies contre le mark se trouve encore accentuée. Le livre sterling, notamment, valait 2,8070 DM seulement le 20 août contre 2,8170 une semaine plus tôt, alors qu'elle n'est pas autorisée à descendre au-dessous de 2,77 DM. Une situation qui ne risque pas d'apaiser le débat sur la dévaluation qui fait rage outre-Manche. Le franc est lui aussi affecté par le duel mark-dollar et le cours de la monnaie alle-

mande, qui oscillait au-dessus de 3,39 F depuis le début de la semaine, a carrément touché 3,40 francs vendredi. Une poursuite de la chute du dollar, au moment où le référendum sur Maastricht approche, pourrait faire tanguer très fort la monnaie française.

Les dernières séances ont également été les témoins d'intéressantes évolutions de positions au sein du SME. Le renforcement du mark est très net, la monnaie allemande se situant désormais presque en haut du système. Seuls la peseta et le franc belge se trouvent encore devant lui. La lire italienne a reculé depuis bien longtemps. Quant à l'escudo portugais, entré en avril dans le système, il s'intègre aujourd'hui pour la première fois au peloton des monnaies, en raison de la diminution des taux d'intérêt directeurs.

Vendredi, la Banque du Portugal, participant à l'intervention concertée d'achats de dollars, est également intervenue pour vendre de la monnaie allemande et défendre la parité mark-escudo. Les autorités monétaires de Lisbonne s'étaient certainement préparées à une telle évolution, puisqu'en annonçant, vendredi 14 août, une libéralisation des mouvements de capitaux dès la fin du mois, elles manifestaient leur intention de diminuer le coût du crédit. Une fois les taux directeurs abaissés (de 17,75 % à 16 % en une semaine), l'escudo risquait de souffrir d'une désaffection des investisseurs. C'est bien ce qui se produit. Le franc belge, en revanche, forme depuis plusieurs mois, s'est encore raffermi ces derniers jours, après l'annonce d'une légère augmentation de l'un des taux directeurs.

FRANÇOISE LAZARE

## COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 17 AOÛT AU 21 AOÛT 1992

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	\$ E.U.	Franc suisse	Franc belge	DM	Franc	Mark	Yen
London	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285
New-York	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285
Paris	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285
Zurich	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285
Frankfurt	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285
Breuxelles	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285
Amsterdam	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285
Milan	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285
Tokyo	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285	1,3285

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 21 août, 3,9090 F contre 3,9403 F le vendredi 14 août 1992 (et non 4,4541 comme indiqué par erreur la semaine dernière).

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### L'écart entre les taux français et allemands se creuse

Non! La Bundesbank n'a pas touché à son taux directeur, lors de sa réunion de jeudi 20 août. Une décision contraire aurait surpris, à quelques semaines du référendum français et un mois à peine après le relèvement de trois quarts de points du taux de l'escopette, le 16 juillet. Cependant, la nervosité actuelle des marchés est très propice aux rumeurs, aux craintes, d'autant qu'en début de semaine différentes personnalités allemandes ont soufflé le chaud et le froid à propos de la réunion de la «Buba».

Nous ne bougerons pas les taux avant quelques mois, déclarait vendredi dernier le vice-président de l'Institut d'émission, M. Hans Tietmeyer. Une hausse du taux directeur pourrait être requise avant longtemps, laissait entendre l'un des membres du directoire de la banque, M. Lothar Müller, le Bavarois, il est vrai connu pour sa rigueur en matière monétaire.

Les opérateurs se sont donc montrés satisfaits de la décision de maintien des taux directeurs allemands à leur niveau actuel (8,75 % pour l'escopette et 9,75 % pour le Lombard). Heureusement, car un peu plus tôt dans la journée de jeudi la publication des résultats monétaires du mois de juillet était venue leur rappeler qu'avec + 8,6 % en juillet (et + 8,7 % en juin) la croissance de la masse monétaire M3 reste bien supérieure à l'objectif de la banque centrale et que celle-ci n'hésitera pas à durcir encore le crédit lorsqu'elle le jugera

nécessaire. Après la tenue du référendum français sur Maastricht, peut-on espérer.

A propos du référendum, la psychologie parisienne s'est un peu apaisée cette semaine. La preuve en a été la publication du sondage le plus récent, dans l'*Evénement du jeudi*. Le marché a accusé le coup, mais la déprime a été somme toute légère.

#### Le long terme peu prisé

Informé du résultat moins bon que ceux des sondages précédents - 53 % de «oui» au lieu de 56 % et 57 % au début du mois - le marché obligataire a immédiatement subi un petit accès de faiblesse. L'échéance de septembre du MATIF est ainsi revenue de 105,90 à 105,60 mercredi, mais les cours se sont stabilisés rapidement. Au total, la semaine s'est soldée par une petite détérioration, le MATIF éclochant à 105,62 vendredi 21 août, contre 105,96 le 14 août.

Une détérioration reflète sur le marché physique - bien moins actif que celui des instruments à terme - où l'OTAT 10 ans a terminé vendredi à 9 % contre 8,96 % une semaine plus tôt. A Francfort, où les dernières séances ont été marquées par plusieurs retournements de tendance, le «Bund», l'emprunt de référence à dix ans, a terminé en hausse avec un rendement de 7,91 %. Le «spread», c'est-à-dire l'écart entre les taux à long terme français et allemands, atteint donc

près de 110 points de base. Aux Etats-Unis, les taux à long terme poursuivent tranquillement leur dérive, mais le marché commence à être nettement perturbé par la chute du dollar, qui décourage les investisseurs. L'emprunt-phare à trente ans du Trésor 7 1/4 % a vu son rendement remonter à 7,361 contre 7,32 % la veille. La Réserve fédérale, dont le comité d'open market (FOMC) se réunit cette semaine, étudie sans nul doute l'opportunité d'une dernière diminution des taux directeurs (la dernière remonte au 3 juillet) et, surtout, le moyen de réduire l'écart entre les taux à court terme (proches de 3 %) et ceux à plus longue échéance. Le niveau actuel de la monnaie américaine devrait cependant inciter à la plus grande prudence.

Le marché primaire français, complètement désert pendant la première quinzaine d'août, s'est réveillé très timidement avec principalement un emprunt d'Aéroports de Paris à 8 ans, à 9,25 % facial et 9,21 % actuariel. Le titre ne s'est pas bien placé malgré le volume limité (600 millions de francs), les conditions ayant été jugées trop strictes. Voilà qui augure mal de la rentrée, où le désintéressement des investisseurs pour les titres à long terme, constaté tout au long du premier semestre, devrait persister. Le calendrier d'émissions des prochaines semaines est d'ailleurs très fluide.

F. L.

## MATIÈRES PREMIÈRES

### La guerre du soja est différée

Ce qui est différé pour les Américains n'est jamais perdu. Un optimisme béat dans cette difficile conjoncture ne serait guère de mise : la guerre du soja aura probablement lieu, mais plus tard, en tout état de cause après l'élection présidentielle du début novembre.

Dominant au sein du marché mondial des oléagineux, mineur en France où il occupe comme toute une place confidentielle, le soja constitue un pilier de l'agriculture américaine. Des États-Unis, après le maïs, il représente 87 % de la production d'oléagineux et concerne un tiers des terres.

Au cours de la deuxième guerre mondiale, un conflit avec leur principal fournisseur de l'époque, la Chine, a incité les États-Unis à assurer eux-mêmes leur production de soja. Sa culture relativement récente ne tarda pas à inonder le marché intérieur sous toutes les formes : huile alimentaire (parce que moins calorique que les graisses animales) pour les humains, tourteaux protéinés - ces larges disques de fèves concassées - pour le bétail. L'huile de soja et les tourteaux représentent aujourd'hui près des trois quarts des matières grasses utilisées respectivement dans l'alimentation humaine et dans l'alimentation animale.

Le bas prix et les multiples avantages du soja le projettent hors de ses frontières. Déjà, en 1957, la

revue de la très puissante ASA (American Soybean Association) préconise : «Les prix doivent être tels que les pays consommateurs puissent payer et que cela encourage l'expansion de la production n'importe où ailleurs.» C'est la même ASA qui est à l'origine du conflit qui oppose les États-Unis à la Communauté européenne devant le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) depuis 1987 et qui s'est récemment intensifié (le Monde du 22 juin et 30 juillet). Par ailleurs, l'ASA fait aujourd'hui l'objet d'une enquête de la part de l'administration américaine.

L'attitude résolument offensive de ce syndicat résume l'évolution du marché mondial au cours de ces quarante dernières années. Le soja américain occupe une place ambivalente : à la fois source de monopole et de dépendance. Depuis les années 50, les exportations jouent un rôle essentiel dans l'équilibre du marché américain du soja, plus de la moitié de la production américaine étant coulée à l'exportation, principalement sous forme de fèves.

Premier importateur mondial de soja en 1970, la Communauté européenne a six absorbait 40 % des livraisons américaines de graines et 62 % de leurs exportations de tourteaux ; à ce titre, elle fait l'objet d'une particulière vigilance de la part des États-Unis.

#### Une hégémonie assurée

Fournisseurs quasi exclusifs de la CEE en graines de soja au début de la décennie 80, les États-Unis cèdent peu à peu du terrain au profit du Brésil et de l'Argentine à partir de 1983. Entre 1983 et 1989, ces deux pays couvrent 60 % des besoins de la Communauté européenne, les États-Unis devant se contenter d'une part de 14 %.

Le recul s'explique par une formidable expansion de la demande mondiale dans les années 70 et par l'incapacité de l'agriculture américaine à y faire face. Défaillance préjudiciable pour les États-Unis : la demande croît, les pays mondiaux grimpent et favorisent l'essor de la production en Argentine et au Brésil. Bref, les États-Unis sont en situation de déclin sur le plan international. Au début des années 70, ce pays assurait à lui seul 70 % de la production mondiale et 80 % des exportations de graines, 47 % des

ventes de tourteaux et 38 % des livraisons d'huile. D'après l'USDA (département américain de l'agriculture), la production est restée à peu près inchangée, en 1990 la part des États-Unis dans les ventes mondiales s'élevait à 66,54 % pour les graines, 19,49 % pour les tourteaux, 19,41 % pour les huiles.

Que les Américains s'engagent dans une laborieuse reconquête du marché n'a donc rien d'étonnant. Reconquête d'autant plus difficile que les années 90 marquent le début d'une décollation de la demande en tourteaux dans les pays industrialisés où la consommation d'aliments pour le bétail a atteint un niveau proche de la saturation. De plus, de nouvelles concurrence se sont créées, les tourteaux de colza, de tournesol grimpent progressivement le marché en raison de leur compétitivité. Malgré ses réelles qualités nutritionnelles, il suffit d'une hausse des cours du soja, comme en 1988, pour que sa part dans l'alimentation des ruminants chute sensiblement. Supérieur au début des années 80, à 55 % de la consommation mondiale en soja destiné à l'alimentation de bétail, la consommation européenne est inférieure à 50 % ces dernières années.

L'huile de soja dans l'alimentation humaine est, elle, menacée par l'huile de palme. Contenant trois fois plus de matières grasses que sa concurrente, celle-ci bénéficie cependant d'un prix moindre (1). Et, comme de meilleur, depuis 1985, l'huile de soja est également minuscule par l'huile de colza, notamment sur le marché européen, à l'exception de la France où elle est concurrencée par l'huile de tournesol.

Pour l'instant, peu perturbé par la concurrence et par les diverses phases du contentieux CEE-Etats-Unis, le marché du soja était actif au cours de ces dernières semaines. La forte baisse des prix à Chicago en raison des excellentes conditions climatiques dont jouissent les États-Unis, combinée à la faiblesse du dollar, a incité les fabricants et les triturateurs à procéder à des «couvertures en livrables», c'est-à-dire à des livraisons immédiates. Le soja n'a pas encore dit son dernier mot.

MARIE DE VARNEY

(1) Lire à ce sujet le Soja de Jean-Yves Carpentier, aux éditions Cyclope, «Economie».

PRODUITS	COURS DU 21/8
Café (Arabica) (tonnes)	1 333 (+ 17)
Très mois	1 333 (+ 17)
Aluminium (tonnes)	1 222 (- 20)
Très mois	1 222 (- 20)
Nickel (tonnes)	7 300 (- 20)
Très mois	7 300 (- 20)
Sucre (tonnes)	239,50 (- 6,1)
Octobre	239,50 (- 6,1)
Café (Robusta) (tonnes)	735 (+ 30)
Septembre	735 (+ 30)
Cacao (New-York) (tonnes)	1 649 (+ 56)
Septembre	1 649 (+ 56)
Biz (Chicago) (tonnes)	315,50 (+ 9,5)
Septembre	315,50 (+ 9,5)
Maïs (Chicago) (tonnes)	222,75 (+ 3,75)
Septembre	222,75 (+ 3,75)
Soja (Chicago) (tonnes)	171,00 (+ 0,8)
Septembre	171,00 (+ 0,8)

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

